



TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2010

PERSPECTIVES 2011-2012

Tableau de bord de l'économie



DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

M. Magloire NGAMBIA

Ministres délégués

Mme. Françoise ASSENGONE OBAME

M. Jean Pierre BOUKILA

Directeur Général

M. Hamidou OKABA

Directeurs Généraux adjoints

Mme. Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

M. Modeste MFA OBIANG

Assistants du Directeur Général

Mme. Arlette ANTIOPE NGOUA

Mme. Amélie ANGUE MINKO

M. Jean Louis MIHINDOU

M. Marcel IBINGA

M. Didier ABESSOLO

Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue **Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale (DGELF)**, a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale
- de déterminer la stratégie économique de l'Etat
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale
- d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGELF est organisée en cinq directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité Monétaire et des Commissions de Contrôle des Banques.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie nationale
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

Direction des Etudes Macroéconomiques (DEM)

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques
- étudier les outils de la puissance publique
- analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche (DSER)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières
- analyser la conjoncture internationale
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politique économique.

Direction des Personnels et des Moyens (DPM)

Missions :

- Gérer le budget, le matériel et les fournitures
- Gérer le personnel.

SOMMAIRE

■ INTRODUCTION	15
1ÈRE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	17
■ I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2010	19
I.1.1 L'activité	19
I.1.2 L'emploi	21
I.1.3 L'inflation	21
I.1.4 Le commerce extérieur	22
I.1.5 Les finances publiques	22
I.1.6 Les taux d'intérêt	23
■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	23
I.2.1 Le pétrole	23
I.2.2 Le sucre	24
I.2.3 Le cacao	25
I.2.4 Le café	25
I.2.5 L'huile de palme	26
I.2.6 Le caoutchouc naturel	27
I.2.7 Le minerai de manganèse	28
I.2.8 Le minerai de fer	28
I.2.9 L'or	29
2ÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE	31
■ II.1 LES GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION	33
II.1.1 Le pétrole	33
II.1.2 Le manganèse	34
II.1.3 Le bois	35

Sommaire

■ II.2 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE	36
II.2.1 L'agriculture	36
II.2.2 L'élevage	39
II.2.3 La pêche	39
■ II.3 LES INDUSTRIES	40
II.3.1 Le secteur agro-alimentaire	40
II.3.1.1 La production meunière et avicole	40
II.3.1.2 Les huiles et corps gras	41
II.3.1.3 La production sucrière	41
II.3.1.4 Les boissons et le tabac	42
II.3.1.4.1 <i>Les bières et les boissons gazeuses</i>	42
II.3.1.4.2 <i>L'eau minérale</i>	43
II.3.1.4.3 <i>L'industrie du tabac</i>	43
II.3.2 Les industries du bois	44
II.3.3 Le raffinage	47
II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	48
II.3.4.1 L'électricité	49
II.3.4.2 L'eau	49
II.3.4.3 Les résultats consolidés	49
II.3.5 Les autres industries de transformation	49
II.3.5.1 La chimie	50
II.3.5.2 Les matériaux de construction	51
II.3.5.3 La seconde transformation des métaux	52
II.3.5.4 Les industries textiles	52
II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	53
II.3.6.1 L'imprimerie	53
II.3.6.2 Edition et Presse	53
■ II.4 LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	54
■ II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS	55
II.5.1 Le transport ferroviaire	55
II.5.2 Le transport aérien	56
II.5.2.1 Le trafic aérien national	57
II.5.2.2 Le trafic aérien international	57
II.5.3 Le transport maritime et fluvial	57
II.5.3.1 Le transport fluvial et lagunaire	57
II.5.3.2 Les activités portuaires	57

■ II.6 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	59
<hr/>	
■ II.7 LE COMMERCE	60
<hr/>	
II.7.1 Le commerce général	60
II.7.2 Le commerce des produits pétroliers	61
II.7.3 Le commerce des véhicules neufs	61
II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	62
II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques	63
■ II.8 L'HÔTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME	63
<hr/>	
II.8.1 L'hôtellerie	63
II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale	64
II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité	64
II.8.2 La restauration	64
II.8.3 Le tourisme et loisirs	65
■ II.9 LES AUTRES SERVICES	65
<hr/>	
II.9.1 Les services rendus aux particuliers	66
II.9.2 Les services immobiliers	66
II.9.3 Les services rendus aux entreprises	67
II.9.4 Les services de réparation automobile	67
II.9.5 Les services parapétroliers	68
■ II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	68
<hr/>	
II.10.1 Les banques commerciales et de développement	68
II.10.2 Les établissements financiers	73
II.10.3 Les établissements de microfinance	75
II.10.4 Les compagnies d'assurances	77
3ÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	79
<hr/>	
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	82
<hr/>	
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	82
III.1.2 Le PIB par la demande	84

Sommaire

III.2 LE BUDGET DE L'ETAT	84
III.2.1 L'équilibre budgétaire	84
III.2.1.1 Les ressources	85
III.2.1.2 Les emplois	85
III.2.2 L'exécution du budget	85
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	86
<i>III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières</i>	86
<i>III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole</i>	87
III.2.2.2 Les dépenses publiques	87
III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	89
III.3.1 Les ressources du système monétaire	90
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	90
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires	91
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	91
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.)	91
III.3.2.2 Le crédit intérieur	92
III.3.2.3 Le financement de l'économie	92
III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	94
III. 4. 1 La balance des transactions courantes	94
III. 4. 1.1 La balance commerciale	94
III.4.1.2 La balance des services	95
III.4.1.3 La balance des revenus	95
III.4.2 La balance des capitaux	95
III.4.3 La balance globale	95
III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	96
III.5.1 L'emploi	96
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public	97
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	97
III.5.2 Le chômage	98
III.5.2.1 Les salaires	98
III.5.2.2 La masse salariale du secteur public	99
III.5.2.3 La masse salariale des sociétés	99
III.5.3 Les prix	100

4ÈME PARTIE : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2010 103

IV.1 La politique budgétaire	105
IV.2 Les mesures structurelles	106
IV.3 La politique sociale	107
IV.4 Les politiques sectorielles	108
IV.5 La politique monétaire	108

5ÈME PARTIE : LES PERSPECTIVES 2011 - 2012 113**V.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2011 - 2012 115**

V.1.1 La situation internationale	115
V.1.1.1 L'activité économique	115
V.1.1.2 L'inflation	116
V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base	116
V.1.2.3 Le Pétrole	116
V.1.2.2 Les oléagineux	116
V.1.2.3 Le caoutchouc	117
V.1.2.4 Le café	117
V.1.2.5 Le cacao	117
V.1.2.6 Le sucre	117
V.1.2.7 L'or	117

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL 118

V.2.1 L'activité sectorielle	118
V.2.1.1 Le pétrole	118
V.2.1.2 Le manganèse	118
V.2.1.3 Les cultures de rente	118
V.2.1.4 l'agro-industrie	119
V.2.1.5 L'énergie	119
V.2.1.6 Le raffinage	119
V.2.1.7 La seconde transformation des métaux	120
V.2.1.8 L'industrie textile	120
V.2.1.9 Les BTP	120
V.2.1.10 Les télécommunications	120
V.2.1.11 L'hôtellerie	120

Sommaire

V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2011	121
V.2.2.1 Les principales hypothèses	121
V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2011	121
V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2011	123
V.2.2.4 Les prévisions du budget	123
V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle	124
V.2.2.5.1 <i>La balance des transactions courantes</i>	124
V.2.2.5.2 <i>La balance des capitaux</i>	125
V.2.2.5.3 <i>La balance globale</i>	125
V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix	125
■ V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2011	126
<hr/>	
V.3.1 La politique budgétaire	126
V.3.2 La réforme budgétaire	128
V.3.3 La politique sociale	129
V.3.4 Les politiques sectorielles	129
■ CONCLUSION	131
<hr/>	
■ ANNEXES	133
<hr/>	

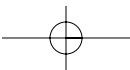
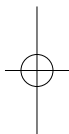
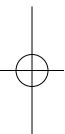
Tableau de bord de l'économie



La Direction générale de l'Economie et de la Législation Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en 2009, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.



INTRODUCTION

En 2010, l'économie mondiale s'est distinguée par une forte reprise de la croissance amorcée au deuxième semestre de l'année précédente. Celle-ci a été stimulée par la poursuite des plans de relance budgétaire et la mise en œuvre de politiques monétaires expansionnistes dans la majorité des pays. Ces différents stimuli monétaires et budgétaires ont d'ailleurs entraîné un accroissement significatif du commerce mondial. Il est important de souligner que la consolidation de la croissance économique mondiale a été de puissance différente selon les zones géographiques.

Dans les pays développés, la reprise a été modérée en raison de la faiblesse de la consommation et d'une reprise moins importante des investissements comparativement aux cycles précédents, en dépit de la bonne tenue des exportations. Par ailleurs, ces pays (États-Unis, Union Européenne) restent confrontés à une importante dette publique et à la crise des dettes souveraines de certains États de la Zone Euro.

Au sein du groupe des pays émergents, la croissance y est durablement forte et la consommation interne y a pris une place prépondérante dans la formation du PIB en remplacement des exportations. Ainsi, la Chine, l'Inde et le Brésil ont confirmé leur rang de locomotives de la croissance économique mondiale (+10,3% de croissance en Chine et +5,9% pour l'Amérique latine).

En Afrique, soutenue par une demande interne importante, des productions minières et pétrolières en hausse et la reprise économique dans un certain nombre de pays, l'activité économique a été bien orientée.

Dans ce contexte, la production mondiale a progressé de 5,1% contre -0,6% en 2009.

Sur le plan national, l'activité économique a fortement progressé (+6,6) après la baisse enregistrée en 2009. Ce dynamisme a été rendu possible par un environnement économique international favorable et par le début de la mise en œuvre d'une politique de relance de l'activité nationale. En effet, sur le plan extérieur, les cours des principaux produits de base et le dollar américain se sont appréciés, favorisant la dynamique des exportations. Au plan intérieur, la croissance a été portée par la bonne tenue de l'activité dans la quasi-totalité des branches de l'économie, en relation avec la vigueur de la demande et les réformes structu-

relles. En termes réels, le Produit Intérieur Brut a augmenté en raison de la reprise du secteur hors pétrole et du dynamisme de l'activité pétrolière. Ainsi, tous les secteurs de l'économie ont enregistré des résultats relativement satisfaisants. Dans le détail, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont respectivement progressé de 3,8%, 15,2% et 5,2%.

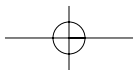
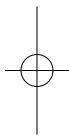
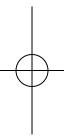
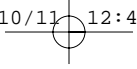
En matière de finances publiques, l'exécution du budget a été effectuée dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de combler le déficit en infrastructures pour le développement de l'activité économique. Celle-ci s'est soldée par un excédent primaire en baisse de 76,8% par rapport à l'année 2009. Le solde budgétaire base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, a chuté de 99,8%. Concernant la dette, l'encours de la dette publique a reculé de 6,7%, suite à une volonté du Gouvernement de se désengager vis-à-vis de ses créanciers tant intérieurs qu'extérieurs. Le stock de la dette rapporté au PIB s'est ainsi chiffré à 19,4%, dans le respect des critères de convergence de la CEMAC.

L'objectif majeur de politique économique du gouvernement en 2010 a été de concilier la politique budgétaire et fiscale visant la correction des déséquilibres macroéconomiques avec les mesures sociales permettant de répondre aux exigences et aux aspirations des populations.

Enfin, la politique monétaire a été marquée par le maintien de l'objectif de refinancement des banques, la réduction des principaux taux directeurs et la stabilité de la politique des réserves obligatoires.

L'Environnement International





I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2010

Après la récession qui a touché de façon synchronisée l'ensemble des économies en 2009, l'activité économique mondiale s'est inscrite, en 2010, dans une dynamique de croissance positive. Celle-ci est perceptible au sein de la plupart des zones géographiques. Cette relance s'est traduite par le retour à la croissance des économies avancées en l'occurrence des États-Unis, du Japon et de la zone euro. Les économies des pays émergents et en développement ont été, encore une fois, les principales locomotives de cette reprise.

Toutefois, ces évolutions se sont opérées dans un contexte de conservation à des niveaux relativement bas des taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés, de hausse des cours du pétrole et du maintien à des seuils élevés des déficits publics dans de nombreux pays de l'OCDE.

En outre, l'embellie de l'activité a induit une augmentation du commerce de marchandises (12%), en raison de la forte demande en matières premières. En revanche, cette sortie de crise de l'économie n'a pas entraîné une baisse significative du taux de chômage.

Ainsi, la croissance du produit intérieur brut mondial s'est située à 5,1% en 2010 contre -0,6% en 2009.

I.1.1 L'activité

La reprise économique mondiale amorcée au quatrième trimestre de 2009, s'est consolidée en 2010. Celle-ci n'a toutefois pas été uniforme. En effet, la croissance a été modérée dans les pays industrialisés (3%), minés par la faiblesse de la consommation et une reprise moins importante de l'investissement comparativement aux cycles précédents. À l'inverse, avec un PIB structurellement fort et une consommation interne qui supplante progressivement les exportations comme source de croissance, les pays émergents et en développement ont enregistré une expansion robuste (7,1%).

Au sein du groupe des pays industrialisés (+3,1%), le PIB américain a progressé de 3% sur l'ensemble de l'année contre -3,5% en 2009. Cette évolution a été favorisée par la bonne orientation de la consommation des ménages, qui a retrouvé son rôle moteur, de l'investissement des entreprises et du commerce extérieur.

S'appuyant sur la vigueur de ses exportations, notamment vers la Chine et les États-Unis, et les subventions massives pour les biens de consommation, l'économie japonaise a connu un dynamisme post crise. Celui-ci s'est

Tableau de bord de l'économie

matérialisé par une croissance de 4,0% de son produit intérieur brut après -6,3% en 2009 et -1,2% en 2008.

Parallèlement, l'activité dans la zone euro a été modérée, la croissance globale se situant à 1,8% sur l'année, en liaison avec la faiblesse des exportations et le fléchissement de la consommation des ménages. On note tout de même que les contrastes de rythmes de croissance relevés entre la zone et le reste du monde sont également perceptibles entre les économies de la zone euro.

Ainsi, l'Allemagne a conforté son statut de locomotive de la zone euro avec une progression du PIB s'établissant à 3,6% en 2010, après une forte contraction de 4,7% en 2009. Cette reprise repose sur la bonne tenue de ses exportations, notamment vers les pays émergents, mais également sur l'efficacité des réformes entreprises par les industriels.

Dans le même temps, après un repli de -2,3%, la France a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,6%, soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages et dans une moindre mesure, par le commerce extérieur.

A l'opposé, l'Espagne peine à sortir de la récession avec une croissance du PIB de -0,1%. Enfin, la Grèce a fortement reculé à -4,5% de taux de croissance contre -2% en 2009.

La politique d'austérité menée en Grande-Bretagne a eu un impact certain sur la croissance. Cette dernière a enregistré un taux de 1,7%.

Dans les pays en transition, les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié du relèvement des prix de cette matière première. En Russie, notamment, le PIB s'est accru de 4,0% en 2010 contre -7,8% en 2009.

Le PIB de la République Tchèque, de la Lituanie, de l'Estonie a été respectivement de 2%; 1,3% et 1,8%.

En Asie émergente, l'activité reste influencée par les performances économiques de la Chine et de l'Inde. Le PIB chinois a atteint 10,3% en 2010, en raison de la bonne orientation de ses exportations. Quant à l'Inde, la consommation des ménages et les investissements des entreprises ont tiré la croissance qui s'est établie à 10,1%.

En Amérique latine, la reprise a été vigoureuse. Pour l'ensemble de la zone, la croissance s'est accrue de 5,4% contre -1,8% en 2009. Profitant de la conjoncture favorable en relation avec la hausse des prix des matières premières, le Brésil et le Mexique ont vu leur taux de croissance évoluer respectivement de 7,5% et 5,4%.

L'environnement International

La bonne tenue des cours du pétrole et des autres produits de base a induit une croissance de 5,4% pour les pays d'Afrique subsaharienne. Les pays du Maghreb (4,4%) ont bénéficié également de l'embellie mondiale. Les économies libyenne, marocaine, algérienne et tunisienne ont progressé respectivement de 10,6% ; 4% ; 3,7% et 3,3%.

Malgré la crise ivoirienne, l'activité des pays de l'UEMOA a enregistré un taux de croissance de 4,3% en 2010, dont une progression de 5,1% pour le Mali, 4% pour le Sénégal et 7% pour le Nigeria.

Dans la zone CEMAC, la conjoncture a globalement été favorable en 2010, avec un taux de croissance du PIB de 4,2% contre 1,8% l'année précédente. Ce résultat s'explique par la hausse de la production de pétrole brut et du gaz, le maintien du secteur non pétrolier, notamment le secteur minier, l'accroissement des investissements publics et privés, la bonne conjoncture internationale et l'assainissement des finances publiques. Cette performance reste toutefois en deçà des potentialités de la sous-région. Par pays, l'expansion s'est traduite comme suit: Cameroun (3,2%) ; Guinée-Equatoriale (-0,8%) ; République Centrafricaine (3,3%) ; Congo (10,6%) ; Gabon (6,6%) ; Tchad (13%).

1.1.2 L'emploi

En dépit de l'expansion de l'économie mondiale, le taux de chômage est resté à des seuils relativement élevés dans la plupart des pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, le marché du travail s'est révélé peu attractif en 2010. Le taux de chômage a atteint 9,7% contre 9,4% en 2009.

Au Japon, le taux de chômage a stagné à 5,1% de la population active.

Dans la zone euro, la situation de l'emploi paraît plus alarmante, où ce taux s'est situé à 10,1%. En France, le taux est monté à 9,8% en 2010 contre 9,4% l'année dernière. En Allemagne, il s'est établi à 7,1% en 2010 contre 7,5% en 2009. L'Espagne a enregistré un taux de chômage de l'ordre de 20%.

Le Royaume-Uni a connu, quant à lui, un accroissement à 7,9%.

1.1.3 L'inflation

Globalement dans les principaux pays industrialisés, l'inflation est restée à des niveaux peu élevés du fait de politiques monétaires accommodantes.

Ainsi aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a été de 1,4%. Le Japon a enregistré un taux de -1% en 2010.

Tableau de bord de l'économie

Dans la zone euro, le niveau d'inflation a été de 1,6%. La France et l'Allemagne ont connu respectivement une inflation de 1,6% et 1,3% en raison, principalement, de l'augmentation de la facture énergétique.

La Grande-Bretagne a enregistré une inflation de 3,1% et la Chine, 3,3% en 2010.

1.1.4 Le commerce extérieur

Après une régression de 10,7% en 2009, le commerce de marchandises s'est nettement amélioré en 2010 avec un bond de 12%.

Aux Etats-Unis, sur l'ensemble de l'année, le commerce extérieur a augmenté de 32,8% soit 497,8 milliards de dollars. Cependant, l'envolée des importations par rapport aux exportations a eu pour corollaire l'aggravation du déficit de la balance commerciale.

Le Japon a dégagé un excédent commercial de 728 milliards de yens en 2010. L'excédent commercial allemand a évolué de 18,5% en 2010 pour une valeur de 154,3 milliards d'euros.

Le renchérissement des cours du pétrole et du gaz a occasionné une aggravation du déficit commercial de la France. Ce dernier est passé de 44 milliards d'euros en 2009 à 51,4 milliards d'euros un an après.

Profitant de la sous-évaluation du yuan, la Chine a exporté pour 183,1 milliards de dollars maintenant ainsi sa place de numéro un des pays exportateurs.

1.1.5 Les finances publiques

L'état des finances publiques s'est à nouveau révélé préoccupant avec l'aggravation des déficits publics afin d'encourager les différents plans de relance économique.

Aux Etats-Unis, la détérioration des finances publiques s'est poursuivie. En effet le déficit budgétaire a atteint 1294 milliards de dollars.

En zone euro, le déficit s'est élevé à 56,4 milliards d'euros en 2010 contre 51,4 milliards en 2009. Cette augmentation s'explique à la fois par un moindre excédent de la balance commerciale des biens et services et un alourdissement du déficit des transferts.

Au-dessus des 3% du PIB recommandés par le pacte de stabilité, le déficit allemand a été de 3,5% soit 88,37 milliards d'euros en liaison avec les mesures sociales prises, notamment l'assurance-chômage.

En Asie, le déficit budgétaire de la Chine a atteint 660 milliards de yuans soit 1,6% du PIB.

1.1.6 Les taux d'intérêt

La politique monétaire dans la plupart des pays industrialisés a consisté à laisser les taux directeurs à des niveaux relativement bas, afin d'encourager la croissance.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu son principal taux directeur dans une fourchette de 0 à 0,25%. Parallèlement la Banque Centrale Européenne (BCE) a observé également un statu quo, maintenant son taux à 1% depuis mai 2009. Au Japon, ce taux est demeuré entre 0 et 0,1%. La Banque Centrale Chinoise quant à elle, a relevé son taux de 25 points de base à 5,81% afin de réduire l'inflation.

1.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 2010 aura été l'année de tous les records sur les marchés des matières premières. Cette flambée des cours s'explique par les aléas climatiques qui ont pesé fortement sur les récoltes des principaux pays producteurs de matières premières agricoles. De plus, la demande vigoureuse, portée par la Chine et les autres économies émergentes, a conforté cette envolée des prix.

1.2.1 Le pétrole

Les cours du pétrole ont connu une hausse de plus de 29,1% sur l'ensemble de l'année, avec un cours moyen du Brent de 79,4 dollars contre 61,51 dollars en 2009. Cette fermeté des prix du pétrole découle de la reprise de la demande mondiale et des conditions météorologiques rigoureuses aux Etats-Unis et en Europe

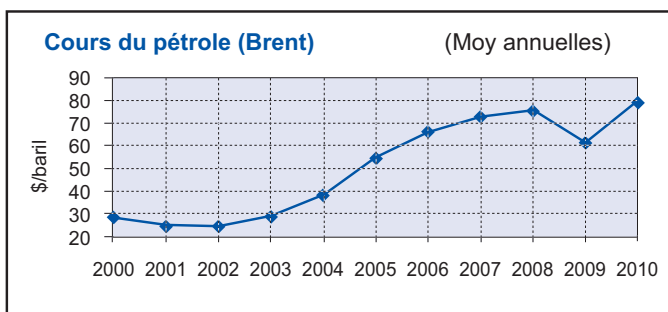
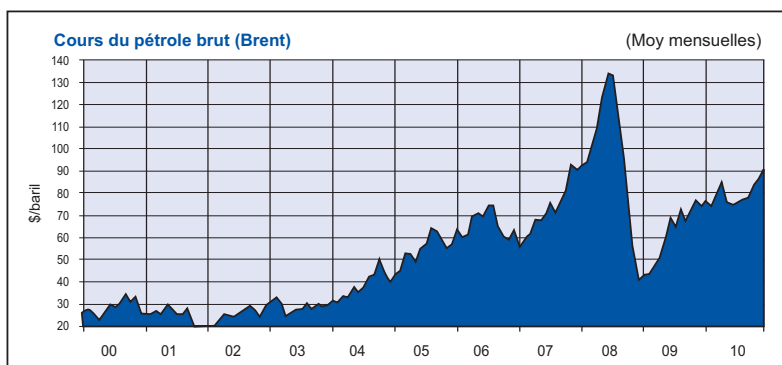


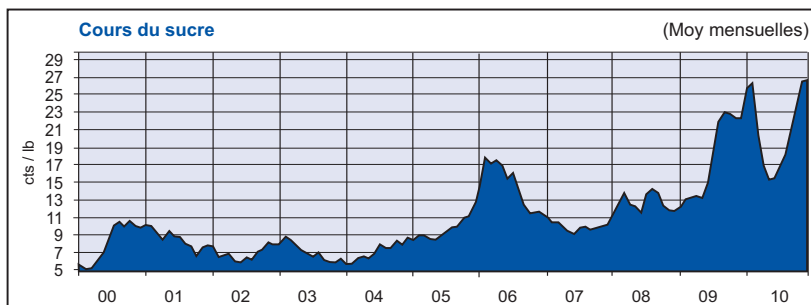
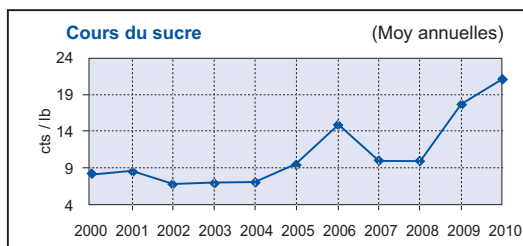
Tableau de bord de l'économie



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

1.2.2 Le sucre

La campagne 2009/2010 s'est achevée avec un déficit en sucre de 3,84 millions de tonnes (Mt). Le redressement conséquent de la production indienne, à 20 Mt, a largement contribué à la progression de 7% de la production mondiale. Celle-ci a été de 160,50 Mt, pour une consommation mondiale 2009/2010 s'établissant à 164,34 Mt.

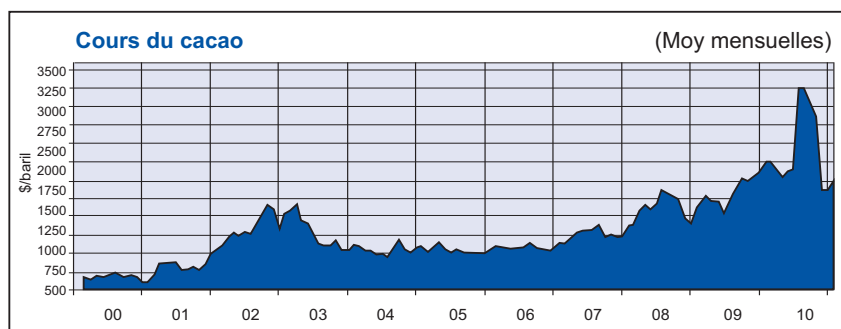
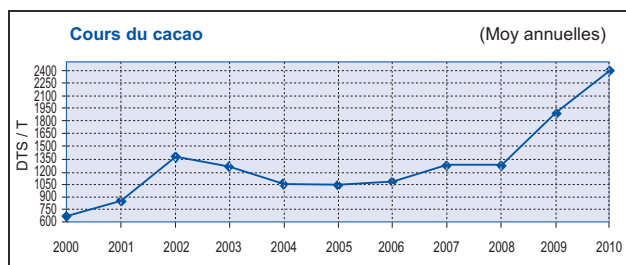


Sources : *Marchés Tropicaux et International Sugar Organization (ISO)*

Dans ce contexte, le cours moyen annuel de ce produit est passé de 17,59 cents/livre en 2009 à 25 cents/livre en 2010, soit une hausse de 42%.

1.2.3 Le cacao

La production mondiale de cacao s'est établie à 3,6 millions de tonnes contre 5,3 millions de tonnes en 2009 (-32,1%), à cause de la crise politique en Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao. Ainsi, en progression de 8,2%, les cours de cacao ont atteint 3 131 USD la tonne contre 2 895,24 USD en 2009.

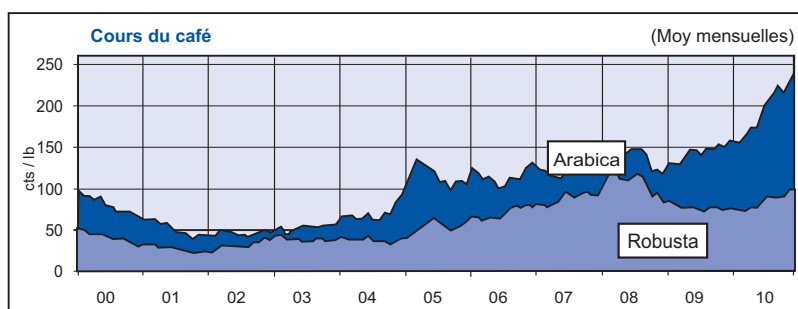
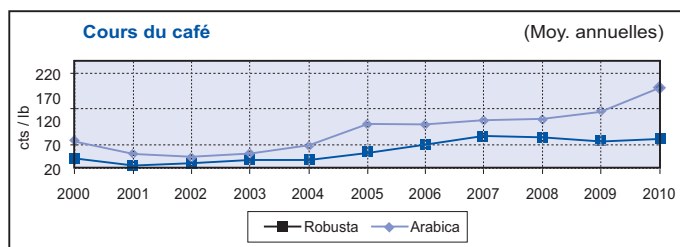


Source : Marchés Tropicaux (d'après ICCO)

1.2.4 Le café

Le marché mondial du café a été marqué par la flambée des cours en fin d'année, en raison du retard pris par la récolte du Vietnam (1er exportateur de Robusta) du fait d'une météo défavorable. Ainsi, la production mondiale de café s'est fixée à 122,8 millions de sacs contre 123,7 millions de sacs la campagne précédente, pour une consommation mondiale qui a atteint les 130 millions de sacs.

Tableau de bord de l'économie

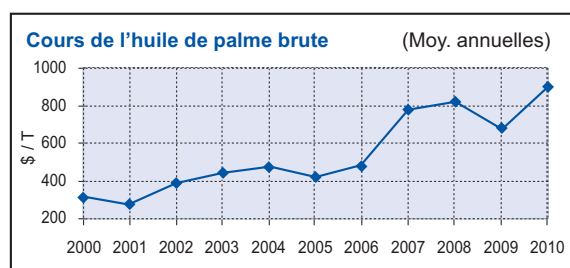


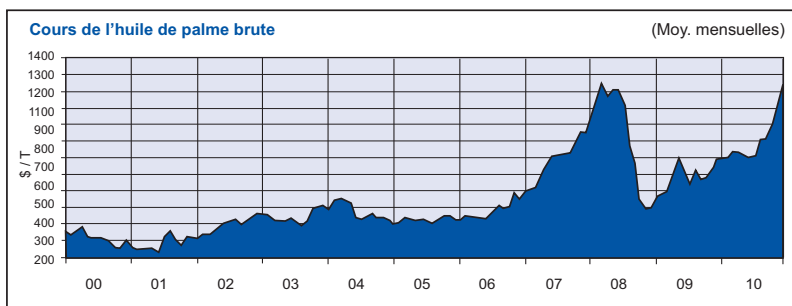
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

En conséquence, les cours ont enregistré des hausses de 36,6% pour l'arabica (194 cents/lb) et de 9,1% pour le robusta (84 cents/lb).

1.2.5 L'huile de palme

Les cours des oléagineux ont connu une forte progression. En effet, l'huile de palme a enregistré en fin d'année, des pics jamais atteints depuis plus de deux ans à la bourse de Kuala Lumpur. Ainsi, les cours de l'huile de palme brute ont augmenté de 33,5% à 860 dollars la tonne, sous l'effet de la faiblesse de l'offre mondiale, face à une demande sans cesse croissante tirée par les biocarburants.

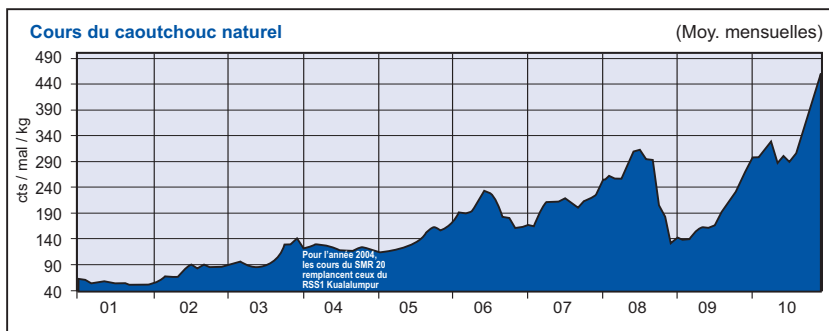
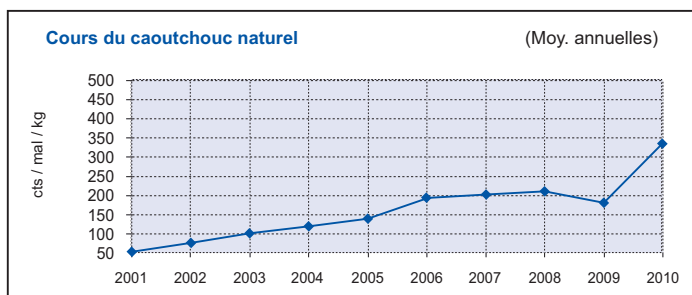




Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

1.2.6 Le caoutchouc naturel

Depuis le creux de décembre 2008, le prix du caoutchouc naturel a quadruplé. En moyenne annuelle, il a constitué la plus forte progression (+ 90,8%) de toutes les matières premières en 2010. Cette envolée s'est appuyée sur de solides fondamentaux : un marché déficitaire, une demande forte et un contexte de production à la baisse.



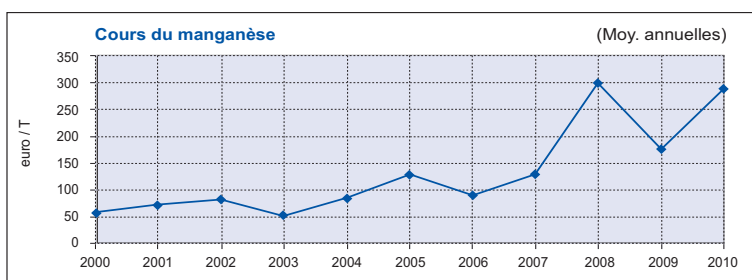
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

Tableau de bord de l'économie

La demande mondiale a été tirée par le marché asiatique notamment la Chine, premier acheteur mondial de l'automobile et gros consommateur de pneumatiques devant les USA. En 2010, la demande mondiale du caoutchouc s'est fixée à 10,44 Mt, pour une production mondiale de 10,22 Mt.

1.2.7 Le minerai de manganèse

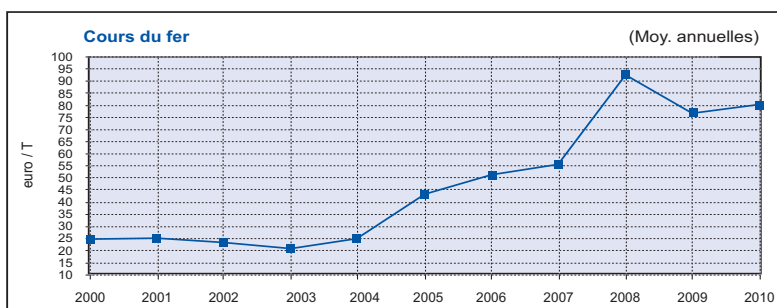
Le raffermissement du marché du manganèse conjugué à la reprise de la production de l'acier, ont permis une hausse des prix de 64% en glissement annuel. Les cours du manganèse se sont négociés à 288,9 dollars la tonne, en moyenne annuelle, contre 176 dollars en 2009.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

1.2.8 Le minerai de fer

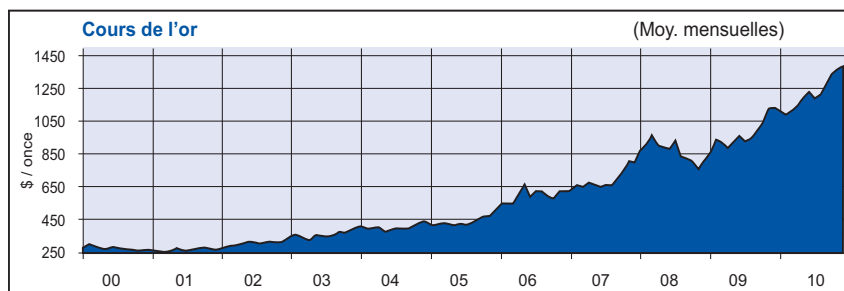
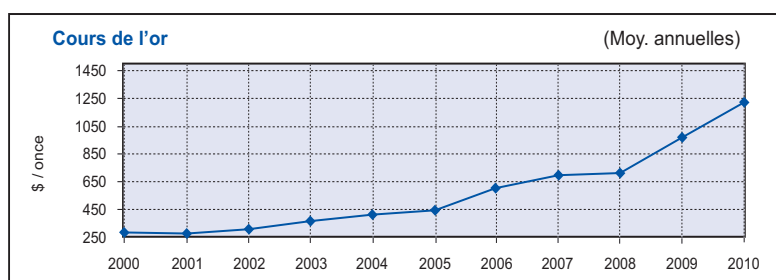
Le marché international du minerai de fer est très concentré, le brésilien Vale et les australiens BHP Billiton et Rio Tinto se partageant près de 70% du marché. S'appuyant sur cet oligopole, les groupes miniers ont imposé une hausse spectaculaire des prix (+63,4%). Ainsi, la tonne de minerais s'est échangée à 125,8 euros la tonne en moyenne annuelle contre 77 euros en 2009.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

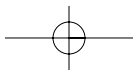
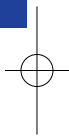
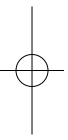
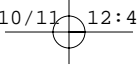
1.2.9 L'or

Le prix du métal jaune a fortement progressé, enregistrant un nouveau record le 9 novembre 2010 à 1 422,7 dollars l'once. Cette flambée des cours s'explique essentiellement par la crise de financement en Europe qui a exacerbé les inquiétudes des marchés d'un éventuel retour de l'inflation aux Etats-Unis. L'or a ainsi été considéré comme l'alternative de placement la plus intéressante.



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

Ainsi, en moyenne annuelle, l'or s'est apprécié de 25,9%, s'échangeant à 1 225 dollars l'once en 2010 contre 973 dollars en 2009.



L'activité nationale

2

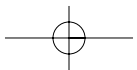
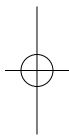
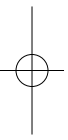
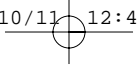


Tableau de bord de l'économie

II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1 Le pétrole

Globalement, le secteur pétrolier a connu une intense activité en 2010, compte tenu de la flambée des cours du baril de pétrole et de la remontée de la production pétrolière, soutenue par le redressement du taux de change du dollar américain par rapport au franc CFA.

L'exploration et le développement

Les activités de développement et d'exploration ont été relativement denses. A cet effet, 92 puits ont été forés au cours de cette campagne, dont 19 de production, 21 d'appréciation et 52 de développement. A titre de comparaison, 70 puits ont été forés en 2009, dont 5 de production, 15 d'appréciation et 50 de développement.

Le raffermissement du prix du baril de pétrole a favorisé les travaux d'exploration et de développement. En effet, le prix du baril de pétrole gabonais s'est situé en moyenne annuelle à 79 dollars contre 61,8 dollars le baril un an plutôt, soit une progression de 27,8 %. Dans le même sillage, le taux de change du dollar américain s'est redressé de 4,9 %. Cette situation a eu un impact positif sur le produit intérieur brut pétrolier qui culmine à 2992,9 milliards de Fcfa contre 2145,1 milliards de Fcfa en 2009.

La production

La production pétrolière a augmenté de 5,1%, à 12,431 millions de tonnes contre 11,829 millions de tonnes un an plus tôt. Cette remontée de la production pétrolière est essentiellement due aux importants investissements réalisés par les entreprises pétrolières pour récupérer le brut dans les champs matures.

Cependant, les entreprises pétrolières dites "juniors" (PERENCO, CNRI, ADDAX, VAALCO et MAUREL&PROM) ont déployé plus d'effort de production par rapport aux "seniors" (TOTAL et SHELL) dont l'activité est déclinante.

Evolution de la production et des exportations

	2008	2009	2010	10/09
Production (en millions de tonnes)	11,814	11,829	12,431	5,1%
Exportations (millions de tonnes)	10,90	11,12	11,23	1,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures

Tableau de bord de l'économie

Les exportations

Les exportations ont connu une quasi stagnation, passant de 11,12 millions de tonnes à 11,23 millions de tonnes. Les principales destinations demeurent l'Amérique du Nord, l'Union Européenne et l'Asie.

Les prix

L'évolution du prix moyen des bruts gabonais (+31,6%) a été favorisée par la reprise de la demande des pays émergents d'Asie, des Etats-Unis et de l'Europe.

Evolution des prix et du taux de change

	2008	2009	2010	10/09
Prix moyen annuel du Brent (USD/baril)	96,99	61,51	79,4	29,1%
Prix moyen des bruts gabonais (USD/baril)	92,33	58,76	77,32	31,6
Taux de change (Fcfa/ USD)	448,41	472,13	495,43	4,9%

Source : Direction Générale des hydrocarbures

En outre, l'appréciation du dollar par rapport à l'euro a impacté positivement sur le Fcfa. Ainsi, son taux de change annuel moyen par rapport au dollar s'est accru de 4,9%, à 495,43 Fcfa.

II.1.2 Le manganèse

Le Gabon est le deuxième producteur mondial de manganèse avec 95% de sa production destinée aux industries sidérurgiques. Acteur majeur de l'économie gabonaise, la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) exploite à Moanda, dans la province du Haut-Ogooué, les gisements de manganèse parmi les plus riches et les plus rentables au monde avec des réserves estimées à 500 millions de tonnes.

La production

La production mondiale d'acier au carbone, principal marché pour le manganèse, a progressé de 16% en 2010 (dont 11% de hausse pour la Chine). En conséquence, celle de la Comilog a atteint 3,2 millions de tonnes, en hausse de 60,7% par rapport à l'année précédente, retrouvant ainsi les niveaux de 2008.

Les exportations et les ventes

Les exportations se sont accrues entraînant dans son sillage les ventes qui ont progressé de 48,9% par rapport à 2009.

Par ailleurs, suite à la forte progression des prix spot CIF Chine du prix du minerai de manganèse sur le marché (+64,1% en 2010 à 288,9 USD/tonne en moyenne), le chiffre d'affaires a plus que doublé pour s'établir à 457,815 milliards de Fcfa entre les deux années considérées.

Evolution de l'activité minière

	2008	2009	2010	10/09
Production (milliers de tonnes)	3 247,80	1 992,06	3 200,57	60,7%
Exportations (milliers de tonnes)	3 199,10	2 146,94	3 203,83	49,2%
Ventes (milliers de tonnes)	3 200,16	2 147,31	3 198,26	48,9%
Chiffre d'affaires (millions Fcfa)	632 751	178 433	457 815	156,6%
Investissements (millions de Fcfa)	31 376	63 705	32 879	-48,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	18 524	18 047	19 314	7,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 484	1 477	1 492	1,0%

Source : Comilog

Les investissements

Les investissements ont concerné principalement la poursuite des projets entamés en 2009, principalement l'augmentation de la production et les travaux de terrassement de la plateforme du Complexe Métallurgique de Moanda.

Les effectifs et la masse salariale

Les effectifs ont été en légère hausse (1%), pour une masse salariale de 19,314 milliards de Fcfa.

II.1.3 Le bois

Dans le cadre de la politique de diversification, la forêt gabonaise reste un atout économique indéniable avec 22 millions d'hectares dont 40% à l'état primaire. Elle représente près de 85% du territoire national. Le potentiel forestier est estimé à 8000 essences dont seulement 60 sont exploitées avec une prédominance de l'okoumé.

Tableau de bord de l'économie

Les exportations

Suite à la mise en application depuis le 15 mai 2010 de la décision gouvernementale d'interdire les exportations de grumes, l'activité de l'exploitation forestière du Gabon est restée fortement perturbée. Dans ces conditions, les exportations de grumes se sont établies à 600 407 m³, soit une chute de 62,5% comparativement à celles de 2009.

Cependant, la SNBG a exporté 421 907 m³ (toutes essences confondues) à la faveur du privilège exclusif qui lui a été accordé pour poursuivre la commercialisation des bois sur le marché international afin de permettre aux exploitants forestiers d'évacuer les stocks de bois restant dans les parcs et le long du chemin de fer. Il faut noter que l'essentiel du bois gabonais a été écoulé sur le marché asiatique, notamment chinois qui absorbe 86% des exportations

Evolution des exportations de grumes

(en mètres cubes)	2008	2009	2010	10/09
Okoumé	408 547	642 913	290 369	-54,8%
Ozigo	428 597	3 832	21	-99,45
Bois divers	812 940	956 033	310 017	-67,6%
Total	1 650 084	1 602 778	600 407	-62,5%

Source : SEPBG

II.2 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

II.2.1 L'agriculture

Les cultures de rente

L'hévéaculture

La filière caoutchouc a enregistré des performances notables sur la période sous étude. En effet, la production de caoutchouc humide a progressé de 16,6% à 38 967 tonnes, tandis que celle de granulé a augmenté de 9,6%. Ces résultats s'expliquent par les bonnes récoltes enregistrées dans les blocs industriels et les plantations villageoises. Par ailleurs, en raison de la flambée des prix du caoutchouc (+91%) sur le marché international, le chiffre d'affaires s'est raffermi.

Evolution de l'activité de caoutchouc

	2008	2009	2010	10/09
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	37 333	33 429	38 967	16,6%
Caoutchouc usiné	18 950	17 852	19 559	9,6%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	21 903	13 039	21 471	64,7%
Investissements (millions de Fcfa)	1866	1591	1 856	16,7%
Effectifs (nombre d'agents)	145	134	135	0,7%
Masse salariale (en millions)	843	750	751	0,1%

Source : SIAT

Les investissements, d'une valeur de 1,8 milliard de Fcfa, ont été principalement orientés vers l'extension des plantations d'hévéa de Kango dont la superficie devrait passer de 1 032 ha à 2 028 ha.

La cacao-culture et la caféiculture

Depuis 2008, la Direction Générale des Caisses de Stabilisation et de Péréquation (Caistab) procède à la relance de la production de cacao et de café. Ainsi, la réhabilitation des plantations (blocs agro-industriels et plantations villageoises) et la création de nouvelles plantations sont réalisées. De même, la Caistab apporte un encadrement technique aux planteurs en mettant à leur disposition des ingénieurs agronomes dans le traitement phytosanitaire contre les maladies du caféier et du cacaoyer. On note également la formation des planteurs et la fourniture gratuite de pépinières et d'engrais chimiques.

Enfin, il faut relever que dans le cadre de sa politique de relance et de soutien au secteur agricole, la Caistab a maintenu un prix d'achat moyen au planteur supérieur au prix de vente à l'export

La cacao-culture

En dehors du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo et de l'Ogooué-Lolo, le cacao se cultive également dans les provinces de la Ngounié et de la Nyanga. Au cours de la campagne 2009/2010, les achats de la Caistab ont atteint 93,475 tonnes, soit une progression annuelle de 19,5% consécutive à la bonne récolte de la province du Woleu-Ntem malgré la chute de la production dans l'Ogooué-Lolo.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des achats de cacao par province

(en tonnes)	2008/2009	2009/2010	10/09
Woleu-Ntem	31,7	79,56	151,0%
Ogooué-Ivindo	2,3	1,2	-47,8%
Ogooué-Lolo	43,4	11,62	-73,2%
Ngounié	0,8	1,095	36,9%
Total	78,2	93,475	19,5%

Source : Caistab

Au cours de la même période, les exportations de fève de cacao ont augmenté de 21,2% pour se situer à 85,3 tonnes, dans un contexte de stabilité des prix d'achat au planteur.

Evolution de l'activité de la cacao-culture

	2008/2009	2009/2010	10/09
Achats (en tonnes)	78,2	93,475	19,5%
Exportations (en tonnes)	70,4	85,3	21,2%
Prix d'achat moyen au planteur - Grade 1&2 (Fcfa/kg)	650	650	0,0%
Prix de vente à l'exportation (Fcfa/kg)		396	

Source : Caistab

La caféiculture

Les achats de café, pour la campagne 2009/2010, ont reculé de 14,5% du fait des mauvaises récoltes enregistrées dans la majorité des provinces. Il faut noter qu'environ 70% de la production de café est de grade inférieur à cause de l'absence de lutte phytosanitaire.

Evolution des achats de café par province

(en tonnes)	2008/2009	2009/2010	10/09
Haut-Ogooué	65,51	56	-14,5%
Woleu-Ntem	1	0,15	-85,0%
Ogooué-Ivindo	8,67	6,3	-27,3%
Ogooué-Lolo	2,204	0,8	-63,7%
Ngounié	18,93	19,1	0,9%
Total	96,314	82,35	-14,5%

Source : Caistab

L'activité nationale

Nonobstant cette réalité, le volume des exportations s'est amélioré de 22,8% à 50,1 tonnes en 2010. Le prix moyen d'achat bord champ s'est stabilisé sur cette période, alors que le prix de vente à l'exportation s'est situé à 294 Fcfa le kilogramme.

Evolution de l'activité de la caféiculture

	2008/2009	2009/2010	10/09
Achats (en tonnes)	96,314	82,35	-14,5%
Exportations (en tonnes)	40,8	50,1	22,8%
Prix d'achat moyen au planteur - Grade 1&2 (Fcfa/kg)	450	450	0,0%
Prix de vente à l'exportation (Fcfa/kg)		294	

Source : Caistab

II.2.2 L'élevage

L'élevage bovin

Le ranch de la Nyanga est toujours en phase de reconstitution de son cheptel qui s'est chiffré à 6 810 têtes en 2010. Au cours de l'année, Siat a procédé à l'achat d'une centaine de taureaux en République Démocratique du Congo pour pallier le problème de la consanguinité des bêtes constaté dans le ranch. Parallèlement, elle a acquis la technique d'insémination artificielle pour accroître le cheptel.

II.2.3 La pêche

L'activité halieutique a enregistré de bonnes performances en 2010. Ainsi, la production de poissons (tous types de pêches confondues) a atteint 35 000 tonnes contre 30 095,7 tonnes en 2009. En conséquence, le chiffre d'affaires réalisé s'est amélioré de 16,1%. Parallèlement, la pêche a procuré à l'Etat environ 62 milliards de Fcfa, en raison des progrès dans le recouvrement et de l'instauration d'une politique rigoureuse de renouvellement de licences.

Evolution de l'activité de la pêche

	2008	2009	2010	10/09
Production (en tonnes)	27 373,9	30 095,7	35 000	16,3%
pêche industrielle	5 680,2	3 696,2	4 200	13,6%
pêche artisanale maritime	15 665,7	15 793,2	17 500	10,8%
pêche artisanale continentale	5 911,4	10 480,8	12 250	16,9%
aquaculture	116,6	125,5	1 050	736,7%
Chiffre d'affaires (milliards de Fcfa)	31,5	32,2	37,4	16,1%

Source : Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture

Tableau de bord de l'économie

II.3 Les industries

II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

II.3.1.1 La production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole présente des résultats mitigés en 2010. En effet, si la production de farine a connu une relative bonne tenue, sous l'effet de la fermeté de la demande domestique, tous les autres produits ont baissé. Ainsi, les issues, les aliments pour bétail et la production des œufs ont régressé respectivement de 2,5%, 3,6% et 3,7%. Ces contre-performances s'expliquent par l'épidémie qui a sévi à la ferme de Nkoltang, en milieu d'année, et qui a décimé une partie du cheptel avicole. D'autre part, la qualité du blé importé a généré moins de résidus occasionnant de fait, un retrait de la production des issues et des aliments pour bétails. L'évolution de la production a conditionné celle du chiffre d'affaires qui s'est situé à 26,4 milliards de Fcfa, en progression de 1,7%.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2008	2009	2010	10/09
Productions				
Farine (en tonnes)	60 139	61 877	62 590	1,2%
Issues (en tonnes)	16 437	16 896	16 475	-2,5%
Aliments pour bétail (en tonnes)	15 769	19 225	18 530	-3,6%
Œufs (en milliers d'unités)	47 296	49 336	38 731	-21,5%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	25 917	26 000	26 438	1,7%
Effectifs (nombre d'agents)	328	268	270	0,7%
Masse salariale (en million de Fcfa)	2 303	2 240	2 506	11,9%

Source : SMAG

En termes d'investissements, une unité de production de poussins et de nouveaux silos ont été acquis pour une valeur de 1,350 milliard de Fcfa, afin d'arrêter l'importation des poussins.

Il faut signaler qu'en raison de l'encadrement des prix de la farine, l'Etat a accordé une subvention de 1,686 milliard de Fcfa à la Smag en vue d'équilibrer ses comptes durement affectés par la flambée des prix du blé sur le marché international.

II.3.1.2 Les huiles et corps gras

Sur les plans industriel et commercial, les huiles et les corps gras ont enregistré des résultats satisfaisants.

Au niveau industriel, la production de l'huile rouge (-19%) a été desservie par les mauvais rendements de la cueillette de régimes de palme dus au vieillissement des palmiers. La fermeté de la production de l'huile raffinée a été possible grâce à l'utilisation de stocks d'huile rouge dont le volume est évalué à 2977 tonnes.

En revanche, la modernisation des équipements de la raffinerie et de la savonnerie ont permis d'augmenter les productions de l'huile raffinée et de savon.

Sur le plan commercial, les ventes sur le marché local et sous-régional ont généré un chiffre d'affaires de 10,154 milliards de Fcfa, en progression annuelle de 11,5%.

Les investissements réalisés ont permis l'extension des palmeraies

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2008	2009	2010	10/09
Production (en tonnes)				
Huile rouge	8 813	8 393	6 798	-19,0%
Huile raffinée (oléine)	4 100	4 786	7 512	57,0%
Savons	3 183	2 207	2 727	23,6%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	5 941	9 104	10 154	11,5%
Investissements (en millions de Fcfa)	3 820	4 375	2 559	-41,5%
Effectifs	226	176	171	-2,8%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 147	1 112	1 438	29,3%

Source : SIAT

La masse salariale a augmenté de 29,3% en raison du paiement des arriérés des indemnités de départ de certains salariés intervenu en 2008 et 2009.

II.3.1.3 La production sucrière

La filière sucrière a enregistré des résultats satisfaisants en 2010. Ainsi, sur le plan agronomique, en raison d'une meilleure récupération de la canne et d'une bonne saison sèche, la campagne sucrière 2010 s'est soldée par un relèvement de 2,3% de la production, à 26 851 tonnes.

Tableau de bord de l'économie

Au niveau industriel, le volume total de sucre transformé a augmenté de 6,7% sous l'effet de l'amélioration des rendements de l'usine.

Sur le plan commercial, les ventes de sucre se sont raffermies de 4,3%, en raison de la fermeté du marché domestique, notamment la forte demande du sucre en granulé de 1 kg par les hôtels et les particuliers, en dépit d'une quasi stagnation des consommations des brasseries et des exportations vers Sao-Tomé. Ces ventes ont induit une progression de 6,6% du chiffre d'affaires

Evolution de l'activité sucrière

	2008	2009	2010	10/09
Production (en tonnes)	25 000	26 239	26 851	2,3%
Total sucre transformé	13 660	15 205	16 217	6,7%
Sucre (en morceaux)	8 813	9 832	9 769	-0,6%
Autres (dose, granulé 1kg)	4 847	5 373	6 448	20,0%
Ventes (en tonnes)	25 544	26 242	27 382	4,3%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	15 133	15 737	16 768	6,6%
Investissements (en millions de Fcfa)	2 311	2 446	2 275	-7,0%
Effectifs (nombre d'agents)	468	443	437	-1,4%
Masse salariale (en million de Fcfa)	3 107	3 233	3 331	3,0%

Source : Sucaf

En matière d'investissement, la société a consacré 2,275 milliards de Fcfa pour la chaudière et le matériel roulant.

III.3.1.4 Les boissons et le tabac

II.3.1.4.1 Les bières et les boissons gazeuses

La hausse des prix des produits du groupe Castel, couplée à la mise en application de la loi relative à l'encadrement des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boisson, s'est traduite par le repli de la production consolidée de bières et des boissons gazeuses de 2,6% à 2,048 millions d'hectolitres.

En revanche, l'affermissement de la production de boissons diverses (alcomix) s'explique par le lancement de la gamme des boissons « booster », alors que celle des vins provient d'un meilleur approvisionnement du marché local, suite à l'utilisation des bouteilles en plastique.

Le chiffre d'affaires a progressé de 11,8%, en raison du relèvement des prix intervenu en décembre 2009.

L'activité nationale

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2008	2009	2010	10/09
Productions (en hectolitres)	1 945 677	2 103 104	2 048 310	-2,6%
Bières	1 069 799	1 126 239	1 073 954	-4,6%
Boissons gazeuses	812 738	917 416	892 751	-2,7%
Vins	43 288	38 250	47 383	23,9%
Divers	19 852	21 199	34 222	61,4%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	95 084	104 473	116 819	11,8%

Sources : Sobraga, Sovingab

En termes d'investissements, plus de 18 milliards de Fcfa ont été mobilisés pour renouveler les équipements de l'usine Sobraga afin d'améliorer la qualité des produits.

II.3.1.4.2 L'eau minérale

La production d'eau minérale a augmenté en raison de l'amélioration de l'outillage technique. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance suite à un surcroît de la demande.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2008	2009	2010	10/09
Production d'eau (en hectolitres)	171 807	218 965	269 037	22,9%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	4 335	5 269	6 341	20,3%
Investissements(en millions de Fcfa)		313	235	-24,9%
Effectifs	36	38	39	2,6%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	257	302	380	25,8%

Source : Soboleco

Les investissements ont été réalisés pour une valeur de 235 millions et ont concerné les travaux d'entretien du siège et les équipements à l'usine.

II.3.1.4.3 L'industrie du tabac

L'activité de la branche a été morose en 2010. En effet, excepté le tabac en feuilles dont la production a exhaussé de 14,3%, celles de scaferlatis et de cigarettes ont respectivement régressé de 12,8% et 34%. Ces contre-

Tableau de bord de l'économie

performances sont inhérentes à l'arrêt des exportations vers le Cameroun depuis le mois de mai 2010. Car, Yaoundé conteste l'origine CEMAC des fabrications de Sociga. Alors que les exportations de cigarettes et de scaferlatis représentent plus de 72% du chiffre d'affaires total, le chiffre d'affaires a subi le contrecoup de ce litige, en régressant de 13,38%.

Evolution de l'activité de Tabac

	2008	2009	2010	10/09
Production				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 635,1	1 842,0	1 607,0	-12,8%
- Cigarettes (millions d'unités)	747	857	566	-34,0%
- Tabac en feuilles (caisses)	1 609	1 420	1 623	14,3%
Ventes locales				
- Cigarettes (millions d'unités)	207,3	228,2		
- Tabac en feuilles (caisses)	1 772	1 410		
Exportation				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 027,6	1 175,1		
- Cigarettes (millions d'unités)	532	636		
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	14 034	16 350	14 163	-13,4%
Effectifs	71	85	84	-1,2%
Masse salariale (millions de Fcfa)	910	980	1 042	6,3%

Source Sociga

II.3.2 Les industries du bois

Le tissu industriel de la filière des bois ouvrés est doté d'environ 91 usines en 2010, toutes activités confondues, contre 80 en 2009. Celui-ci possède une capacité installée de 1,625 million de m3.

L'industrie du bois regroupe trois niveaux de transformation :

- 1^{er} niveau de transformation : sciage et déroulage ;
- 2^{eme} niveau de transformation : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3^{eme} niveau de transformation : menuiserie et ébénisterie.

Les entreprises du secteur sont fortement concentrées sur le premier niveau de transformation qui représente près de 92% de l'ensemble des structures du tissu industriel.

L'activité nationale

L'activité du secteur s'est raffermie en raison d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en matières premières, suite à la mesure d'interdiction d'exportation de grumes, et d'une bonne tenue des marchés internationaux des bois ouvrés.

Les unités de sciage

Ce segment représente plus de 92% des unités de transformation de la filière avec 78 usines en 2010 disséminées à travers tout le pays, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime. Ces unités produisent principalement les chevrons, les lattes et les planches.

La production de sciage a plus que doublé pour se situer à 334 839 m³, sous l'effet d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes et de l'accroissement du nombre d'usines.

Evolution de l'activité des unités de sciage

en mètres cubes	2008	2009	2010	10/09
Production	280 379	116 183	334 839	188,2%
Ventes locales	40 546	26 813	48 140	79,5%
Exportations	222 739	126 548	247 914	95,9%

Source : Direction du Développement des Industrie et Commerce du Bois (DDICB)

Sur le plan commercial, les ventes locales ont augmenté de 79,5% pour un volume de 48 140 m³, suite à la fermeté de la demande des BTP consécutive aux chantiers de la CAN 2012.

Par ailleurs, les exportations ont fortement progressé du fait des commandes soutenues des principaux clients étrangers, dans un contexte de conjoncture favorable du marché international.

Les unités de déroulage

Ce segment dispose d'une dizaine d'unités de transformation qui produisent essentiellement des placages et des contreplaqués à base d'okoumé principalement. Les unités de ce segment ont enregistré des résultats remarquables en termes de production et d'exportation, aussi bien pour le placage que pour le contreplaqué.

Le placage

Contrairement à 2009, le placage a affiché de bonnes performances industrielles et commerciales. En effet, la production s'est accrue de 65,4%. Les exportations ont suivi la même tendance avec une appréciation de 78,2%.

Tableau de bord de l'économie

Cette embellie s'explique par le démarrage effectif de nouvelles unités de transformation et surtout par la conjoncture favorable des marchés internationaux des placages, notamment en Asie, en Europe et aux Etats-Unis. Cependant, les ventes locales ont marqué le pas en se situant à 7 588 m³, en raison de la faible utilisation de ce produit par les opérateurs industriels locaux.

Evolution de l'activité des unités de placage

en mètres cubes	2008	2009	2010	10/09
Production	202 282	119 226	197 189	65,4%
Ventes locales	12 496	7 566	7 588	0,3%
Exportations	176 591	110 462	196 804	78,2%

Source : Direction du Développement des Industries et Commerce du Bois (DDICB)

Le contreplaqué

Le contreplaqué est fabriqué par six (6) usines : Cora Wood, Rougier Gabon, GET, Pogab, SSMO et Sheng Yang.

Sous l'effet conjugué d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en matières premières, de la reprise des activités de Pogab et de la mise en service d'une nouvelle usine (Sheng Yang) la production de contreplaqué a été bien orientée(+55,4%).

Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

en mètres cubes	2008	2009	2010	10/09
Production	140 931	45 922	71 364	55,4%
Ventes locales	17 025	10 526	10 917	3,7%
Exportations	67 677	32 267	54 707	69,5%

Sources: Cora Wood, Rougier, Get, Pogab, Ssmo, Sheng Yang

Parallèlement, sur le plan commercial, les exportations ont progressé de 69,5%, malgré le relèvement des droits de douanes de 6,5% sur ce produit et la concurrence chinoise sur le marché international.

Les unités de menuiseries et d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Ce sont les structures spécialisées dans le troisième niveau de transformation. Evoluant le plus souvent dans l'informel, ces unités œuvrent dans la fabrication des meubles et la décoration destinées essentiellement au marché local. Elles ont généralement une faible capacité de production et sont approvisionnées par des scieurs artisanaux. On les retrouve principalement dans les grands centres urbains du pays.

II.3.3 Le raffinage

Après plus de quatre (4) années difficiles, la Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) a renoué avec les bons résultats en 2010, suite à la réhabilitation de l'outil de production dans le cadre du plan d'action des actionnaires, la révision de la structure des prix et l'abandon par l'Etat de créances vis à vis de la société (25 milliards de Fcfa).

Le brut traité

Pour la première fois depuis sa création, la société a optimisé sa production et atteint un volume record de 926 013 tonnes métriques de produits pétroliers raffinés en 2010 contre 580 851 tonnes métriques en 2009, soit une croissance de 59,4%.

Evolution de l'activité de production de la Sogara

en tonnes métriques	2008	2009	2010	10/09
Total brut traité	835 403	580 851	926 013	59,4%
Total importations	185 630	281 191	0	-100,0%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le marché local et sous-régional, on a noté une bonne tenue des ventes des produits raffinés. Ces performances reflètent la vigueur de la demande extérieure et locale (Mines et BTP).

Evolution des ventes de produits pétroliers

	2008	2009	2010	10/09
Butane (TM)	25 982	26 275	29 174	11,0%
Super (m ³)	64 414	71 758	78 086	8,8%
Pétrole lampant (m ³)	36 239	32 468	36 990	13,9%
Turbine fuel 1 (m ³)	66 363	63 369	70 317	11,0%
Gas-oil Moteur (m ³)	458 594	441 434	465 833	5,5%
Fuel-oil 380 (TM)	48 022	31 048	22 348	-28,0%
Super export (TM)	30 188	18 926	20 380	7,7%
Fuel-oil 380 export (TM)	304 705	323 555	497 767	53,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	262 320	218 446	331 320	51,7%
Ventes locales	187 859	155 940	212 547	36,3%
Exportations	74 461	62 506	118 773	90,0%

Source : Sogara

Tableau de bord de l'économie

Corrélativement, les ventes des produits pétroliers raffinés ont généré un chiffre d'affaires de 331,320 milliards de Fcfa, en hausse de 51,7% par rapport à 2009.

Les effectifs

Suite à la mise en place du plan social, les effectifs ont baissé de 30% passant de 431 à 300 employés en 2010.

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) détient le monopole de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité sur l'ensemble du territoire national. L'année 2010 s'est soldée par des résultats satisfaisants.

Evolution de l'activité de la SEEG

	2008	2009	2010	10/09
Abonnements (nombre)				
Electricité	202 963	216 320	229 655	6,2%
Eau	121 852	130 149	137 238	5,4%
Production en volume				
Electricité (en GWh)	1 640	1 652	1 752	6,1%
Eau (en millions de m ³)	77	80,9	81,8	1,1%
Ventes en volume				
Electricité (en GWh)	1 338,0	1 320,0	1 390,0	5,3%
Moyenne tension	562,0	518,0	550,0	6,2%
Basse tension	776,0	802,0	840,0	4,7%
Eau (en millions de m ³)	61,2	62,3	62,4	0,2%
Chiffre d'affaires (milliards de Fcfa)	125,0	132,0	155,0	17,4%
Electricité	101,0	105,0	124,0	18,1%
Eau	19,0	20,4	22,0	7,8%
Prestations	5,0	6,6	9,0	36,4%
Valeur ajoutée	45,24	49,91	67,27	34,8%
Investissements	15,91	13,88	27,51	98,2%
Masse salariale	21,10	18,15	21,14	16,5%
Effectifs	1 506	1 530	1 613	5,4%

Source : SEEG

II.3.4.1 L'électricité

En 2010, la production de l'énergie électrique s'est raffermie en raison du renforcement des équipements. A cet effet, la quantité d'électricité produite a progressé de 6,1% pour s'établir à 1 752 GWh. De même, le volume des ventes hors cession est passé à 1 390 millions de GWh, soit une amélioration de 5,3%. Celle-ci est tirée particulièrement par la forte consommation des clients industriels, en l'occurrence Comilog, et par une demande sans cesse croissante des ménages.

II.3.4.2 L'eau

La branche de la production et de la distribution de l'eau potable a pâti du vieillissement de ses installations. Ainsi, la production nette d'eau et le volume vendu sont demeurés quasi stable malgré une hausse de 5,4% du nombre d'abonnés.

II.3.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé a connu un relèvement de 17,4% pour un montant de 155 milliards de Fcfa, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes vendus et de la hausse des tarifs moyens de l'électricité (+11,5% à 87 Fcfa/kwh) et de l'eau (7,7% à 350 Fcfa/m³).

Parallèlement, la valeur ajoutée s'est améliorée de 34,8%, se situant à 67,27 milliards de Fcfa, en raison de l'utilisation du gaz par la centrale thermique d'Owendo qui fonctionnait au fuel lourd.

La société a investi 27,51 milliards de Fcfa destinés au renforcement des réseaux de la desserte en eau potable et à l'optimisation de la distribution électrique en basse et moyenne tension dans les périmètres d'Ambowè, de Belle-Vue (Libreville) et de Franceville.

De même, les effectifs ont été en hausse de 5,4%, induisant une hausse de la masse salariale de 16,5%.

II.3.5 Les autres industries de transformation

Les branches chimie, matériaux de construction et seconde transformation des métaux sont les composantes des autres industries qui sont tributaires des grandes surfaces commerciales, du BTP, des pétroliers et des forestiers.

Globalement, l'activité des autres industries de transformation a été morose, du fait des contre-performances enregistrées par la seconde transformation des métaux, la chimie, l'imprimerie et l'édition

Tableau de bord de l'économie

II.3.5.1 La chimie

La chimie, constituée de la fabrication de peintures, de lubrifiants et de produits dérivés, a connu une baisse d'activité sous l'effet de la contraction de la demande des industries pétrolières et des établissements sanitaires. A cet effet, le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 26,274 milliards de Fcfa en 2010, en léger repli de 1,2% par rapport à 2009.

Les effectifs enregistrent un léger mieux pour se fixer à 368 employés en 2010, générant une masse salariale de 2,688 milliards de Fcfa, soit une baisse de 2,9%.

Les investissements de l'ordre de 643 millions de Fcfa ont été alloués au renouvellement et à l'expansion de l'outil de production.

Evolution de la chimie

	2008	2009	2010	10/09
Productions				
- Peintures (tonnes)	5 685	4 636	4 922	6,2%
- Gaz industriels (m ³)	843 867	796 888	499 957	-37,3%
- Lubrifiants (tonnes)	9 162	7 638	7 588	-0,7%
- Emballages (unités)	280 589	296 670	390 177	31,5%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	28 102	26 586	26 274	-1,2%
Investissements (millions de Fcfa)	662	592	643	8,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	2 498	2 769	2 688	-2,9%
Effectifs (nombre d'agents)	294	365	368	0,8%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, A.L.Gaboa, Sogagi, Mousse Industrie, Satoga, Sopatga, Chimio-technic, Pizolub

Les peintures

La production des peintures a augmenté de 6,2% pour faire face à la hausse de la demande dans les BTP, en liaison avec la politique des grands travaux.

Les gaz industriels

Les volumes vendus de gaz industriels ont chuté de 37,3%, à 499 957 m³, du fait de la dotation des hôpitaux en générateurs de gaz, des dysfonctionnements des usines et de la réduction des commandes des pétroliers.

Les lubrifiants

Les productions de lubrifiants ont légèrement reculé (-0,7%) pour s'établir à 7 588 tonnes, en raison de l'étroitesse des bases de stockage.

II.3.5.2 Les matériaux de construction

L'activité de fabrication du ciment s'est comportée de façon appréciable suite à la fermeté de la demande impulsée par les BTP (travaux de la CAN, du barrage de Poubara et de la réhabilitation des routes).

Ainsi, malgré la baisse de 3,7% de la production de clinker du fait des dysfonctionnements notables au niveau de l'outil de production, conduisant aux importations de clinker de Turquie (22 000 tonnes), la production de ciment s'est améliorée de 3,4%.

Parallèlement, les agrégats et l'extraction de sable ont observé des hausses respectives de 76,2% et 18,6%, en raison des fortes commandes issues des opérateurs du secteur des BTP et des particuliers.

Evolution des matériaux de construction

	2008	2009	2010	10/09
Production (tonnes)				
Clinker	231 516	206 731	199 117	-3,7%
Ciment	267 766	247 276	255 589	3,4%
Agrégats	60 862	45 399	80 000	76,2%
Sable (m ³)	545 000	826 000	980 000	18,6%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	30 147	27 668	30 982	12,0%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	8 127	3 552	4 336	22,1%
Investissements (millions de Fcfa)	1 314	421	618	46,8%
Masse salariale (millions de Fcfa)	4 669	4 727	4 130	-12,6%
Effectifs (nombre d'agents)	271	243	238	-2,1%

Sources : Cimgabon, Sablière d'Owendo

Ces évolutions ont entraîné un raffermissement de 12% du chiffre d'affaires et de 22,1% de la valeur ajoutée.

Au niveau de l'emploi, le départ de certains expatriés dans le cadre de la restructuration de Cim-Gabon s'est traduit par un repli de la masse salariale de 12,6%. Les investissements, à hauteur de 618 millions de Fcfa ont été essentiellement orientés vers la réhabilitation de l'outil de production.

Tableau de bord de l'économie

II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

Les résultats industriels de la seconde transformation des métaux ont été contrastés en 2010. En effet, la production consolidée de tôles et articles de ménages (Alga) a été de 2 287,5 tonnes, en progression de 16,7% par rapport à 2009, du fait du lancement de nouvelles formes de tôles minces, notamment « Alu 5 ». Cependant, la production d'articles de ménage a souffert de la forte concurrence des produits importés d'Asie.

Sur le plan commercial, la forte dégradation des activités de la chaudronnerie et du chantier naval a eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de la branche.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2008	2009	2010	10/09
Production (tonnes)	1 764,62	1 959,90	2 287,46	16,7%
Alga	38,6	39,4	25,1	-36,2%
Tôles	1 726,1	1 920,5	2 262,3	17,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	34 448,0	39 732,6	32 217,8	-18,9%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	3 112,6	5 780,4	4 775,9	-17,4%
Investissements (millions de Fcfa)	847,4	1 050,6	1 278,6	21,7%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 512,1	2 714,8	2 637,0	-2,9%
Effectifs (nombre d'agents)	162	257	215	-16,3%

Sources : Sotralga, Sogi, Friedlander, Comeg

Le repli des effectifs de 16,3% s'est traduit par une baisse de la masse salariale de 2,9% à 2,637 milliards de Fcfa en 2010.

II.3.5.4 L'industrie textile

La Manufacture Gabonaise de Vêtements est une société anonyme spécialisée dans la confection des vêtements (travail, literie, nappes, tenues événementielles, tee-shirts, casquettes, etc.).

Son activité s'est traduite par un recul de 2% du chiffre d'affaires, à environ 2 milliards de Fcfa, en lien avec le tassement de l'activité de l'événementiel. Pour son fonctionnement, la manufacture a employé 206 agents pour une masse salariale de près de 850 millions de Fcfa, en hausse de 3% du fait de la mise en application des mesures gouvernementales.

La réfection d'un bâtiment suite à un incendie a nécessité un investissement de 140 millions de Fcfa.

II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

II.3.6.1 L'imprimerie

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie est évalué à 10,116 milliards de Fcfa. Il a reculé de 13,2% du fait de la réduction du volume de l'activité événementielle et de la perte d'une grande partie du marché des manuels scolaires. En conséquence, la valeur ajoutée s'est rétractée de 21,5% à 4,181 milliards de Fcfa en 2010.

Evolution de l'activité de l'imprimerie

	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	10 108	11 649	10 116	-13,2%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	4 423	5 326	4 181	-21,5%
Investissements (millions de Fcfa)	4 652	3 331	3 850	15,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 921	1 808	1 819	0,6%
Effectifs (nombre d'agents)	312	218	217	-0,5%

Sources : MPG, SGIT, Dynastie, Imprilux, PSP-Presse, APS, Saint-Joseph, ICP

Les effectifs sont restés stables pour une masse salariale de 1,819 milliard de Fcfa.

Les investissements, à hauteur de 3,850 milliards de Fcfa, ont porté principalement sur le renouvellement de l'outil de production et du matériel roulant.

II.3.6.2 Edition et Presse

L'activité de la branche a reculé de 5,4%, à 3,669 milliards de Fcfa, par rapport à l'année précédente qui a été fortement marquée par l'élection présidentielle.

En matière d'emploi, l'accroissement des effectifs a induit une hausse de la masse salariale (+32,6%), à 581 millions de Fcfa au cours de la période sous étude.

Au niveau des investissements, l'acquisition d'une rotative avec une capacité de tirages de 15 000 à 20000 journaux par jour et l'achat de deux groupes électrogènes et d'une citerne pour le fonctionnement de la machine susmentionnée ont été effectués pour pallier les interruptions intempestives de fournitures d'électricité et d'eau.

Tableau de bord de l'économie

II.4 Le bâtiment et les travaux publics

Ce secteur est animé par les filiales des groupes internationaux et les PME à capitaux nationaux qui opèrent dans le bâtiment, le génie civil et la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone. Les résultats du secteur sont largement tributaires des dépenses d'investissement de l'Etat.

Les BTP clôturent l'exercice 2010 avec un accroissement de la production vendue de 40,5% pour un chiffre d'affaires de 175,5 milliards de Fcfa contre 124,9 milliards en 2009. Les chantiers liés à la CAN 2012, les travaux de voiries et la poursuite du programme d'aménagement du réseau routier ont sous-tendu ce dynamisme.

Ce secteur est tiré par le segment bâtiment-génie civil qui a enregistré un taux de croissance de 58% pour une production vendue de 140 milliards de Fcfa en 2010, malgré la cessation des activités des entreprises Atelier 74, Vibec et Sitram.

Pendant, le segment eau-électricité-téléphone a réalisé une contre-performance compte tenu du manque de marchés publics importants mais également de l'arrêt des activités de la société Enelec.

Les investissements, quant à eux, se sont élevés à 36,5 milliards de Fcfa contre 20,4 milliards de Fcfa l'année précédente, soit une hausse de 79% et ont concerné l'acquisition du matériel roulant.

La bonne tenue des activités a permis une création d'emplois portant, ainsi, les effectifs à 3746 agents, pour une masse salariale en hausse de 19%..

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Production vendue	150 114	124 938	175 545	40,5%
- Bâtiment-génie-civil	119 342	88 581	140 331	58,4%
- Lignes eau, électricité, téléphone	30 772	36 357	35 214	-3,1%
Valeur ajoutée	36 754	44 890	57 007	27,0%
Investissements	14 954	20 414	36 537	79,0%
Masse salariale	26 041	24 277	28 870	18,9%
Effectifs permanents	4 340	3 106	3 746	20,6%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Gtab, Egepc, Faco Construction, Socoba Edtpl, Etde Gabon (Sogec), Cgpr

II.5 Le secteur des transports

II.5.1 Le transport ferroviaire

La voie ferrée exploitée par la Société d'Exploitation du Transgabonais (Setrag) est longue de 640 km. Elle traverse cinq (5) provinces et compte vingt-deux de gares. Il faut signaler que cette voie est également utilisée par la Comilog, pour l'acheminement du manganèse de Moanda vers le port d'Owendo.

A fin décembre 2010, l'activité du transport ferroviaire est demeurée soutenue. Seuls les grumes et le Clinker, dans une moindre mesure, ont enregistré une contreperformance.

Evolution de l'activité ferroviaire

(en tonnes)	2008	2009	2010	10/09
Grumes	669 771	603 620	341 875	-43,4%
Bois débités	29 206	17 404	25 538	46,7%
Manganèse	3 335 073	1 951 260	3 083 115	58,0%
Produits pétroliers	47 868	41 854	47 927	14,5%
Clinker	39 146	44 774	43 583	-2,7%
Autres marchandises	216 758	218 815	220 498	0,8%
Passagers (en nombre)	220 210	211 895	226 083	6,7%

Source: Setrag

Le nombre de voyageurs s'est raffermi de 6,7% pour se situer à 226 083 en 2010, traduisant le caractère compétitif de ce mode de transport.

De même, le volume global des marchandises transportées a augmenté de 31,8%. Le fait le plus marquant est la forte progression du volume de manganèse évacué vers le port d'Owendo (+58%) et la part croissante des bois débités dans le volume total de marchandises.

A l'opposé, les grumes et le clinker transportés ont reculé respectivement de 43,4% et 2,7% en liaison avec l'arrêt des exportations de grumes et la faible disponibilité des wagons pour l'évacuation du clinker.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des performances de la Setrag

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	39 558	33 956	34 956	2,9%
Valeur ajoutée	611	8 664	6 277	-27,6%
Masse salariale	14 104	13 932	10 002	-28,2%
Investissements	11 981	10 011	13 203	31,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 313	1 242	1 208	-2,7%

Source : Setrag

Sur le plan financier, le bon niveau de l'activité s'est traduit par une amélioration de 2,9% du chiffre d'affaires. Les investissements ont suivi la même tendance en se situant à 13,203 milliards de francs CFA. Ils ont concerné l'entretien de la voie ferrée, l'achat des voitures voyageurs et des locomotives dans la perspective de la Can 2012.

II.5.2 Le transport aérien

Au 31 décembre 2010, les indicateurs de niveau d'activité dans le transport aérien ont diversement évolué. Il a été observé, en effet, une croissance dans le fret et les passagers, tandis que les mouvements des avions se sont rétractés.

Evolution du trafic aérien

	2008	2009	2010	10/09
Mouvements avions commerciaux	26 508	24 876	23 517	-5,5%
- réseau domestique	16444	14247	13468	-5,5%
- réseau international	10064	10629	10049	-5,5%
Nombre passagers	728 442	721 297	753 508	4,5%
- vols domestiques	298 523	291 288	288 361	-1,0%
- vols internationaux	381 406	379 838	409 732	7,9%
- en transit	48 513	50 171	55 415	10,5%
Volume du fret (tonnes)	21 075	19 947	20 895	4,8%
- réseau domestique	1 068	1 705	1 786	4,8%
- réseau international	20 007	18 242	19 109	4,8%

Source : Adl

II.5.2.1 Le trafic aérien national

Au niveau du trafic passagers, les efforts consentis par les compagnies Allegiance et NRT n'ont pas permis de compenser le retrait d'Air Service et la réduction des mouvements de SCD Aviation. Ainsi, le nombre de passagers a légèrement baissé.

Le fret domestique a augmenté de 4,8%, grâce notamment au dynamisme de la compagnie NRT qui détient l'exclusivité de l'acheminement du fret sur le territoire national.

II.5.2.2 Le trafic aérien international

Les passagers internationaux et ceux en transit ont évolué respectivement de 7,8% et 10,5%. Cette performance résulte du dynamisme de la compagnie South Africa Airways, appuyé par l'arrivée des nouvelles compagnies ASKY et Air Nigeria.

Le fret s'est accru de 4,8%, en raison du tonnage transporté par Solenta, ASKY et Corex qui ont amélioré les volumes acheminés par voie aérienne.

II.5.3 Le transport maritime et fluvial

II.5.3.1 Le transport fluvial et lagunaire

La Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNI) exerce dans le transport maritime, lagunaire et fluvial. Elle assure ainsi le transport des populations, des produits pétroliers et des autres marchandises.

En 2010, la CNI a enregistré une augmentation des rotations. Celle-ci est liée à une meilleure disponibilité des unités navales et au lancement des activités de transport des produits pétroliers (25% du chiffre d'affaires après seulement 6 mois d'exploitation).

Le nombre de passagers a fortement progressé, passant de 12 208 en 2009 à 102 400 en 2010. Le fret est passé de 7 118 tonnes à 33 015 tonnes au cours de la période sous revue. Le volume de produits pétroliers transporté a été de 21 800 tonnes.

II.5.3.2 Les activités portuaires

Le port d'Owendo

L'activité au port sous douane d'Owendo, dans son ensemble, a enregistré une amélioration. On note tout de même le repli de certains indicateurs tels que les mouvements des bateaux, les volumes de grumes et de poisson.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2008	2009	2010	10/09
Mouvements des bateaux (nbre)	632	615	536	-12,8%
Volume total de marchandises	6 034 316	4 386 414	5 075 515	15,7%
Produits forestiers	1 132 151	1 096 129	367 696	-66,5%
-Grumes	917 833	928 779	168 857	-81,8%
-Bois débités	214 318	167 350	198 839	18,8%
Manganèse	3 208 825	1 933 728	3 063 578	58,4%
Autres marchandises	1 693 340	1 356 557	1 644 241	21,2%

Source : GPM

Les bois débités, le manganèse et les autres marchandises se sont accrus en relation avec l'embellie observée dans ces secteurs.

Le port de Port-Gentil

L'activité au niveau du port de Port-Gentil a été relativement stable, avec notamment des indicateurs qui ont évolué de manière contrastée.

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2008	2009	2010	10/09
Mouvements des bateaux (nbre)	769	635	728	14,6%
Volume total de marchandises	12 962 123	12 977 096	13 285 482	2,4%
Produits forestiers	390 200	383 112	162 452	-57,6%
-Grumes	342 749	351 654	114 878	-67,3%
-Bois débités	47 451	31 458	47 574	51,2%
Pétrole Brut	11 814 000	11 829 000	12 431 000	5,1%
Autres marchandises	757 923	764 984	692 030	-9,5%

Sources : GPM, DGH

Ainsi, les mouvements des bateaux se sont renforcés de 14,6% pour se situer à 728. Dans le même temps, le volume global des marchandises transportées a progressé de 2,4%. Cette évolution est liée à l'effet conjugué du relèvement du volume des bois débités et à celui du pétrole respectivement de 51,2% et 5,1% et de la régression des volumes de grumes et des autres marchandises.

II.6 Les télécommunications

Le secteur des télécommunications a vu son activité s'améliorer en 2010 grâce aux efforts incessants des opérateurs de la téléphonie cellulaire. En raison de l'extension du réseau à l'intérieur du pays du nouvel opérateur, de l'amélioration de la qualité de la commutation, les principaux indicateurs de la branche ont connu une évolution favorable. Le dynamisme des opérateurs de la téléphonie mobile a induit une progression de 24,1% du nombre d'abonnement. Parallèlement, le nombre d'abonnement au fixe a connu une baisse de 16,7% à 30381.

Evolution du nombre d'abonnés

	2008	2009	2010	10/09
Téléphone ordinaire	33 165	36 460	30 381	-16,7%
Téléphone cellulaire	1 447 061	1 808 745	2 244 364	24,1%
Total abonnements téléphone	1 480 226	1 845 205	2 274 745	23,3%
Nombre abonnements Internet	13 839	13 997	26 400	88,6%
Nombre abonnements ADSL	18 561	20 210	22 380	10,7%
TV SAT	7 000	12 350	19 000	53,8%

Sources : Groupe Gabon-Télécom-Libertis, Zain, Moov, Canal+ Horizon et SAT-Con

Par ailleurs, le nombre d'abonnement à l'Internet à moyen et haut débit a bondi de 88,61 et ceux à l'ADSL de 10,7%. De même, les abonnés de Canal+ et SAT Con ont progressé respectivement de 50% et 185,71%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur a été de 369,014 milliards de Fcfa, en appréciation de 1,21% par rapport à 2009.

Au titre des investissements, les efforts consentis à hauteur de 199,481 milliards de Fcfa ont porté sur l'acquisition de nouveaux équipements et le renouvellement de licences.

Evolution des performances du secteur des Télécommunications

(en milliards de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	327,7	364,6	369,0	1,2%
Valeur ajoutée	89,2	95,9	119,4	24,6%
Masse salariale	56,8	60,0	68,8	14,7%
Investissements	190,7	195,0	199,5	2,3%
Effectifs	2 887	3 175	3 150	-0,8%

Sources : Groupe Gabon-Télécom-Libertis, Zain, Moov, Azur, Canal+et SAT Con

Tableau de bord de l'économie

II.7 Le commerce

Après l'atonie observée en 2009 en raison de la crise économique mondiale, le commerce a renoué avec les bons résultats. Cette embellie s'est traduite par l'appréciation du chiffre d'affaires consolidé de 9,2% à 768,299 milliards de Fcfa. Parallèlement, les investissements ont cru de 49,6%. Enfin, les effectifs ont vu leur nombre porté à 4 254 (+5,1%) pour une masse salariale de 27,5 milliards de Fcfa.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	769 762	703 438	768 299	9,2%
Investissements	23 376	20 740	31 028	49,6%
Masse salariale	30 295	26 643	27 513	3,3%
Effectifs (nombre d'agents)	3 812	4 048	4 254	5,1%

Source : Dgelf

II.7.1 Le commerce général

Cette branche d'activité regroupe l'ensemble des entreprises opérant dans la distribution et la vente de produits divers (alimentation, habillement, cosmétique, quincaillerie, etc.).

La branche du commerce général s'est distinguée par la poursuite des bonnes performances enregistrées depuis plus de trois ans. Celles-ci découlent notamment de la vigueur de la consommation des ménages, de la conjoncture favorable dans les secteurs clés (mines, pétrole, BTP) et de l'ouverture de nouveaux magasins. Cet environnement favorable a induit une croissance de 7,2% du chiffre d'affaires.

Evolution du commerce général

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	329 952	354 337	379 724	7,2%
Investissements	8 101	8 234	15 425	87,3%
Masse salariale	16 971	15 078	15 296	1,4%
Effectifs (nombre d'agents)	2 513	2 670	2 778	4,0%

Sources: Gabon Meca, Ceca-Gadis, Nestlé, SAN, Sodigab, Centr'Affaires, Bati-Plus, Gabonaise de Chimie, Davum Gabon, GIPA, HM Distribution, Prix Import

L'activité nationale

De même, des investissements d'extension des capacités de ventes ont été réalisés à hauteur de 15,425 de milliards de Fcfa.

II.7.2 Le commerce des véhicules neufs

Le marché des ventes d'automobiles neuves, dominé par les marques japonaises, a été morose en 2010. Ainsi, le nombre de véhicules vendus est passé à 4 598 contre 4 638 unités en 2009, soit une baisse de 0,9%. Celle-ci est liée à la contraction des commandes de véhicules neufs effectuées par l'Etat et les privés (ménages et entreprises), ainsi qu'à la concurrence des véhicules d'occasion. En dépit de cette quasi-stagnation des quantités vendues, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 10,4%, en raison d'une demande plus importante d'engins de la part des secteurs miniers, pétroliers et du BTP.

Evolution du commerce des véhicules

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Ventes de véhicules neufs (nombre)	5 015	4 638	4 598	-0,9%
Chiffre d'affaires	159 676	144 901	159 992	10,4%
Investissements	1 698	1 540	3 348	117,4%
Masse salariale	7 470	7 500	8 021	6,9%
Effectifs (nombre d'agents)	872	836	909	8,7%

Sources: SHO Tractafric, Cfao Gabon, Toyota, Sodim TP, Géant 241

Les investissements, qui ont plus que doublé, ont permis le renouvellement des équipements, la réfection des bâtiments et l'achat du matériel roulant.

II.7.3 Le commerce des produits pétroliers

La branche a connu un redressement de son activité par rapport à l'année précédente, au regard de l'évolution ascendante de ses principaux indicateurs. C'est ainsi que les ventes des produits pétroliers ont augmenté de 2,5%, à 590 862 tonnes métriques. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est affermi de 13% pour s'établir à 183,364 milliards de Fcfa. Ces performances sont inhérentes à la consommation soutenue des clients industriels, notamment Comilog et les sociétés des BTP.

Tableau de bord de l'économie

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Ventes en volumes (TM)	602 927	576 224	590 862	2,5%
Chiffre d'affaires	241 370	162 317	183 364	13,0%
Investissements	13 306	10 784	11 892	10,3%
Masse salariale	5 072	3 282	3 406	3,8%
Effectifs (nombre d'agents)	299	414	435	5,1%

Sources : Total marketing, Engen Gabon, Petro Gabon, Oilybia

La poursuite de la construction et de la réhabilitation des stations-services afin de les rendre conformes aux nouvelles normes de sécurité et environnementales et le renouvellement des bouteilles de gaz ont constitué l'essentiel des investissements réalisés en 2010, pour un montant de 11,89 milliards de Fcfa.

II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Cette branche compte les entreprises opérant dans la distribution en gros des produits pharmaceutiques. Actuellement elle recense deux opérateurs que sont Copharga et Pharmagabon.

L'augmentation du nombre de pharmacies et des dépôts pharmaceutiques, ainsi qu'un meilleur suivi de la clientèle ont soutenu l'activité de cette branche, d'où un accroissement de 9,2% de son chiffre d'affaires. Les bonnes perspectives de croissance ont amené les opérateurs à initier une politique d'investissement volontariste concernant les bâtiments, l'équipement divers et les dotations en matériel roulant.

La masse salariale est en hausse de 5% du fait de la revalorisation de la grille salariale et de l'augmentation des effectifs de 6,3%.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	33 674	36 186	39 500	9,2%
Investissements	232	159	312	96,2%
Masse salariale	555	556	582	4,7%
Effectifs (nombre d'agents)	96	96	102	6,3%

Sources : Pharmagabon, Copharga

II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le commerce des ouvrages et périodiques est assuré sur toute l'étendue du territoire national par la Société Gabonaise de Presse (Sogapresse) qui distribue chez les différents revendeurs, les périodiques et manuels scolaires.

L'activité de distribution des ouvrages a été relativement stable en 2010. Ainsi, le chiffre d'affaires a atteint 5,719 milliards de Fcfa contre 5,698 milliards de Fcfa en 2009.

Evolution du commerce des ouvrages

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	5 090	5 698	5 719	0,4%
Investissements	39	23	51	121,7%
Masse salariale	227	227	208	-8,4%
Effectifs (nombre d'agents)	32	32	30	-6,3%

Source : Sogapresse

Les investissements, d'un montant de 51 millions de Fcfa, ont concerné essentiellement les équipements et véhicules.

II.8 L'hôtellerie, la restauration et le tourisme

Au regard de ses potentialités, l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs demeure l'un des secteurs clé de la politique de diversification de l'économie gabonaise. Cette activité est exercée par des professionnels évoluant dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafeterias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, sites, parcs nationaux, réserves, centres de loisirs).

II.8.1 L'hôtellerie

Le parc hôtelier comprend environ 312 établissements d'hébergement pour une capacité d'accueil de 5 000 chambres dont 4 600 offertes.

Cette branche se compose des :

- hôtels de classe internationale, gérés par des grands groupes internationaux ;
- structures publiques et privées de moyenne capacité.

Tableau de bord de l'économie

II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale

Après les contre-performances enregistrées ces quatre dernières années, l'activité a retrouvé son dynamisme, du fait de l'amélioration du tourisme des affaires lié au lancement de plusieurs chantiers sur l'étendue du territoire.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	15 823	14 863	16 027	7,8%
Nombre de clients	150 289	123 369	131 431	6,5%
Taux d'occupation %	55,33%	45,50%	61,05%	15,55 pts
Prix moyen/chambre	65 236	70 420	81 874	16,3%
Masse salariale	4 567	4 578	3 432	-25,0%
Effectifs (nombre d'agents)	596	583	511	-12,3%

Sources : Laïco, Méridien Rê - Ndama, Méridien Mandji,

Ainsi, on note une amélioration de 6,5% du niveau de fréquentation des hôtels de classe internationale, favorisant une hausse à 61,05% du taux d'occupation des chambres.

La consolidation du niveau de fréquentation couplé au renchérissement des prix moyens de la nuitée a induit un relèvement de 7,8% du chiffre d'affaires.

En revanche, le retrait de 12,3% observé au niveau de l'emploi est justifié par la fermeture de certains hôtels pour travaux et les départs à la retraite. La masse salariale a ainsi reculé de 25%

II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

La branche est tenue par des opérateurs privés et l'Etat qui déploie actuellement d'importants moyens pour accroître son parc hôtelier. Cinq hôtels sont en construction dont deux à Franceville et un à Ngouoni (Haut-Ogooué) dans le cadre de l'organisation de la CAN 2012.

II.8.2 La restauration

La branche de la restauration se répartit comme suit :

- les restaurants haut de gamme (hôtels internationaux ou autres privés) ;
- les restaurants de classe moyenne (appartenant à l'Etat ou aux privés) ;
- les unités de petite taille (cafétérias et autres).

L'activité nationale

L'activité de restauration a été mitigée. Ainsi, les restaurants haut de gamme ont amélioré leurs performances en passant de 3,9 milliards de Fcfa à 4,48 milliards en 2010. Leur part dans le chiffre d'affaires des grands hôtels a été de 28% contre 26% un an auparavant.

Par contre, la restauration de classe moyenne a pâti de la concurrence des prestataires offrant les services de proximité et exerçant parfois dans l'informel. Aussi, beaucoup d'hôtels moyens ne proposent plus cette prestation, faute de rentabilité.

Quant à la catégorie de cafétérias et autres, au regard de la fréquence des consommateurs, l'activité est florissante, mais demeure difficile à quantifier par les pouvoirs publics.

II.8.3 Le tourisme et les loisirs

Les autorités et les professionnels du tourisme sont à pied d'œuvre pour la transformation du potentiel touristique en produits. En ce sens, des opérations d'enquête ont été menées sur l'étendue du territoire par la Direction Générale du Tourisme et le Centre gabonais de promotion touristique (Gabontour). Celles-ci concernent :

- la classification des hôtels et restaurants ;
- le recensement des sites exploités et non exploités.

Parmi les sites actuellement connus, on en compte qui sont très fréquentés notwithstanding les difficultés d'accès. Il s'agit de : Loango, l'Ivindo, la Lopé, Pongara, le Mont de cristal, la Pointe Denis, l'Arboretum de Sibang, etc.

II.9 Les autres services

La nomenclature utilisée pour le suivi conjoncturel au Gabon, limite le secteur des autres services à cinq (5) sous groupes : services immobiliers, services aux particuliers, services aux entreprises, services de réparation automobile et services parapétroliers.

Evolution des indicateurs consolidés des Autres Services

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	130 251	133 511	150 180	12,5%
Investissements	6 273	7 873	13 636	73,2%
Effectifs (nombre d'agents)	5 839	6 861	7 935	15,7%

Source : Echantillon des entreprises des autres services.

Tableau de bord de l'économie

A la faveur de la bonne conjoncture dans les autres secteurs, l'activité des autres services a été bien orientée. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a enregistré un gain de 12,5%, passant à 150,18 milliards de Fcfa. Parallèlement, les investissements et les effectifs se sont améliorés au cours de cette période.

II.9.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers sont constitués de la photographie, des jeux et loisirs, des services médicaux, des auto-écoles, des prestations mortuaires, des organes de presse, des relations publiques, des œuvres sociales, de l'éducation, des services de ramassage et de l'élimination d'ordures, etc.

L'activité de cette branche reste tout de même difficile à quantifier, en raison de la multitude de petites structures de moins de 10 employés qui la composent.

Evolution de l'activité des services aux particuliers

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	33 478	34 449	38 307	11,2%
Valeur ajoutée	11 023	16 264	17 518	7,7%
Investissements	3 802	5 342	8 661	62,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 317	1 365	1 403	2,8%

Sources : Gabosep, Casep-Ga, Médical Optique, Gabon Contacts, Franstel Services Plus, Cabinet de Groupe de Médecins, Polyclinique El Rapha, Gesparc.

Tirée par les jeux & loisirs, les pompes funèbres et les cabinets médicaux, l'activité des services aux particuliers s'est affermie de 11,2%, avec un chiffre d'affaires de 38,307 milliards de Fcfa.

II.9.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers concernent la promotion immobilière et les transactions sur terrains et immeubles. Il existe des sociétés civiles immobilières et un seul opérateur institutionnel au Gabon, la Société Nationale Immobilière. L'environnement immobilier reste structurellement marqué par une demande de logements largement supérieure à l'offre.

Le chiffre d'affaires dégagé par les activités immobilières a progressé de 30,4% en une année. Il a principalement été tiré par la promotion et la gestion immobilière, notamment les acquisitions et les mises en location de nouveaux immeubles.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	4 121	5 047	6 583	30,4%
Valeur ajoutée	2 167	1 886	2 378	26,1%
Investissements	902	815	1 357	66,5%
Effectifs (nombre d'agents)	161	131	130	-0,8%

Sources : SNI, Alliance, Agences n°1, AICI, AIL.

II.9.3 Les services rendus aux entreprises

Les services aux entreprises englobent les services comptables, juridiques et fiscaux, informatiques, bureaux d'études, contrôles et expertises techniques, location de matériels et mise à disposition de personnels.

Son activité s'est bien comportée au cours de la période, avec un chiffre d'affaires en accroissement de 13,9%. Le maintien de la demande de conseil et d'assistance, conforté par la demande en conseil management et en renforcement des outils et services informatiques, sont autant de facteurs qui expliquent cette embellie.

Evolution de l'activité des services aux entreprises

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'affaires	72 423	73 159	83 328	13,9%
Investissements	1 216	1 173	2 234	90,5%
Effectifs (nombre d'agents)	4 200	5 130	6 165	20,2%

Sources : Price Waterhouse Coopers, Bureau Veritas Gabon, General Business Machines, Deloitte Touch Tomatsu, CFAO Technologies, Société Gabonaise de Services, Gabon Propre Service.

II.9.4 Les services de réparation automobile

Les services aux entreprises englobent les services comptables, juridiques et fiscaux, informatiques, bureaux d'études, contrôles et expertises techniques, location de matériels et mise à disposition de personnels.

Son activité s'est bien comportée au cours de la période, avec un chiffre d'affaires en accroissement de 13,9%. Le maintien de la demande de conseil et d'assistance, conforté par la demande en conseil management et en renforcement des outils et services informatiques, sont autant de facteurs qui expliquent cette embellie.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09
Chiffre d'Affaires	20 229	20 856	21 961	5,3%
Valeur ajoutée	5 326	5 400	5 854	8,4%
Investissements	353	543	1 384	154,7%
Effectifs (nombre d'agents)	161	235	237	0,9%

Sources: Gabon Sprint Auto, Pièces Equip'Auto, ECIG, BIG, LSA.

II.9.5 Les services parapétroliers

Les parapétroliers offrent divers services aux sociétés pétrolières dont ils sont étroitement tributaires. Les leaders sont Schlumberger, Halliburton Et Baker&Hughes.

Dans l'ensemble, le secteur a connu une activité soutenue, sous l'effet de la conjoncture favorable du secteur pétrolier induite par la hausse du prix du baril de pétrole. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 57% à 92,935 milliards de fracs Fcfa, tiré essentiellement par les prestations de Baker&Hughes.

II.10 Les Institutions financières

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisses Nationales d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs).

II.10.1 Les banques commerciales et de développement

Le secteur bancaire gabonais compte neuf (9) banques en activité au 31 décembre 2010, à savoir : la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG), la Banque Gabonaise de Développement (BGD), la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG), la Banque Gabonaise et Française Internationale dite BGFIBANK (BGFI-Gabon), la Citibank N.A (CITI-G), Ecobank

L'activité nationale

Gabon (Ecobank-Gab), Financial Bank Gabon (FBG), l'Union Gabonaise de Banque (UGB) et l'United Bank for Africa (UBA-Gabon).

Dans le sillage de l'affermissement des indicateurs de la plupart des branches d'activités, les banques gabonaises ont affiché une bonne santé financière en 2010. En effet, le secteur bancaire a enregistré un total agrégé des bilans en progression de 14,5%.

Situation du bilan

Les dépôts collectés se sont établis à 1258,4 milliards de Fcfa, soit une progression de 21,7% par rapport à 2009. Cette hausse est consécutive à la bonne santé des trésoreries des entreprises du secteur privé (pétrole, BTP, Télécom), en liaison avec le nouveau programme de développement de l'économie gabonaise.

Les crédits bruts sont passés de 681 milliards de Fcfa à 818 milliards de Fcfa. Cette augmentation est d'abord liée à la politique de réduction des taux de rémunération des dépôts libres pratiqués par la BEAC en 2010. Elle s'explique ensuite par la baisse du coût moyen des ressources, l'emprunt de l'Etat gabonais auprès des banques et par l'amélioration des délais et des procédures de paiement de la dette publique intérieure. Cette mesure a eu pour effet de restaurer la confiance entre les banques et les entreprises.

Évolution des indicateurs du bilan

(en millions de Fcfa)	2008	2009	2010	09/10
Dépôts de la clientèle	985 955	1033 987	1258 405	21,7%
Crédits bruts	644 235	681 385	818 414	20,1%
Créances en souffrance	47 881	49 037	51 445	4,9%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	39 419	34 804	31 389	- 9,8%
Crédits nets	604 816	646 581	787 025	21,7%
Capitaux permanents	277 018	305 442	240 703	-21,2%
Valeurs immobilisées	140 190	156 049	89 035	-42,9%
Autres postes nets	17 229	4 324	39 210	-
Excédent/déficit de trésorerie	535 196	541 123	662 258	22,4%
Total bilan	1280 202	1343 753	1538 318	14,5%

Sources : banques, COBAC

Tableau de bord de l'économie

Situation des opérations avec la clientèle

Les opérations entre une banque commerciale et sa clientèle se résument essentiellement aux ressources collectées (dépôts) et aux crédits distribués. Les ressources à vue (comptes à vue y compris les comptes d'épargne sur livrets) collectées par les banques gabonaises ont enregistré une forte augmentation de 22,3% par rapport à 2009. Elles se sont chiffrées à 823 milliards de Fcfa, soit 65,4% des dépôts collectés contre 65,1% un an plus tôt.

Les ressources à terme (comptes à terme et comptes de dépôts à régime spécial) collectées auprès de la clientèle se sont établies à 398 milliards de Fcfa, en hausse de 21,8% par rapport au niveau atteint en 2009. Les dépôts des Administrations publiques se sont rétractés de 31,3%. Cette situation est en phase avec le nouveau programme économique du Gabon qui met l'accent sur les dépenses d'investissement. Les dépôts des entreprises publiques (+88,3%) ont été évalués à 41 milliards de Fcfa. Cette embellie fait suite aux bonnes performances enregistrées par ces entités économiques.

Enfin, les dépôts du secteur privé ont représenté 85,2% du total des dépôts contre 81,1% l'année précédente. S'établissant à 1072 milliards de Fcfa, ils sont en augmentation de 27,8% sur un an.

En matière de crédits, les administrations publiques ont reçu près de 197 milliards de Fcfa, soit 24,0% du total des crédits bruts contre 9,9% l'année précédente. Ce montant a plus que triplé par rapport à 2009. Les crédits aux entreprises publiques se sont élevés à 13 milliards de Fcfa. Ils se sont consolidés substantiellement par rapport à 2009.

Les crédits au secteur privé se sont chiffrés à 569 milliards de Fcfa. Ils représentent 69,5% du total des crédits bruts contre 84,4% douze (12) mois plus tôt. Ce léger recul est à mettre sur le compte d'une plus grande mobilisation des ressources des banques au profit de l'emprunt consenti à l'Etat.

Évolution des opérations avec la clientèle (en millions de Fcfa)

Dépôts de la clientèle	2008	2009	2010	10/09 en %
Dépôts publics	82 122	97 287	66 842	-33,3
Dépôts des entreprises publiques	26 639	21 865	41 175	88,31
Dépôts privés	812 731	838 984	1 071 969	27,8
Dépôts des non résidents	35 952	41 012	40 661	-1,0
Dépôts non ventilés	28 511	34 839	37 759	8,4
Total des dépôts	985 955	1 033 987	1 258 405	21,7

L'activité nationale

Crédits distribués	2008	2009	2010	10/09 en %
Crédits à l'Etat	24 247	67 484	196 525	191,2
Crédits aux entreprises publiques	1 334	1 107	12 652	1042,9
Crédits au secteur privé	584 366	575 428	568 771	-1,2
Crédits au non résidents	12 981	30 391	28 529	-6,1
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	0	0	0
Autres créances	21 307	6 974	11 934	71,1
Total crédits bruts	644 235	681 385	818 414	20,1

Sources : banques, COBAC

Profit et Rentabilité

Les banques gabonaises ont comptabilisé un PNB (produit net bancaire) en hausse de 16,8%.

Les créances en souffrance ont été de 51 milliards de Fcfa. Elles représentent 6,3% des crédits bruts contre 7,2% un an auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée en comparaison de la situation qui prévalait en 2009. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont établies à 31 milliards de Fcfa en 2010, soit une baisse annuelle de 9,8%.

Ce résultat a été favorisé par la qualité des emprunteurs (surtout l'Etat) qui accordent aux banques plus de garanties par rapport aux risques de faillite. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 1 milliard de Fcfa, soit trois (3) de moins que l'année précédente.

La couverture des crédits par les dépôts est passée de 151,7% à 153,8% en 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 471 milliards de Fcfa contre 387 milliards de Fcfa en 2009. Les banques ont enregistré un excédent des capitaux permanents de 152 milliards de Fcfa par rapport aux valeurs immobilisées. En 2009, il s'élevait à 149 milliards de Fcfa. L'excédent de trésorerie s'est situé à 662 milliards de Fcfa (43,1% du total du bilan), en progression annuelle de 22,4%.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des indicateurs de gestion

	2008	2009	2010
Taux de couverture des créances en souffrance par les provisions (en %)	82,3	71,0	61,0
Besoins de provisions complémentaires (en milliards de Fcfa)	4	4	1
Couverture des crédits par les dépôts (en %)	153,0	151,7	153,8
Excédent de trésorerie (en milliards de Fcfa)	535	541	662
PNB (produit net bancaire)	127,9	167	195

Sources : banques et Cobac

Respect des normes prudentielles

La bonne santé du secteur bancaire gabonais en 2010 reste corrélée à la situation économique dans son ensemble. En effet, après avoir bien résisté à la crise financière internationale, les principaux indicateurs d'activité des banques gabonaises se sont consolidés. On note de fait :

- un affermissement des dépôts et des crédits ;
- une diminution de la part des créances douteuses dans les crédits bruts ;
- un important excédent de trésorerie (662 milliards de Fcfa).

En plus de l'amélioration de la qualité du portefeuille des banques, la quasi-totalité est demeurée en phase avec les normes prudentielles imposées par la COBAC.

	2008	2009	2010
Nombre de banques respectant les normes prudentielles			
Capital minimum	7	8	9
Couverture des risques	7	8	9
Plafond global des risques	7	8	9
Plafond individuel des risques	6	7	8
Couverture des immobilisations	6	8	9
Rapport de liquidité	7	7	8
Coefficient de transformation	7	8	9
Engagements sur les apparentés	7	8	9
Adéquation des fonds propres	6	8	9
Nombre total de banques	7	8	9

Source : COBAC

Répartition des parts de marché bancaire

Les parts de marché bancaire sont le plus souvent analysées en termes d'emplois (crédits) et de ressources bancaires (dépôts). Ces deux indicateurs donnent la mesure de l'impact de l'activité bancaire sur l'économie. L'analyse des parts de marché ici ne consistera plus à donner simplement le volume des crédits distribués et des dépôts collectés, cette présentation devra dorénavant tenir compte des catégories d'agents que sont les ménages, les entreprises et l'Etat.

Les parts de marché bancaire au Gabon en 2010 en %

BANQUES	Ressources (Dépôts)		Emplois (Crédits)	
BGFI	36,6%		42,4%	
	Entreprises/Etat	Ménages	Entreprises/Etat	Ménages
	256,9 Mds fcfa	204,4 Mds fcfa	329,7 Mds fcfa	17,3 Mds fcfa
	20,4%	16,2%	40,3%	2,1%
BICIG	24,9%		18,3%	
	Entreprises/Etat	Ménages	Entreprises/Etat	Ménages
	152,6 Mds fcfa	160,5 Mds fcfa	94,2 Mds fcfa	55,4 Mds fcfa
	12,4%	12,5%	11,5%	6,8%
UGB	18,8%		18,5%	
	Entreprises/Etat	Ménages	Entreprises/Etat	Ménages
	115,8 Mds fcfa	121,0 Mds fcfa	86,5 Mds fcfa	65 Mds fcfa
	9,2%	9,6%	10,6%	7,9%
AUTRES	19,7%		20,8%	
	Entreprises/Etat	Ménages	Entreprises/Etat	Ménages
	119,3 Mds fcfa	128,5 Mds fcfa	113,4 Mds fcfa	56,7 Mds fcfa
	9,5%	10,2%	13,8%	7,0%

Source : les banques

II.10.2 Les Etablissements financiers

Après la fusion-absorption de BGFIlbail par FINATRA, le secteur se compose désormais de trois (3) établissements (Alios Finance Gabon, FINATRA, BICIlbail) dont les activités principales sont le crédit automobile, le crédit équipement et le crédit-bail.

Tableau de bord de l'économie

Leurs performances ont été cependant contrastées en 2010. En effet, si le volume des ressources s'est rétracté de 26,2%, celui des emplois s'est fortement accru (+89,7%).

Les ressources

L'amorce du recul des capitaux propres et la faiblesse des dettes bancaires ont entraîné une chute de 26,2% des ressources des banques.

Les fonds propres ont enregistré un repli de 5,4%, en raison de la régression de 5,7% des fonds propres d'Alios Finance Gabon. De même, les emprunts bancaires ont reculé de 33,2%. Cette évolution s'explique par un retrait marqué des dettes bancaires.

Evolution des ressources (en milliards de Fcfa)

	2008	2009	2010	10/09 en%
Capitaux propres	17,6	18,6	17,6	-5,4
Emprunts bancaires	53,1	55,8	37,3	-33,2
TOTAL	70,7	74,4	54,9	-26,2

Sources : établissements financiers

Les emplois

Les emplois des établissements financiers se sont fortement renforcés du fait de l'évolution très favorable des opérations de crédits bail qui ont plus que doublé en une année.

L'encours des crédits a cru de 90,2% porté par la bonne tenue des opérations de crédit bail.

Les titres de participation sont restés stables à 310 millions de Fcfa et ce, depuis deux ans.

Evolution des emplois (en milliards de Fcfa)

	2008	2009	2010	10/09 en%
Titres de participation	0,310	0,310	0,310	0%
Crédits à court terme	4,4	3,2	4,9	53,1%
Crédits à moyen terme	34,2	38,6	45,0	16,6%
Opération de crédit bail	44,4	30,6	87,7	186,6%
Total	83,3	72,7	138,0	89,8%

Sources : établissements financiers

II.10.3 Les établissements de Microfinance

Les établissements de microfinance (EMF) sont des entités agréées par l'Autorité Monétaire. Elles ne détiennent pas le statut de banque ou d'établissement financier. Elles offrent des services financiers de proximité à une clientèle évoluant en marge du circuit bancaire traditionnel.

Les EMF sont structurés en trois (3) catégories :

- les associations, coopératives ou mutuelles qui collectent l'épargne de leurs membres pour l'affecter à des opérations de crédits à leur profit ;
- les sociétés anonymes qui collectent l'épargne du public et lui octroient des microcrédits ;
- les entreprises de microcrédit et les projets qui accordent uniquement des crédits directs à des tiers sans collecter l'épargne.

Au 31 décembre 2010, le secteur de la microfinance compte neuf (9) EMF en activité repartis comme suit :

- deux (2) de première catégorie: Caisse Epargne et Crédit AGASS (CECAG), Caisse Fêmo d'Epargne et Crédit (CFEC) ;
- sept (7) de deuxième catégorie : Financière de microprojets (FINAM), Société d'Epargne et Crédit (SODEC), Général d'Epargne et Crédit (GEC), Excillis Finance, Express-Union Gabon, Gabonaise de Microfinance (GAMIFI) et Loxia.

L'activité des établissements de microfinance a enregistré de bonnes performances. On a ainsi observé un renforcement des fonds propres, une hausse appréciable des crédits et une forte amélioration des dépôts collectés.

Les ressources

Les ressources de l'ensemble du secteur ont fortement évolué (+63,9%), en raison du double effet de deux de ses composantes, les fonds propres et les dépôts.

En effet, les capitaux permanents des EMF se sont situés à 3,5 milliards de Fcfa contre 2,1 milliards en décembre 2009, soit une variation de 67,1%. Cette hausse tire son origine de l'amélioration des quasi-fonds propres de certains EMF.

L'épargne mobilisée s'est appréciée de 62,6%, à 8,2 milliards de Fcfa en 2010. Cette performance est consécutive à l'ouverture de nouvelles agences à libreville, Lambaréné, Port-gentil et Oyem.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des ressources du secteur

En millions de Fcfa	2006	2007	2008	2009	2010	10/09 en %
Fonds propres	649,8	1603,7	1686,3	2089,9	3492,9	67,1
Dépôts collectés	591,5	1198,4	3167,2	5050	8214,1	62,6
Total	1241,3	2802,1	4853,5	7139,9	11707	63,9

Sources : EMF, CNPM

Les emplois

Les établissements de microfinance ont octroyé un volume de crédit de 4,1 milliards de Fcfa, soit un relèvement de 9,6%. La conjoncture économique relativement favorable de la période sus-revue explique cette évolution.

Evolution des emplois du secteur

En millions de Fcfa	2007	2008	2009	2010	10/09 en %
Encours de crédit	1348	2000	3813,5	4178,1	9,6
Dont crédit EMF 2 ^{ème} catégorie			3621		

Sources : EMF, CNPM

Il s'agit pour l'essentiel de concours par caisse octroyés à court terme pour financer le commerce général. Toutefois, l'offre des services financiers est encore insuffisante au Gabon.

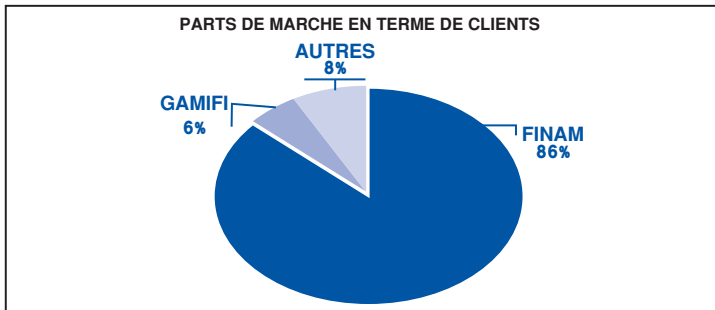
Les taux oscillent entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement serait resté autour de 90%, en raison de la flexibilité des modes de remboursement et la proximité avec la clientèle.

La clientèle des EMF

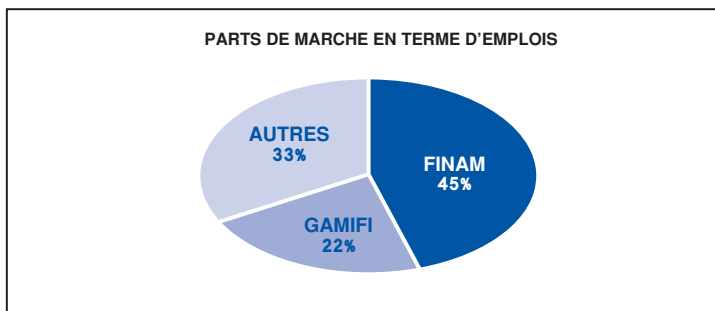
La clientèle du secteur a enregistré une croissance de 92,3%, pour s'établir à 25000 clients contre 13000, l'année précédente. Celle-ci provient essentiellement des EMF de 2^e catégorie et est majoritairement masculine. La Financière de micro-projets (FINAM) détient 86% de l'ensemble de la clientèle.

L'activité nationale



Les effectifs

Pour le développement de ses activités, ce secteur emploie 300 salariés contre 250 l'année précédente. Les femmes représentent plus de la moitié du personnel.



II.10.4 Les compagnies d'assurances

Le marché gabonais des assurances comprend huit (8) compagnies spécialisées dans les activités de TIARD (transport, incendie, accidents, responsabilité civile et dommages), parmi lesquelles figurent Ogar, Axa Assurances Gabon, Assinco, Nsia Gabon et Colina Gabon, et les activités de la branche Vie et Capitalisation exercées par UAG vie, OGAR vie et NSIA vie Gabon.

En 2010, le secteur des assurances a connu un accroissement de ses activités avec une progression de 9,2 % de son chiffre d'affaires annuel. Cette hausse est consécutive à une meilleure activité de la branche TIARD qui représente 84,7% du volume des affaires.

Tableau de bord de l'économie

Evolution du marché

Chiffre d'aff. (En milliards de Fcfa)	2008	2009	2010	10/09 (en%)
TIARD	57,53	62,61	69,27	10,6
Vie et Capitalisation	10,79	12,29	12,52	1,9
Total	68,32	74,90	81,79	9,2

Source : Fegasa

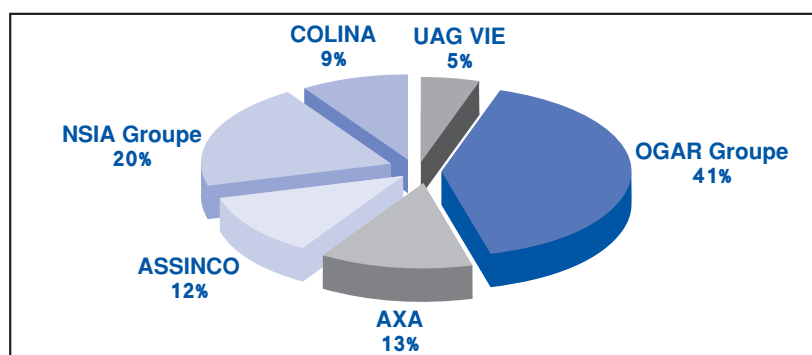
La branche Accidents-Dommages

La branche a connu un regain d'activité en 2010. Le chiffre d'affaires est passé de 62,6 milliards de Fcfa en 2009 à 69,27 milliards de Fcfa en 2010, soit une nette progression de 10,64 %. Cette hausse résulte des améliorations enregistrées dans les composantes de cette branche à l'exception de la Responsabilité Civile générale.

La branche Vie-Grande Branche et Capitalisation

Le chiffre d'affaires Vie et Capitalisation a connu également une évolution positive, passant de 12,29 milliards de Fcfa en 2009 à 12,52 milliards de Fcfa en 2010, soit une hausse de 1,9%. Cette évolution traduit l'amélioration des deux types de polices.

Répartition des parts de marché des assurances au Gabon en 2010



3

Les grandeurs macroéconomiques

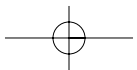
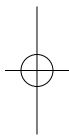
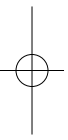
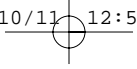


Tableau de bord de l'économie

III. GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2009	2010	10/09 (en %)
PIB en volume (aux prix de 1991)	Mds de Fcfa	1988,3	2118,6	6,6
PIB en valeur	Mds de Fcfa	5130,7	6565,4	28,0
PIB hors pétrole	% du PIB	58,2	52,62	
PIB pétrole	% du PIB	41,8	47,38	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1869,2	2208,7	18,2
Importations/PIB	%	36,4	33,6	
Total Ressources	Mds de Fcfa	6999,9	8774	25,3
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	2829,5	3032,2	7,16
Publique	Mds de Fcfa	791,2	853,3	7,85
Privée	Mds de Fcfa	2038,3	2178,9	6,90
Consommation/PIB	%	55,1	46,2	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1249,7	1664,0	33,2
Public	Mds de Fcfa	352,5	684,3	94,1
Public/Investissement total	%	28,2	41,1	
Privé	Mds de Fcfa	897,2	979,7	9,2
Dont Pétrole	Mds de Fcfa	417,9	443,0	6,0
Investissement total/PIB	%	24,4	25,3	
Dont Pétrole	%	8,1	6,7	
Exportations en valeur	Mds de Fcfa	2893,6	4019,8	38,9
Exportations/PIB	%	56,4	61,2	
Absorption	Mds de Fcfa	4079,2	4696,2	15,1
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	20	27,6	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	154,8	182,0	
Emploi	Effectif	129 776	136 990	5,6
Public	Effectif	70 935	76 163	7,4
Dont MONP	Effectif	9 643	9682	0,4
Public/Emploi total	%	54,6	56	
Privé	Effectif	43 330	45 845	5,8
Masse salariale	Mds de Fcfa	1108	1244,1	12,8
Public	Mds de Fcfa	402,1	437,9	8,9
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	705,1	806,2	14,3
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	1153		-100
Vitesse de circulation	Mds de Fcfa	4,4	0	
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	115,2	116,9	1,5
Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)				
Critères	Unités	Résultats 2010	Observations	
Solde budgétaire de base/PIB (≥ 0)		3,5	Respecté	
Taux d'inflation (< 3)	%	1,5	Respecté	
Stock de la dette/PIB ($< 70\%$)	%	19,4	Respecté	
Non accumulation des arriérés (< 120 jours)				
Extérieurs	Mds de Fcfa	0,0	Respecté	
Intérieurs		0,0	Respecté	

Sources : DGELF, DGB, BEAC, Comité des Statistiques

Tableau de bord de l'économie

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2010, l'économie gabonaise a amorcé une forte reprise, soutenue par un environnement économique international favorable et une relance de l'activité nationale.

En effet, sur le plan extérieur, les cours des principaux produits de base et le dollar américain se sont appréciés, favorisant la dynamique des exportations. Au plan intérieur, la croissance est liée à la bonne tenue de l'activité dans la quasi-totalité des branches de l'économie, en relation avec la vigueur de la demande et les réformes structurelles.

En termes réels, le Produit Intérieur Brut a augmenté de 6,6%, en raison de la reprise du secteur hors pétrole et du dynamisme de l'activité pétrolière.

Evolution du taux de croissance du PIB

(en %)	2008	2009	2010
PIB total	2,3	-1,4	6,6
Pétrole	-2,6	0,1	5,1
Hors-pétrole	3,5	-1,8	6,9

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale

III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité

Tous les secteurs de l'économie ont enregistré des résultats relativement satisfaisants. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont respectivement progressé de 3,8%, 15,2% et 5,2%.

En valeur absolue, le pétrole demeure le principal moteur de croissance du secteur primaire. Il a été secondé par les mines qui ont connu une forte croissance, conséquence de la forte demande de manganèse sur le marché international. La hausse de la production pétrolière s'explique par la mise en exploitation de nouveaux gisements (Koula, Banio, Mbigou et Gwendidi) et l'appréciation du prix moyen du brut gabonais (+31,6%), engendrant des efforts soutenus en matière d'investissement sur les champs marginaux. Toutefois, ces performances ont été atténuées par le déclin de l'exploitation forestière (-56%), en relation avec la décision gouvernementale d'interdire les exportations de grumes (au 15 mai 2010).

Le secteur secondaire apparaît comme étant le plus dynamique en 2010. Celui-ci a progressé de 22,7 points par rapport à 2009, soit une hausse de 15,2%. La bonne tenue de l'activité s'explique par le dynamisme de l'ensemble de ses branches, soutenu par la fermeté de la demande. Ainsi, la branche

Les grandeurs macroéconomiques

raffinerie a enregistré une croissance de 59,4%, un niveau de production jamais atteint depuis sa mise en service. Il en est de même pour les industries de transformation du bois, dont les capacités ont progressé de 46,2%, à 1,625 million de m³, du fait de la création de onze (11) nouvelles usines.

Par ailleurs, l'activité des bâtiments et travaux publics a augmenté de 23,2%, dopée par l'exécution des travaux de la CAN 2012, du cinquantenaire de l'indépendance et la réhabilitation du réseau routier. Dans les Autres industries, une reprise de l'activité de 3,5% est observée. Enfin, le secteur tertiaire, en amélioration de 5,2% en 2010, contre -0,2% en 2009, a bénéficié du regain d'activité observé dans les autres secteurs de l'économie.

Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par secteurs d'activité de 2008 à 2010

(Valeurs en milliards de Fcfa)	PIB nominal (aux prix du marché)					PIB en volume (aux prix de 1991)				
	2008	2009	2010	09/08	10/09	2008	2009	2010	09/08	10/09
Produit intérieur brut	6454,2	5130,7	6565,4	-20,5%	28,0%	2016,9	1988,3	2118,6	-1,4%	6,6%
PIB marchand	6022,4	4624,7	6016,7	-23,2%	30,1%	1732,5	1691,9	1806,8	-2,3%	6,8%
Secteur primaire	3908,1	2528,6	3672,7	-35,3%	45,2%	567,5	556,5	577,7	-1,9%	3,8%
Agriculture, élevage, pêche	209,4	226,4	246,3	8,1%	8,8%	127,4	132,7	138,3	4,2%	4,2%
Exploitation forestière	54,8	50,6	22,7	-7,8%	-55,1%	33,6	33,0	14,5	-1,8%	-56,0%
Pétrole brut	3233,1	2145,8	3110,8	-33,6%	45,0%	364,9	365,3	383,9	0,1%	5,1%
Mines	410,9	105,9	292,9	-74,2%	176,7%	41,6	25,5	41,0	-38,7%	60,7%
Secteur secondaire	485,4	461,4	536,0	-4,9%	16,2%	376,3	348,2	401,0	-7,5%	15,2%
Industries agro- al, boissons	73,2	81,7	85,9	11,7%	5,0%	60,8	65,4	65,8	7,6%	0,6%
Industrie du bois	40,1	21,9	32,7	-45,4%	49,3%	18,3	10,7	15,6	-41,9%	46,2%
Autres industries	112,1	109,7	115,3	-2,1%	5,1%	70,3	67,5	69,9	-4,0%	3,5%
Raffinage	26,1	17,0	27,4	-34,7%	61,2%	57,0	39,6	63,2	-30,5%	59,4%
Electricité, Eau	81,3	87,7	100,0	7,8%	14,0%	67,3	68,3	74,1	1,4%	8,6%
BTP	112,7	112,5	139,9	-0,2%	24,4%	66,7	64,5	79,5	-3,3%	23,2%
Services pétroliers	39,9	30,9	34,8	-22,6%	12,7%	35,8	32,3	33,0	-10,0%	2,4%
Secteur tertiaire	1628,9	1634,7	1808,0	0,4%	10,6%	788,7	787,2	828,0	-0,2%	5,2%
Transports & Communication	294,9	267,5	274,0	-9,3%	2,4%	158,0	148,2	154,1	-6,2%	4,0%
Services	642,7	659,5	683,4	2,6%	3,6%	366,3	370,3	378,5	1,1%	2,2%
Commerce	332,8	348,8	374,0	4,8%	7,2%	139,1	142,2	148,8	2,2%	4,7%
DTI et TVA	333,1	331,6	448,7	-0,5%	35,3%	98,2	98,5	117,2	0,3%	19,0%
Banques et assurances	25,5	27,3	27,9	7,4%	2,0%	27,1	28,0	29,4	3,5%	5,0%
Services non marchands	431,7	506,0	548,7	17,2%	8,4%	284,4	296,4	311,8	4,2%	5,2%

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale

Tableau de bord de l'économie

III.1.2 Le PIB par la demande

La relance de l'activité économique, observée en 2010 en relation avec la reprise de l'activité de l'économie mondiale, explique la hausse de la demande finale intérieure (+9,8%), sous l'impulsion de l'investissement public (+76,4%) et de la consommation des ménages (+5,3%), en dépit du repli (-1,4%) du niveau de la consommation des administrations publiques, dans un contexte de maîtrise inflationniste.

Evolution de la demande intérieure de 2008 à 2010

En milliards de Fcfa	En nominal (aux prix du marché)					En volume (aux prix de 1991)				
	2008	2009	2010	09/08	10/09	2008	2009	2010	09/08	10/09
Demande intérieure	3971,7	4079,2	4696,3	2,7%	15,1%	2028,1	2037,1	2236,8	0,4%	9,8%
Consommation totale	2640,9	2829,5	3032,2	7,1%	7,2%	1373,2	1427	1475,4	3,9%	3,4%
Publique	708,9	791,2	853,3	11,6%	7,8%	394	413,2	407,6	4,9%	-1,4%
Privée	1932	2038,3	2178,9	5,5%	6,9%	979,2	1013,8	1067,8	3,5%	5,3%
Investissement total	1330,8	1249,7	1664	-6,1%	33,2%	654,9	610	761,4	-6,9%	24,8%
Dont: Pétrole	464,4	417,9	443	-10,0%	6,0%	266,5	243,8	253,5	-8,5%	4,0%
Hors pétrole*	390	364,2	416,3	-6,6%	14,3%	169,1	156,4	175,1	-7,5%	12,0%
Administration	363,4	352,5	684,3	-3,0%	94,1%	168	159	280,5	-5,4%	76,4%

Source: MEGA/ DGELF

*non compris l'investissement des ménages et des institutions financières

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'Etat a été révisé à la hausse, pour tenir compte de l'amélioration de la conjoncture internationale, en raison notamment de la bonne tenue des cours du pétrole et la revalorisation du taux de change du dollar américain.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 2095,9 milliards de Fcfa, le budget révisé de l'année 2010 a été arrêté à la somme de 2 214,8 milliards de Fcfa en ressources et en emplois. Il fait apparaître un taux de croissance de 5,7%.

Les grandeurs macroéconomiques

Budget prévisionnel de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	LFI 2010	LFR 2010	LFR / LFI en %
Nature des ressources			
Recettes propres	1 719,0	1 837,7	6,9
Pétrole	940,2	1 032,7	9,8
Hors pétrole	778,8	805,0	3,4
Ressources d'emprunt	376,9	377,1	0,1
Total des ressources	2 095,9	2 214,8	5,7
Nature des charges			
Service de la dette	444,7	444,7	-
Fonctionnement	753,7	884,2	17,3
Investissement	897,5	885,9	-1,3
Prêts et avances	-	-	-
Total des charges	2 095,9	2 214,8	5,7

Source: Direction Générale du Budget

III.2.1.1 Les Ressources

Les ressources propres de l'Etat se sont établies à 1837,7 milliards de Fcfa, en augmentation de 6,9% par rapport à la Loi de Finances Initiale. Cette progression résulte particulièrement de l'accroissement des recettes pétrolières de 32,6% par rapport aux prévisions initiales, en liaison avec la hausse du cours du baril de pétrole sur le marché international.

Les recettes non pétrolières révisées ont cru de 3,4%, s'établissant à 805 milliards de Fcfa, contre une prévision initiale de 778,8 milliards de Fcfa. Les ressources d'emprunt se sont stabilisées à 377,1 milliards de Fcfa.

III.2.1.2 Les Emplois

En matière d'emplois, la révision à la hausse du budget de l'Etat a induit un accroissement des dépenses de fonctionnement de 17,3%. En revanche, les dépenses d'investissement ont été revues à la baisse pour s'établir à 885,9 milliards contre 897,5 milliards de Fcfa dans la loi de finances initiale. Le service de la dette est resté inchangé à 444,7 milliards de Fcfa.

III.2.2 L'exécution du budget

Le budget a été exécuté dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de combler le déficit en infrastructures pour le développement de l'activité économique.

Tableau de bord de l'économie

L'exécution du budget en 2010 s'est soldée par un excédent primaire de 97,5 milliards de Fcfa, soit 1,5% du PIB nominal. Ce solde primaire est en baisse de 76,8% par rapport à l'année 2009. Le solde budgétaire base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, a chuté de 99,8%, pour s'établir à 0,7 milliard de Fcfa en 2010. Le déficit budgétaire base caisse s'est chiffré à 120,5 milliards de Fcfa, représentant 1,8% du PIB nominal.

Évolution des soldes

(En milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	2010	10/09 en %
Recettes pétrolières	958,5	1 361,5	836,7	990,4	18,4
Recettes hors pétrole	678,0	716,6	848,5	848,3	-0,02
Recettes totales	1 636,5	2 078,1	1 685,2	1 838,7	9,1
Dépenses de fonctionnement	719,0	791,6	832,1	886,8	6,6
Dépenses d'investissement	246,8	298,5	309,4	732,2	136,7
Prêts nets	9,7	21,2	51,0	64,5	26,5
Fonds spéciaux (y. c. FER)	71,3	70,6	62,6	57,7	-7,9
Autres (Dons et transferts en capital)			10,4	-	
Dépenses primaires	1 046,8	1 181,9	1 265,5	1 741,2	37,6
Solde primaire	589,7	896,2	419,7	97,5	-76,8
Solde base engagement	470,9	781,8	337,5	0,7	-99,8
Solde base caisse	430,8	714,5	286,8	-120,5	-142,0

Source: Comité des Statistiques

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires ont été exécutées à hauteur de 1838,7 milliards de Fcfa. Elles s'améliorent de 153,5 milliards de Fcfa par rapport à l'année précédente, soit une hausse de 9,1%. Cette croissance des recettes totales a été surtout impulsée par le secteur pétrolier (+18,4%), dans la mesure où les recettes issues du secteur hors pétrole sont restées stables (-0,02%).

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont représenté 31,8% du PIB pétrolier pour une valeur de 990,4 milliards contre 836,7 milliards de Fcfa en 2009. Elles ont progressé de 18,4%, du fait essentiellement de la bonne tenue de la Redevance Minière Proportionnelle (44,5%), des autres recettes pétrolières (33,9%) et surtout des transferts de SOGARA (104,1%).

Dans le même temps, les sommes perçues au titre de l'impôt sur les sociétés, ont reculé de 39,5% pour atteindre 164,9 milliards de Fcfa en 2010. La chute de cet impôt résulte essentiellement des régularisations relatives à l'amortissement des investissements du secteur.

Les grandeurs macroéconomiques

Évolution des recettes pétrolières

(En milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	2010	10/09 en %
Impôts sur les sociétés	246,8	349,9	272,5	164,9	-39,5
Redevance Minière Proportionnelle	288,3	396,9	225,2	325,5	44,5
Autres	357,8	507,8	274	367	33,9
Transferts SOGARA	65,6	106,8	65,1	132,9	104,1
Total des recettes pétrolières	958,5	1361,4	836,7	990,4	18,4
En % du PIB pétrolier	36,4	42,1	39,0	31,8	
PIB pétrolier (pour mémoire) *	2634,2	3233,1	2145,8	3110,8	

Sources : Comité des statistiques, *Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

Les recettes hors pétrole se sont stabilisées à 848,3 milliards de Fcfa à fin décembre 2010. Elles intègrent 361,3 milliards de Fcfa de recettes douanières, 163,2 milliards de Fcfa de taxes sur les biens et services, 234,9 milliards de Fcfa d'impôts directs et 89 milliards de Fcfa des autres recettes hors pétrole.

Évolution des recettes hors pétrole

(En milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	2010	10/09 en %
Droits de douanes	281,9	276,2	277,4	361,3	30,2
dont DTI	245,9	247,9	250,1	355,7	42,2
Taxes sur les biens et services	130,3	130,7	141,8	163,2	15,1
dont TVA	92,4	85,2	81,5	93	14,1
Impôts directs	193,5	234	325,1	234,9	- 27,7
Autres recettes	72,1	75,5	103,7	89	- 14,2
Dons	0,2	0,2	0,5	-	-
Total des recettes hors pétrole	678,0	716,6	848,5	848,3	- 0,02

Source : Comité des statistiques

III.2.2.2 Les dépenses publiques

À fin décembre 2010, les dépenses publiques hors dette se sont élevées à 1741,2 milliards de Fcfa contre 1265,5 milliards à la même période en 2009. Cette progression de 37,6% résulte essentiellement de la forte augmentation des dépenses d'investissement (+136,6%) et, dans une moindre mesure, à celle des dépenses de fonctionnement (+7,6%).

Tableau de bord de l'économie

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont progressé de 7,6% pour s'établir à 983,6 milliards de Fcfa en décembre 2010 contre 914,3 milliards en 2009. Cette situation est due à la hausse conjointe des traitements et salaires (+8,6%), et des biens et services (+10,8%). Les transferts et subventions sont restés quasiment stables.

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont augmenté considérablement pour atteindre 732,2 milliards de Fcfa contre 309,4 milliards en décembre 2009. Cette hausse substantielle provient du renforcement significatif des ressources propres. Celles-ci sont passées de 209,8 milliards de Fcfa en décembre 2009 à 508,6 milliards en 2010, soutenues par un accroissement consistant des financements extérieurs (+124,5%).

Soulignons toutefois que les comptes spéciaux ont reculé de 18,6% et les dépenses inhérentes au Fonds d'entretien Routier ont presque triplé, passant de 2,0 milliards de Fcfa en 2009 à 5,7 milliards de Fcfa en 2010.

Evolution des dépenses publiques

(En milliards de F cfa)	2009	2010	10/09 en %
Fonctionnement	914,3	886,8	6,6
Salaires et traitements	379,7	412,4	8,6
Biens et services	215,7	239	10,8
Transferts et subventions	236,7	235,4	-0,5
Investissements	309,4	732,2	136,6
Ressources propres	209,8	508,6	142,4
Finex	99,6	223,6	124,5
Prêts nets (y c prise de participation et FER)	76,5	84	9,8
Fonds spéciaux (y c engagement EPP)	46,8	38,1	-18,6
Transferts en capital	0,7	0	-0,0
Total dépenses	1265,5	1741,2	37,6
PIB Total	5130,7	6565,4	28,0%
Fonctionnement en % du PIB	17,8%	13,5%	
Investissement en % du PIB	6,0%	11,2%	

Source : Comité des statistiques

Les grandeurs macroéconomiques

La dette publique

A fin décembre 2010, le total des paiements de la dette gabonaise a enregistré un accroissement de 18,7%, à 500 milliards de Fcfa contre 421,1 milliards l'année précédente. Cet allègement est le fait de la hausse conjuguée des règlements de la dette intérieure et de la dette extérieure.

Evolution des règlements de la dette publique au 30 décembre 2010

(en milliards de Fcfa)	2009	2010	10/09 en %
Dette extérieure	216,3	240,5	11,2
Multilatérale	35,9	32,2	-10,3
Bilatérale	126,4	159,4	26,1
Marchés financiers	54	48,9	-9,4
Dette intérieure	204,7	251,3	22,8
Total	421,1	500	18,7

Source : Direction Générale de la dette.

L'encours de la dette publique du Gabon a reculé de 6,7% en 2010. Ce stock a atteint 1276,3 milliards contre 1368,2 milliards de Fcfa en 2009. Cette évolution provient en grande partie du déclin du stock de la dette intérieure (-64,3%) suite à l'important désengagement de l'Etat vis-à-vis de ses créanciers nationaux.

Notons qu'à fin décembre 2010, l'ensemble du service dû aux créanciers tant intérieurs qu'extérieurs a été entièrement honoré.

Evolution du Stock de la dette

(en milliards de Fcfa)	2009	2010	10/09 en %
Dette extérieure	1112,2	1184,9	6,5
Multilatérale	178,9	178,4	-0,3
Bilatérale	520,9	571,6	9,7
Marchés financiers	412,4	434,9	5,5
Dette intérieure	256	91,3	-64,3
Total	1368,2	1276,3	-6,7

Source : Direction Générale de la Dette

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

En liaison avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges extérieurs, l'analyse de la situation monétaire large au 31 décembre 2010 fait ressortir :

Tableau de bord de l'économie

- une augmentation de la masse monétaire ;
- un accroissement du crédit intérieur ;
- un recul des avoirs extérieurs nets ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Situation monétaire large intégrée

(en milliards de Fcfa)	déc-08	déc-09	déc-10	déc-10/déc-09
Ressources				
Disponibilités monétaires	769,6	768,3	927,8	20,8%
- Monnaie fiduciaire	227,5	247,5	221,2	-10,6%
- Monnaie scripturale	542,1	520,8	706,6	35,7%
Quasi-monnaie	369,5	402,7	475,0	17,9%
Masse monétaire	1139,1	1171	1402,8	19,8%
Ressources extra-monétaires	276,7	345,1	201,6	-41,6%
Total ressources	1415,8	1516,1	1604,4	5,8%
Contreparties				
Avoirs extérieurs nets	980,7	1077,7	896,3	-16,8%
Crédit intérieur	435,1	438,4	708,1	61,5%
- Créances sur l'économie	673	630,4	647,4	2,7%
- Créances nettes sur l'Etat	-237,9	-191,1	60,7	-
Total contreparties	1415,8	1516,1	1604,4	5,8%

Source : Beac

III.3.1 Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire ont cru de 5,8% à 1604,4 milliards de Fcfa en décembre 2010, du fait de la bonne tenue de la masse monétaire (19,8%).

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a augmenté de 19,8% à 1402,8 milliards de Fcfa à fin décembre 2010, suite au raffermissement du crédit intérieur (61,5%).

Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires se sont consolidées de 20,8% à 927,8 milliards de Fcfa à fin décembre 2010, consécutivement à l'augmentation de la monnaie scripturale (35,7%).

Les grandeurs macroéconomiques

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a enregistré une hausse de 17,9% à 475 milliards de Fcfa à fin décembre 2010. Cette évolution découle de l'augmentation des dépôts à terme et d'épargne (26,1%), traduisant le dynamisme de la propension à épargner des agents économiques.

Le taux de liquidité de l'économie (M2/PIB) s'est situé à 21,4% en 2010 tandis que le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie a atteint 149,1% à fin décembre 2010.

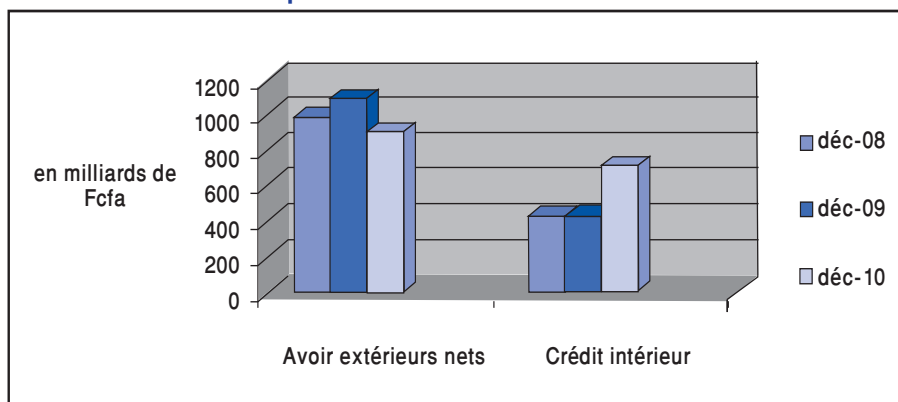
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires sont constituées des emprunts extérieurs à moyen et long terme, des fonds propres du système bancaire, des allocations de DTS et des autres postes nets. Elles ont chuté de 41,6% à 201,6 milliards de Fcfa à fin décembre 2010. Cette baisse résulte du déclin des fonds propres (-11% à 219,8 milliards de Fcfa à fin décembre 2010).

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Sur la période de référence, les contreparties de la masse monétaire (avoirs extérieurs nets et crédit intérieur) ont progressé de 5,8%.

Evolution des contreparties de la masse monétaire



III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.)

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont diminué de 16,8% à 896,3 milliards de Fcfa à fin décembre 2010. Cette chute résulte de la détérioration du solde du compte d'opération (-22% à 551,8 milliards).

Tableau de bord de l'économie

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont rétractés de 17,6% pour s'établir à 743,1 milliards de Fcfa à fin décembre 2010.

Les avoirs extérieurs nets des banques créatrices de monnaie ont fléchi de 12,7% à 153,2 milliards de Fcfa sur période considérée.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a reculé de 13,7 points, passant de 99,1% en décembre 2009 à 85,4% en décembre 2010.

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 61,5% à 708,1 milliards de Fcfa en décembre 2010, en liaison avec la hausse des crédits à l'économie (2,7%) et l'alourdissement de la dette de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

Les créances nettes sur l'Etat

Les créances nettes de l'Etat sont passées de -191,1 milliards de Fcfa à fin décembre 2009 à 60,7 milliards de Fcfa à fin décembre 2010.

En conséquence, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée pour passer de -177,6 milliards de Fcfa à fin décembre 2009 à 82 milliards en 2010.

Les créances sur l'économie

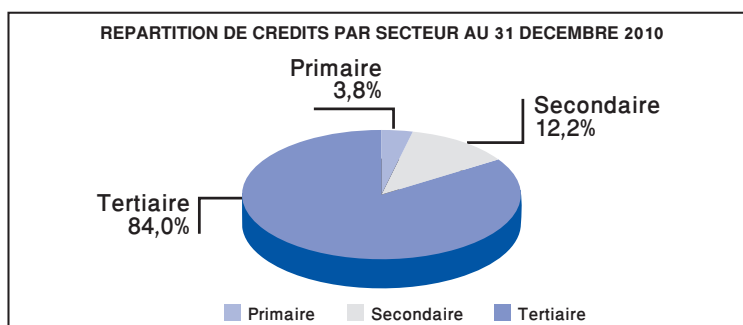
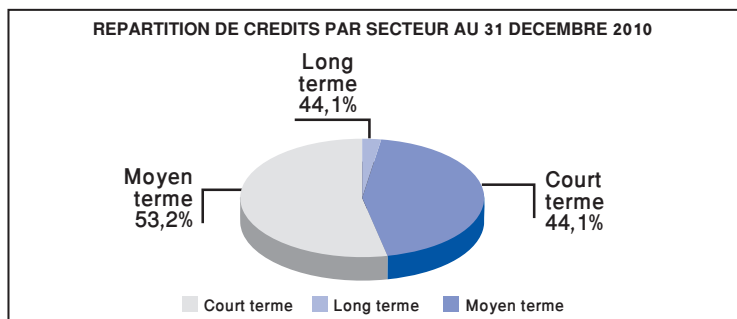
Les crédits octroyés par les banques à l'économie ont progressé de 2,7% à 647,4 milliards de Fcfa. Cette augmentation est consécutive à l'accroissement exponentiel des financements destinés aux entreprises publiques non financières, impliquées dans les travaux de construction des ouvrages et des infrastructures publiques (1,1 milliard de Fcfa en décembre 2009 à 12,6 en 2010) et à ceux octroyés aux Institutions financières non bancaires (12,7% à 59,3 milliards de Fcfa).

III.3.2.3 Le financement de l'économie

De manière générale, le système bancaire a soutenu l'effort de croissance économique enregistré en 2010. Le montant global des crédits à l'économie recensé par la Centrale des risques s'est accru de 2,7% à 647,4 milliards de Fcfa, en rapport avec la chute des financements à long terme (-28,5% à 17,3 milliards de Fcfa).

Les grandeurs macroéconomiques

Répartition des crédits bancaires



Le secteur primaire

Il a absorbé moins de crédits bancaires (3,8%) comparativement aux autres secteurs. Les financements accordés à ce secteur ont régressé de 27,6% à 19,8 milliards de Fcfa. Ce reflux résulte de la baisse des crédits octroyés à l'exploitation forestière qui représente 97% du financement sectoriel. Les crédits à court et à moyen terme se sont chiffrés respectivement à 14,2 et 5,6 milliards de Fcfa ; soit 71,6% et 28,4% de l'encours total. En revanche, sur le long terme, le secteur n'a bénéficié d'aucun financement.

Le secteur secondaire

Ce secteur a engrangé 12,2% de l'ensemble des concours bancaires. Il a reçu 62,9 milliards de Fcfa en 2010, soit une contraction de 8,5% consécutivement à la chute des crédits alloués à l'industrie de transformation (-41,2% à 10,6 milliards de Fcfa). Les crédits à court et à moyen terme se sont situés respectivement à 34,4 et 23,6 milliards de Fcfa ; soit 54,6% et 37,5% de l'encours total. Toutefois, sur le long terme, le financement octroyé a été de 4,9 milliards de Fcfa.

Tableau de bord de l'économie

Le secteur tertiaire

Ce secteur a bénéficié de 84% de l'encours total des crédits. Les ressources qui lui ont été allouées ont fléchi de 6% à 434,2 milliards de Fcfa. Cette situation est consécutive au fléchissement des crédits destinés à la branche services (-11,8%) qui représente 61,5% du financement.

L'analyse par terme montre que les crédits à court et à moyen terme se sont élevés respectivement à 168,6 et 256,6 milliards de Fcfa, soit 38,8% et 59,1%. Sur le long terme, les établissements bancaires ont financé à hauteur de 9 milliards les projets d'investissement privés.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2010, la balance des paiements s'est caractérisée par un solde déficitaire, qui a résulté principalement d'une forte dégradation de la balance des capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Ce compte s'est soldé par un excédent de 608 milliards de Fcfa, en hausse de 20,8% en comparaison à l'année précédente. Cette progression provient d'une amélioration de 34,3%, à 2295,8 milliards de Fcfa, du solde de la balance commerciale, nonobstant les déficits des autres comptes (balances des services et des revenus, transferts sans contrepartie).

III. 4. 1.1 La balance commerciale

L'excédent du solde de la balance commerciale s'est renforcé en 2010. Il a progressé de 34,4% à 2295 milliards de Fcfa, contre 1710 milliards de Fcfa en 2009, eu égard à la forte croissance de la valeur des exportations, à 3653,2 milliards de Fcfa, contre 2796,5 milliards de Fcfa en 2009 (+ 30,6%).

Evolution de la balance commerciale

(En milliards de Fcfa)	2008	2009	2010**	10/09
Exportations (fob)	4352,3	2796,5	3653,2	30,6%
Importations (fob)	1002,8	1086,5	1357,4	24,9%
Balance commerciale	3349,5	1710,0	2295,8	34,3%
Taux de couverture (en %)	434,0	257,4	269,1	

Source : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

** Projections

Les grandeurs macroéconomiques

Les performances des secteurs pétrolier et minier (manganèse) expliquent largement cette évolution. Ainsi, les ventes de pétrole ont cru de 36,3%, à 3160,1 milliards de Fcfa et celles de manganèse de 66,1% à 296,9 milliards de Fcfa.

III.4.1.2 La balance des services

Déficitaire en 2009, la balance des services s'est davantage détériorée en 2010. Cette situation s'explique par l'orientation négative du solde de tous les comptes (Fret et assurances, Autres transports, Autres assurances, Voyages et séjours et, Autres services).

III.4.1.3 La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus (troisième grand poste du compte des opérations courantes) a subi une détérioration significative de son solde en 2010, de l'ordre de 73,5%. La hausse de 89% des rémunérations des capitaux privés, ainsi que la charge accrue des intérêts au titre de la dette extérieure (+ 5,9%) expliquent cette évolution.

III.4.2 La balance des capitaux

Le déficit chronique de ce compte s'est renforcé de 17,1%. Cette orientation très défavorable de la balance des capitaux est imputable à l'évolution du poste « Autres investissements », dont le déficit s'est aggravé (-754,8 milliards de Fcfa contre -464,2 milliards de Fcfa), consécutivement à une sortie massive des capitaux privés à court terme.

III.4.3 La balance globale

En définitive, la balance globale des paiements du Gabon est déficitaire de 156,1 milliards de Fcfa en 2010 contre un solde de - 0,4 milliard de Fcfa en 2009. Son financement est assuré par une diminution d'avoirs officiels de l'autorité monétaire d'un montant équivalent.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de la balance globale

En milliards de Fcfa	2008	2009	2010**	10/09
1. Transactions courantes	1654,5	503,5	608,0	20,8%
A. Biens, Services et Revenus	1759,6	604,4	721,7	19,4%
a. Biens	3349,5	1710,0	2295,8	34,3%
b. Services	-645,5	-636,0	-759,3	19,4%
c. Revenus	-944,4	-469,6	-814,8	+73,5%
B. Transferts sans contreparties	-111,1	-100,8	-113,7	+12,8%
2. Mouvements de Capitaux	-1096	-360,6	-422,2	+17,1%
3. Erreurs et Omissions	-187,7	-143,3	-341,9	--
4. Balance globale	371,1	-0,4	-156,1	--

Source : BEAC

** Projections

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

En 2010, le marché de l'emploi s'est caractérisé par l'accroissement conjugué des effectifs de la fonction publique et des sociétés. Dans ce contexte, la masse salariale du secteur moderne a augmenté. Par ailleurs, les prix ont été contenus dans la norme communautaire de la CEMAC ($\leq 3\%$).

III.5.1 L'emploi

L'emploi global a enregistré une croissance de 6,2% pour se situer à 123 421 agents contre 116 243 en 2009. Cet accroissement s'explique par l'augmentation conjointe des effectifs du secteur public (+6,4%) et des sociétés (+5,8%).

Evolution des effectifs des salariés du secteur moderne

	2008	2009	2010	10/09 (en%)	Poids en 2010
Sociétés	48 068	43 330	45 845	5,8	37%
Parapubliques	9 760	8 587	9 228	7,5	
Privées	38 308	34 743	36 617	5,4	
Secteur public	68 540	72 913	77 576	6,4	63%
Fonction publique	55 520	57 402	62 594	9,0	
MONP	9 130	9 643	9 682	0,4	
Libreville	4 110	4 079	4 093	0,3	
Intérieur	5 020	5 564	5 589	0,4	
Collectivités locales	3 890	5 868	5300	-9,7	
Total général	116 608	116 243	123 421	6,2	100%

Sources : DGELF, DGB

Les grandeurs macroéconomiques

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

Les effectifs du secteur public, recensés en 2010, ont progressé de 6,4% à 77 576 agents. Cette tendance haussière trouve une explication dans l'augmentation de 9,04% du nombre des employés de la fonction publique dans les secteurs suivants : l'administration générale (14,9%), les administrations de l'éducation (10,2%) et les administrations sociales (8,8%). En revanche, les effectifs des collectivités locales ont reculé de 4% à 5300 agents, en raison des départs à la retraite.

Evolution de l'emploi public

DESIGNATION	2008	2009	2010	10/09
Fonction publique	55 520	57 402	62 594	9,0
Pouvoirs publics	15 483	16 102	17 845	10,82
Adm. Générale	6 786	7 253	8 335	14,92
Adm. Economiques	5 082	5 275	5 226	- 0,93
Adm. du Développement	2 738	2 761	2 741	- 0,72
Adm. des Transports	657	739	733	- 0,81
Adm de l'Education	16 564	16 640	18 337	10,20
Adm. Sociales	8 156	8 576	9 335	8,85
Autres	54	56	42	-25,00
MONP	9 130	9 643	9 682	0,40
Libreville	4 110	4 079	4 093	0,34
Intérieur	5 020	5 564	5 589	0,45
Collectivités locales	3 890	5 868	5 300	- 9,68
Total	68 540	72 913	77 576	6,4

Sources : Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale, Direction Générale du Budget

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

L'amélioration des effectifs dans les sociétés provient principalement de l'augmentation de 5,8% des effectifs des sociétés privées, en liaison avec l'accroissement de l'activité des branches telles que : les BTP, l'eau et l'électricité, les transports et les services.

Ces variations résultent notamment de l'évolution des chantiers liés à la CAN 2012. Ainsi, les BTP ont employé 3907 agents contre 3256 en 2009, soit une augmentation de 20,0%. Parallèlement, le poste eau-électricité-raffinage a vu son effectif croître de 15,3%, les transports et télécommunications de 14,7% et les services de 11,5%.

Tableau de bord de l'économie

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

	2008	2009	2010*	10/09 en%	Poids de la branche 2010 en %
Agriculture	2090	2084	2113	1,4	4,6
Pétrole	1833	2337	2447	4,7	5,3
Mines	1484	1477	1492	1,0	3,2
Bois	8858	5188	4328	-16,6	9,4
Industries Agro-alimentaires	2196	3084	3120	1,2	6,8
Autres industries	1625	1817	1820	0,2	4,0
Eau, électricité et raffinage	1928	1963	2263	15,3	4,9
Bâtiment et travaux publics	4340	3256	3907	20,0	8,5
Transports et Télécom	6720	7240	8302	14,7	18,1
Services	11510	8091	9023	11,5	19,7
Commerce	3502	4741	4835	2,0	10,5
Banques et Assurances	1982	2052	2195	7,0	4,8
Total	48 068	43 330	45 845	5,8	100,0

Source : DGELF*estimations

III.5.2 Le chômage

L'Office National de l'Emploi (ONE) a examiné 6242 dossiers de demande d'emploi en 2010 contre 2836 en 2009. Sur l'ensemble des dossiers traités, 51,9% concernent les anciens travailleurs. Cependant, 1480 emplois ont été offerts et seulement 44,9% ont été pourvus, soit 10,6% de demandeurs satisfaits.

Evolution des offres et demandes d'emploi enregistrées à l'ONE

		2009	2010
	Anciens travailleurs	1061	3241
Demandeurs d'emploi	Premiers demandeurs	1775	3001
	Total	2836	6242
Offres d'emploi	Total	668	1480
Embauchés	Embauches directes	469	598
	Embauches suite prestation FIR	51	66
	Total	520	664

Source O.N.E.

III.5.3 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne a progressé de 12,8% et atteint 1244,1 milliards de Fcfa. Cette fluctuation est expliquée à la fois par la progression des salaires des sociétés et par les rémunérations publiques.

Les grandeurs macroéconomiques

III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale des administrations publiques a représenté 6,7% du PIB nominal au cours de la période sous-revue. Initialement établie à 402,1 milliards un an plus tôt, elle a atteint 437,9 milliards de Fcfa en 2010. Cette progression de 8,9% s'explique non seulement par la composante « traitements et salaires », mobilisée à la hausse (6,3%), mais également par les recrutements triennaux des agents au sein des administrations générale et économique. Cette hausse relative de la masse salariale du personnel permanent est atténuée par la mise à la retraite de certains agents.

La masse salariale de la main-d'œuvre non permanente (MONP) a connu une augmentation de 32,5%, passant de 33,9 milliards de Fcfa à 44,9 milliards de Fcfa, à fin décembre 2010. Cette évolution tire son origine des efforts consentis par le Gouvernement pour mettre en application le Revenu Minimum Mensuel (RMM) à 150.000 Fcfa par agent. La masse salariale des collectivités locales a progressé de 13,8% pour s'établir à 25,5 milliards de Fcfa. Cette variation est induite par la prise en compte de la cotisation CNSS et le réajustement des salaires dans sept (7) collectivités locales portés au montant du SMIG.

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

En milliard de Fcfa	2008	2009	2010	10/09 (en%)
Sociétés	659,8	705,1	806,23	14,3
Privés	541,2	583,9	684,03	17,2
Parapubliques	118,6	121,2	122,2	0,83
Administrations	320,8	402,1	437,9	8,9
Fonction Publique	282,4	345,8	367,542	6,3
MONP	23,5	33,9	44,906	32,5
Collectivités locales	14,9	22,4	25,5	13,83
Total général	980,6	1108	1244,1	12,82

Sources : DGELF, DGB

III.5.3.1 La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur productif a été relevé de 14,2%, passant de 705,9 milliards de Fcfa en 2009 à 806,23 milliards de Fcfa en 2010. Cette tendance a été fortement influencée par la progression (+17,2%) de la masse salariale des sociétés privées, tandis que les salaires versés dans les sociétés parapubliques ont très peu varié (+ 0,82%). L'amélioration de l'activité dans la quasi-totalité des branches de la sphère non pétrolière, notamment dans le tertiaire, avec les Banques, le Commerce général structuré, ainsi que le BTP dans sa globalité, ont contribué à la hausse de la masse salariale des entreprises privées.

Tableau de bord de l'économie

III.5.4 Les prix

A fin décembre 2010, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en République Gabonaise a progressé de 1,5% en moyenne annuelle. Il a perdu 0,4 point par rapport au taux observé en 2009. En glissement, il a cru de 0,7% de décembre 2009 à décembre 2010.

Cette maîtrise des prix à la consommation à un niveau inférieur aux prévisions initiales, s'explique principalement par une baisse des prix des communications (-8,7%), des « meubles, articles de ménages, entretien de maison » (-3,3%), ainsi que ceux « des biens et services divers » (-2,9%), en dépit de la progression des prix de boissons alcoolisées et tabac (11%), des produits alimentaires (4,4%) et de l'enseignement (6,4%).

Evolution des prix à la consommation des ménages

Regroupement	Pondération	2008	2009	2010	Moyenne 10/09 (%)	Glissement Déc.10/09 (%)
INDICE GLOBAL	10000	113,0	115,2	116,9	1,5	0,7
Produits alim & boissons non...	3291	111,5	115,6	120,6	4,4	6,3
Pains et céréales	673	110,6	114,3	116,6	2,0	6,3
Viandes	720	109,4	115,4	116,9	1,3	0,9
Poissons et fruits de mer	446	122,9	127,6	138,9	8,8	19,7
Lait, fromage et œufs	243	116,1	111,5	111,0	-0,4	-0,1
Huiles et graisses	183	113,8	119,2	113,3	-4,9	-10,0
Légumes et tubercules	534	112,3	117,0	126,3	8,0	14,3
Boissons alcoolisées et tabac	185	100,9	102,7	114,1	11,1	1,1
Articles d'habillement & chaussures	794	103,9	101,7	99,7	-1,9	-4,9
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	121,3	126,3	126,8	0,5	0,2
Meubles, articles de ménages,...	561	111,3	110,5	106,9	-3,3	-4,6
Santé	357	112,4	115,9	116,7	0,7	6,7
Transports	990	119,2	111,7	113,0	1,1	-0,9
Communications	355	141,5	147,8	135,0	-8,7	-14,9
Loisirs et cultures	503	96,9	98,6	100,3	1,7	-3,2
Enseignement	170	98,1	100,8	107,3	6,4	-0,3
Restaurants et hôtels	466	105,3	107,7	112,7	4,6	-0,1
Biens et services divers	275	101,9	105,9	102,8	-2,9	-5,6

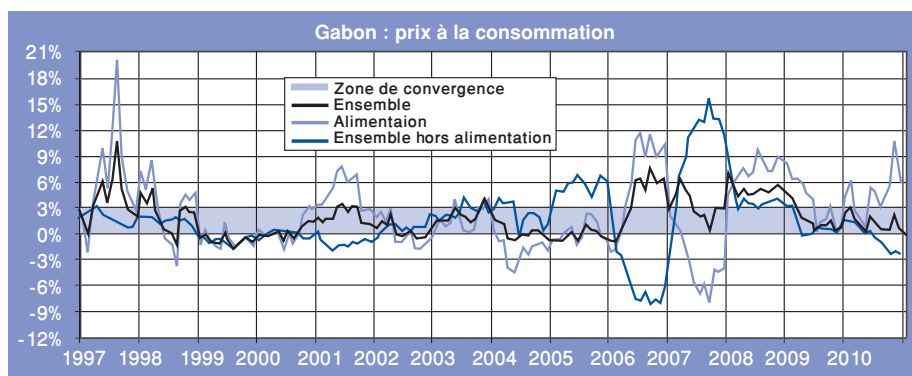
Sources: DGSEE, DGELF

Les grandeurs macroéconomiques

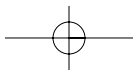
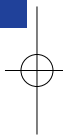
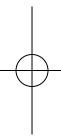
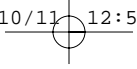
Plusieurs facteurs expliquent l'évolution de l'indice des prix à la consommation :

- le recul des coûts des communications, consécutif à la baisse des prix à la minute, en relation avec la concurrence dans le secteur ;
- l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et tabac (+11,1%), en raison du relèvement des prix de la production industrielle par la SOBRAGA ;
- la hausse des prix des produits alimentaires, due au relèvement des prix des poissons et autres produits frais de la pêche (+7,2%), consécutivement à la décision gouvernementale d'interdire la pêche sur la côte de l'estuaire (Libreville et Owendo) ;
- la hausse des prix de la fonction enseignement s'explique par le relèvement des prix des services de l'enseignement.

En définitive, pour la deuxième année consécutive, les prix à la consommation au Gabon sont contenus dans la norme communautaire de la CEMAC (<3%), comme l'indique le graphique ci-dessous.



Sources: DGSEE et DGELF



4

La politique économique du gouvernement en 2010

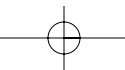
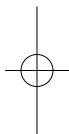
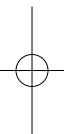
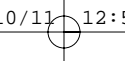


Tableau de bord de l'économie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2010

L'objectif majeur de politique économique du gouvernement en 2010 a été de concilier la politique budgétaire et fiscale visant la correction des déséquilibres macroéconomiques avec les mesures sociales permettant de répondre aux exigences et aux aspirations des populations.

IV.1 La politique budgétaire

Dans le souci de placer la politique budgétaire sur une trajectoire soutenable qui passe par la réalisation d'un objectif de déficit primaire de 6% du PIB hors pétrole à l'horizon 2011, le gouvernement de la république a opté pour des actions conjuguées sur les recettes et les dépenses ainsi que sur la préparation, la présentation et l'exécution du budget.

L'optimisation des recettes

En matière des recettes, le Gouvernement devait mettre l'accent sur le recouvrement des recettes hors pétrole. Pour ce faire, il a décidé de l'extension de la base taxable avec l'intégration dans l'assiette de l'impôt des PME et du secteur informel, l'intensification de la lutte contre la fraude fiscale, la suppression des régimes fiscaux spéciaux et des exonérations d'impôt, le renforcement de la fiscalité foncière et l'application du principe de l'unicité de caisse. Par ailleurs, il était prévu une révision du barème de l'IRPP et du seuil d'imposition à la taxe complémentaire sur les traitements et salaires.

La maîtrise des dépenses

Il s'agissait pour le gouvernement de contenir les dépenses courantes de l'administration et prioriser les dépenses de développement. A cet effet, il était nécessaire de consacrer 40% du budget général aux dépenses d'investissement financées par des économies internes réalisées au niveau du fonctionnement. Dans cette optique, des mesures de rationalisation des dépenses publiques et du train de vie de l'Etat ont été prises. Elles ont concerné le resserrement du nombre de portefeuilles ministériels qui passe de quarante-neuf à trente, les suppressions de Ministre d'Etat et de Ministre à titre personnel, du cabinet privé du président de la république, etc.

La gestion de la dette

Pour cette année, le gouvernement a continué avec sa politique d'endettement prudente amorcée depuis 2009.

Les emprunts extérieurs sollicités ont majoritairement été affectés aux secteurs structurants et à ceux ayant un fort impact dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tableau de bord de l'économie

IV.2 Les mesures structurelles

Ces mesures concernent les secteurs public, parapublic, privé et le développement des instruments de financement.

Au titre de la redynamisation des entreprises publiques et parapubliques, les premières mesures prises pour rendre dynamique ces structures ont porté sur le plafonnement des rémunérations et autres avantages pécuniaires versés aux dirigeants des sociétés d'Etat, d'économies mixtes et des établissements publics et parapublics.

Pour ce qui est du développement du secteur privé, le Gouvernement a œuvré pour l'amélioration de la productivité des facteurs de production et de l'environnement des affaires afin d'améliorer la compétitivité des secteurs jugés porteurs (industries du bois, l'agriculture et l'élevage, l'environnement et l'écotourisme, le pétrole et le gaz, les mines, la santé, les pôles éducatifs d'excellence, etc.).

IV.3 La politique sociale

Soucieux des préoccupations des populations, le gouvernement a mis l'accent sur l'habitat, l'éducation, la santé, les affaires sociales ainsi que l'augmentation des capacités de desserte d'eau et d'électricité.

L'habitat

Dans sa détermination à résoudre le problème de l'habitat et du logement, le gouvernement compte construire 5000 logements sociaux par an. En effet, des préalables sont mis en place afin que le plus grand nombre accède à la propriété. Ainsi, les populations ont souscrit aux différents contrats de propriété dont la mensualité s'élève à 40 000 Fcfa déductibles dès l'occupation du logement.

L'éducation

Le système éducatif connaît de nombreux dysfonctionnements, tant au plan institutionnel qu'à celui des résultats scolaires et académiques, malgré un taux d'alphabétisation élevé. A cet effet, les objectifs stratégiques de la politique de l'éducation ont été de :

- d'éradiquer le phénomène des effectifs pléthoriques ;
- d'améliorer la gouvernance des établissements scolaires et universitaires ;
- de lutter contre les déperditions scolaires ;
- d'améliorer la qualité des enseignements ;

La politique économique du gouvernement en 2010

- d'améliorer l'adéquation formation/emploi ;
- de définir les thématiques de recherche en rapport avec l'émergence économique ;
- d'améliorer les conditions de vie et de travail des apprenants.

La santé

Le gouvernement prône un meilleur accès aux soins de santé pour l'ensemble des populations quelque soit le niveau social. Pour ce faire, une opération de grande envergure a été entreprise. Elle a porté à la fois sur la formation du personnel soignant et sur la rénovation des équipements et des bâtiments des structures de santé publique. A cet effet, la restructuration du Centre Hospitalier de Libreville est entreprise.

Par ailleurs, le gouvernement poursuit les travaux de construction du Centre de Cancérologie d'Angondjé.

Enfin, en matière de politique de prévention, le gouvernement a introduit un nouveau vaccin appelé « pentavalent » qui est une association de cinq valences en un vaccin (tétanos, diphtérie, coqueluche, hépatite B, méningite à hémophilus influenza B).

Les affaires sociales

Pour ce volet, l'accent a été mis sur l'accélération de la mise en place des prestations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS).

L'eau et l'électricité

Le problème de l'alimentation en eau et en électricité se pose aussi bien en milieu urbain que rural. Le manque de points d'alimentation du fait des constructions anarchiques dans plusieurs quartiers rend difficile la progression des installations de la SEEG. Afin de pallier ces difficultés dans l'immédiat, le gouvernement a décidé de :

- doter les quartiers enclavés de pompes hydrauliques ;
- corriger la faiblesse des capacités de production et de distribution en eau et en électricité ;
- mettre en place une Agence de Régulation du secteur de l'eau et de l'électricité.

Par ailleurs, l'exécutif a poursuivi l'opération de gratuité d'eau et d'électricité au profit des familles économiquement faibles.

Tableau de bord de l'économie

IV.4 Les politiques sectorielles

Afin de diversifier la base productive, l'accent a été mis dans les secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre comme l'agriculture, le tourisme, les infrastructures routières et portuaires, dans l'optique de ramener le taux de chômage d'environ 20% à 5% à moyen terme.

Agriculture

Pour ce qui est du domaine agricole, le développement de ce secteur passe par :

- la promotion des petites exploitations individuelles ou familiales ;
- la promotion des cultures industrielles de type cacao, café et hévéa ainsi que des cultures vivrières pour le marché local ;
- la mise en place du Fonds National de Développement Agricole et Rural (FONADAR) pour le financement de cette politique.

Tourisme

Au plan touristique, le Gouvernement s'est attelé à :

- la mise en valeur du réseau des 13 parcs nationaux ;
- la mise en place d'un cadre institutionnel, juridique et réglementaire attractif pour les investisseurs touristiques ;
- la création des circuits touristiques intégrés ;
- la poursuite de la formation des éco-gardes.

Infrastructures

Au titre d'infrastructures routières, le Gouvernement a poursuivi son programme d'aménagement routier qui prévoyait le bitumage de 2000 km de routes supplémentaires à l'horizon 2015. En plus des fonds propres, la route a bénéficié des financements extérieurs, notamment de la BAD, l'AFD et de la BID.

Au plan portuaire, les pouvoirs publics ont poursuivi la construction du port fluvial multimodal à Lambaréné et le bouclage de la couverture nationale du balisage maritime et fluvial.

IV.5 La politique monétaire

A fin décembre 2010, la politique monétaire de la BEAC est marquée par le maintien de l'objectif de refinancement des banques, la réduction des principaux taux directeurs et la stabilité de la politique des réserves obligatoires.

La politique économique du gouvernement en 2010

Refinancement bancaire

En raison du niveau confortable de leur trésorerie, les banques n'ont pas soumis aux appels d'offres positifs. Ainsi, l'objectif de refinancement est resté fixé à 2 milliards de Fcfa. Cependant, la politique de refinancement de la BEAC a consisté à réduire l'excès de liquidité bancaire en pratiquant des taux d'intérêt sur placement moins rémunérateurs.

Politique des taux d'intérêt

Au plan sous régional, les perspectives macroéconomiques à moyen terme pour 2011-2013, laissent entrevoir une hausse de l'activité de l'ordre de 4,8%¹. Toutefois dans un contexte d'atténuation des tensions inflationnistes et d'incitation au recyclage des excédents de liquidité dans l'économie réelle, le Comité de Politique Monétaire de la BEAC a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 4,00% ;
- Taux des Prises en Pension : 5,75% ;
- Taux Créditeur Minimum : 3,25% ;
- Taux Débiteur Maximum : supprimé.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été fixés comme suit :

- Placement à 7 jours : 0,60% ;
- Placement à 28 jours : 0,60%+1/16 de point ;
- Placement à 84 jours : 0,60%+2/16 de point ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0) : 1,25% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : 1,05% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2) : 0,85%.

Réserves obligatoires

En glissement annuel, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés stables. Ainsi, ces principaux coefficients se sont présentés comme suit :

- coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

¹ Statistiques du Comité de Politique Monétaire de juillet 2010

Tableau de bord de l'économie

Marché monétaire

Le marché monétaire a pour but le soutien de l'activité des institutions financières éligibles confrontées au besoin de financement. En 2010², l'objectif de refinancement du Gabon est resté inchangé à 2 milliards de Fcfa. Ainsi, l'activité du marché monétaire a été caractérisée par :

- une stagnation des concours de la BEAC au système bancaire ;
- un recul du volume des ponctions de liquidités ;
- une hausse des transactions interbancaires.

Par ailleurs, les taux appliqués aux opérations d'injection et de ponction de liquidités ainsi que ceux relatifs à la rémunération des dépôts publics, réaménagés par le Comité de Politique Monétaire du 23 juillet 2010, sont restés inchangés au cours de la période sous revue.

Interventions de la Banque Centrale

1. Injections de liquidité (appels d'offres positifs)

Le Guichet A

Selon les principes généraux de fonctionnement du marché monétaire, le guichet A ou canal principal est la sphère du marché monétaire où sont traitées toutes les opérations d'injections de liquidités (opérations sur crédits à court terme et opérations sur crédits à moyen terme révocables), ainsi que les opérations de reprise de liquidités. Ces interventions se font sous forme d'opérations sur appel d'offres à l'initiative de la Banque Centrale et des prises en pension de 2 à 7 jours à l'initiative des établissements de crédit.

En 2010, les banques n'ont pas soumissionné aux appels d'offres positifs en raison du niveau confortable de leur trésorerie.

Le Guichet B

Le guichet B ou canal spécial a été institué pour tenir compte des crédits à moyen terme irrévocables (anciens et nouveaux) et des avances assimilées. En 2010, aucune banque n'a sollicité des avances sur ce guichet.

² Statistiques du marché monétaire de novembre 2010 (bulletin du marché monétaire de décembre 2010 n'étant pas encore disponible).

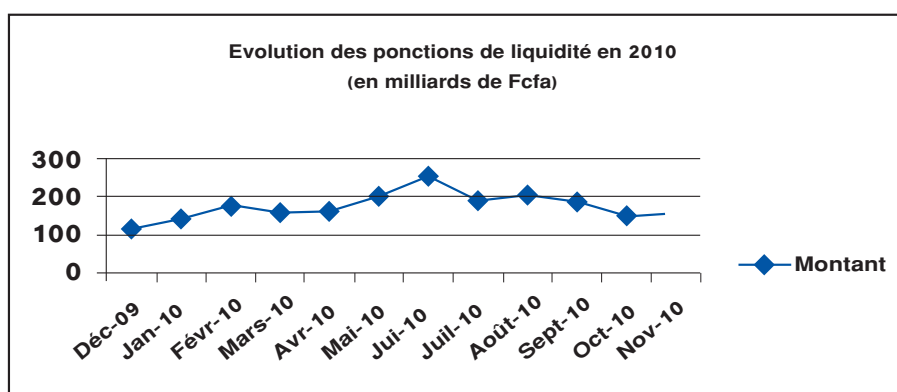
La politique économique du gouvernement en 2010

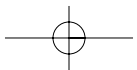
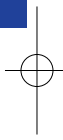
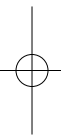
2. Ponctions de liquidités

Les ponctions de liquidités opérées à travers le mécanisme d'appels d'offres négatifs ont régressé de 7,1% à 154 milliards en 2010.

Le compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire n'a enregistré aucune transaction au cours de la période sous revue, en raison de l'excédent de trésorerie des banques.







5

Les perspectives 2011-2012

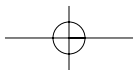
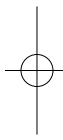
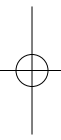


Tableau de bord de l'économie

V.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2011-2012

V.1.1 la situation internationale

L'économie mondiale connaîtrait une phase de ralentissement du fait d'une faible reprise dans les pays développés et d'une forte augmentation de l'incertitude budgétaire et financière. Les déséquilibres entre les différents pôles économiques persisteraient. En effet, la contribution des pays avancés à la création de richesses serait de 1,6% en 2011 et 2% en 2012 tandis que celle des pays émergents et en développement se chiffrerait à 6,4% et 6,1%. Ainsi, la croissance du PIB mondial serait de 4,0% en 2011 et 2012.

Cette conjoncture serait marquée par le maintien à des niveaux élevés des prix des matières premières, en particulier le pétrole, compte tenu des tensions géopolitiques. Cette évolution de l'économie mondiale se signifierait également par le ralentissement du volume du commerce mondial à 7,1% contre 12% en 2010.

La situation économique devrait autoriser les Banques centrales de nombreux pays développés à continuer à appliquer une politique monétaire accommodante, en dépit d'un début de resserrement aux Etats-Unis et dans la Zone Euro.

L'année 2011, serait marquée par des taux de chômage relativement importants.

V.1.1.1 l'activité économique

Aux Etats-Unis, le PIB se situerait à 1,5% en 2011, en partie en raison de la désorganisation de la production au Japon

Le PIB du Japon baisserait de 0,5% du fait du fléchissement de ses exportations dû à l'appréciation du yen et à l'atonie de sa demande extérieure, ainsi que des conséquences des catastrophes naturelles.

L'économie allemande enregistrerait un PIB de 2,3% en relation avec le soutien de ses exportations et un retour de la consommation des ménages.

Le PIB chinois devrait atteindre 9,5% en raison de la baisse de ses exportations. Quant à l'Inde, son PIB baisserait à 8,4%.

Profitant de la flambée des prix des produits de base, l'Amérique latine afficherait une croissance de 4,3% en 2011. Ainsi, le Brésil et le Mexique évolueraient respectivement de 4,5% et de 4,3%.

Les pays subsahariens bénéficieraient de la hausse des prix du pétrole et verraient leur PIB croître à 5,5%. Le PIB sud africain augmenterait de 3,4%.

Tableau de bord de l'économie

V.1.1.2 l'inflation

En 2011, l'évolution de l'inflation devrait varier selon les zones économiques et les pays à cause de la flambée du prix du pétrole.

Après avoir affiché un pic de 3,2% en avril, l'inflation aux Etats-Unis oscillerait en moyenne entre 2,1% et 2,8% en 2011.

La Banque Centrale Européenne (BCE) table sur une hausse des prix à la consommation de 2,3% dans la zone euro.

L'indice des prix à la consommation en Chine devrait se situer au-dessus des 5%.

V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

Le redressement de l'activité économique mondiale devrait avoir un impact positif sur l'évolution des prix des matières premières en 2011. En effet, la fermeté des cours des produits de base serait soutenue par la demande vigoureuse des économies émergentes, en particulier la Chine, ainsi qu'une reprise de l'activité dans les pays avancés.

V.1.2.1 Le pétrole

En 2011, les turbulences dans le monde arabe (guerre civile en Libye, nouveaux attentats en Irak, élections au Nigéria et soulèvements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord) devraient maintenir une prime de risque géopolitique significative sur les prix du pétrole au cours des prochains trimestres. Les marchés pétroliers seraient également marqués par l'accroissement de la demande mondiale de pétrole pour atteindre 89,1 millions de barils par jour, résultant principalement de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine. Dans ce contexte, le prix du pétrole brut se situerait entre 90 et 110 dollars le baril pour le Brent contre 79 dollars en 2010.

V.1.2.2 Les oléagineux

La production mondiale de grains oléagineux s'établirait à 292 millions de tonnes pour la campagne 2010/2011 contre 325 millions de tonnes pour 2009/2010. Cette contraction de la production résulterait des conditions climatiques défavorables en Chine et au Canada. En conséquence, les cours des oléagineux en 2011 progresseraient de 8%, se fixant à 1100 USD la tonne pour l'huile de soja et 1075 USD la tonne pour l'huile de palme.

V.1.2.3 Le caoutchouc

En 2011, les cours du caoutchouc naturel (qualité SMR20) progresseraient à plus de 10 ringitt/kg à la faveur de la vigueur de la demande de l'industrie automobile chinoise et indienne dans un contexte de déficit du marché. En effet, la demande devrait croître de 3,9% pour atteindre 11 millions de tonnes face à une production attendue à 10,8 millions de tonnes. Elle serait consécutive aux fortes pluies provoquées par la Niña (phénomène climatique) dans le Sud-est asiatique et la période d'hivernage dans l'ensemble des pays producteurs.

V.1.2.4 Le café

Le marché serait nerveux car les stocks sont historiquement bas et la production de la campagne caféière 2010/2011 (134 millions de sacs) serait inférieure d'un million de tonnes à la consommation. Dans ces conditions, le prix moyen de l'ensemble des variétés pourrait s'établir à 151 cents la livre.

V.1.2.5 Le cacao

En 2011, l'excédent mondial de cacao serait de 187 000 tonnes (contre un déficit de 89.000 tonnes en 2009-2010). Face à une demande qui pourrait croître de 3%, la production mondiale de cacao est prévue à 4,025 millions de tonnes (Mt) dont plus de 1,3 Mt pour la Côte-d'Ivoire et de 960 000 tonnes pour le Ghana, soutenue par des conditions météorologiques exceptionnelles et des bonnes récoltes en Indonésie et en Equateur. Dans ce contexte, les cours du cacao se stabiliseraient sur le marché international autour de 3 000 dollars la tonne.

V.1.2.6 Le sucre

Le marché mondial du sucre devrait connaître un quasi équilibre entre offre et demande en 2011 ; l'excédent n'étant plus que de 100 000 tonnes (contre 1,2 million de tonnes) pour la campagne 2010/2011. Le marché mondial devrait ainsi rester tendu au moins jusqu'au début de la campagne 2011/2012, car les stocks mondiaux de sucre, au plus bas depuis 20 ans, ne devraient pas se reconstituer cette année. Dans ce contexte, les tensions sur les approvisionnements face à une demande robuste pourraient à nouveau faire monter les cours du sucre qui se situeraient autour de 23 cents la livre.

V.1.2.7 L'or

En 2011, il est prévu une fermeté des cours de l'or. Cette hausse reflèterait l'inquiétude des investisseurs face à la multiplication des crises (tsunami et problèmes

Tableau de bord de l'économie

du nucléaire au Japon, soulèvements des populations au Moyen-Orient et intervention militaire des occidentaux en Libye). Dans ce contexte, le prix moyen de l'once dépasserait 1 350 dollars.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

L'amélioration des techniques de production dans les vieux champs permettrait de stabiliser le niveau de la production. Ainsi, elle se situerait à 12,512 millions de tonnes contre 12,431 millions de tonnes en 2010.

Les estimations du prix moyen du brut gabonais sont de 100,92 dollars le baril, soit une hausse de 30,5% tandis que le taux de change du dollar américain par rapport au Fcfa se déprécierait de 6,1% pour se fixer à 465,4 Fcfa.

V.2.1.2 Le manganèse

L'année 2011 s'annonce meilleure en prévision d'une hausse de la demande mondiale d'acier, notamment dans les pays émergents. Dans cette perspective et suite à la mise en exploitation du gisement de Ndjolé par les chinois, la production nationale de manganèse pourrait s'établir à 4 millions de tonnes de minerai, dont 3,750 millions de tonnes pour Comilog.

Dans ce contexte, la tonne de manganèse s'échangerait à 294,1 dollars US contre 288,9 dollars en 2010, soit une progression de 1,8%.

En matière d'investissements, les travaux de réalisation du Complexe Métallurgique de Moanda, d'un coût total d'environ 135 milliards de Fcfa, seront exécutés jusqu'à leur terme en 2013. Ce complexe, constitué de deux usines : l'usine pyro-métallurgique et l'usine hydro-métallurgique, produirait annuellement 65 000 tonnes de silico-manganèse et 20 000 tonnes de manganèse-métal.

Par ailleurs, l'exploitation des gisements de manganèse de Franceville par la société Broken Hill Propriety Company (BHPC) pourrait démarrer vers 2012-2013.

V.2.1.3 Cultures de rente

En 2011, la production de caoutchouc devrait augmenter grâce à l'utilisation d'une nouvelle technique de saignée des hévéas appelée « Rim flow » (injection d'un gaz sur l'hévéa pour stimuler la production de sève).

Les perspectives 2011-2012

Par ailleurs, en raison des efforts consentis par la Caistab pour réhabiliter et créer des plantations, les productions de cacao et de café connaîtraient de fortes améliorations en 2011 et 2012. Ainsi, la production de cacao devrait s'établir à 282,1 et 682,2 tonnes en 2011 et 2012 et celle de café à 130,65 et 255 tonnes sur la même période.

V.2.1.4 Agro-industries

La SMAG connaîtrait une hausse significative de son activité avicole, notamment avec la mise en exploitation d'une unité de production de poussins qui mettra fin à leur importation. De même, la mise en service de nouveaux silos au niveau de l'usine permettrait d'améliorer la production meunière.

Suite à l'acquisition de deux nouvelles lignes de production à Libreville, la Sobraga compte raffermir son activité en 2011 en constituant des stocks afin de satisfaire la demande soutenue relative à la CAN 2012.

La société sucrière se fixe l'objectif de produire 26 600 tonnes de sucre granulé de 50 kg en 2011 pour un chiffre d'affaires de 16,620 milliards de Fcfa. Au niveau des investissements, une enveloppe de 4,094 milliards de Fcfa est prévue et concernera l'achat d'engins de la plantation (coupeuses, tracteurs agricoles, camions, pelleteuses) et de la réparation de la chaudière (1,364 milliard de Fcfa).

V.2.1.5 L'énergie

La SEEG envisage consolider ses performances en 2011 sous l'impulsion des efforts d'amélioration de l'outil de production et de renforcement du réseau de distribution électrique et de desserte en eau. Ainsi, les productions d'électricité et d'eau augmenteraient de 5,2% à 1 843 GWh et de 4,6% à 85,6 millions de m³. Parallèlement, les ventes d'électricité et d'eau se situeraient à 1 470 GWh et 66,6 millions de m³ soit des hausses respectives de 5,8% et 6,7%, tirées par la conjoncture favorable dans les BTP, les mines et l'industrie du bois.

En termes d'investissements, la société consacrerait 47,771 milliards de Fcfa essentiellement pour les équipements techniques.

V.2.1.6 Le raffinage

Pour des raisons essentiellement d'arrimage aux standards internationaux en matière de qualité de gasoil et de valorisation du fond de baril, la raffinerie passera au traitement du brut Rabi au lieu du brut Mandji. La production avoi-

Tableau de bord de l'économie

sinerait 900 000 tonnes métriques, soit un recul d'environ 3%, en raison d'un arrêt technique programmé pour une durée d'un mois et demi. Le coût de cet arrêt (frais de maintenance) serait estimé à 7 milliards de Fcfa.

V.2.1.7 La seconde transformation des métaux

En prévision de la construction des logements, de la poursuite des travaux de la CAN, du barrage de Poubara et de la réhabilitation des routes, la production et le chiffre d'affaires de la cimenterie connaîtraient une amélioration en 2011 et 2012. En matière d'investissements, l'installation d'un troisième broyeur et la réhabilitation complète de l'usine de Ntoum, couplées à la construction d'un nouveau magasin de mécanique, nécessiteraient un montant de 32 milliards de Fcfa.

V.2.1.8 L'industrie textile

Le développement de l'activité sérigraphique et la reprise des exportations vers les Etats de la CEMAC devraient dynamiser l'activité de l'industrie textile de l'ordre de 5% en 2011.

V.2.1.9 Les BTP

L'année 2011 sera marquée par la livraison de nombreux chantiers liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football. Ce qui aura donc pour effet de stimuler l'activité du BTP. Ainsi, la production se chiffrerait à 271 milliards de Fcfa, soit une augmentation de 55%.

V.2.1.10 Les Télécommunications

L'intensification de la desserte en réseau mobile, l'amélioration du réseau et la fourniture des produits à forte valeur ajoutée permettraient de renforcer les performances enregistrées par les opérateurs de la téléphonie mobile. Dans ce contexte, le nombre d'abonnement au téléphone et le chiffre d'affaires connaîtraient des améliorations notables en 2011.

V.2.1.11 Hôtellerie

Le secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs se caractériserait par une importante activité en 2011, soutenue par l'intensification du tourisme d'affaires et les nombreux chantiers sur l'ensemble du territoire. De ce fait, le chiffre d'affaires pourrait atteindre 17,5 milliards de Fcfa, soit une hausse de l'ordre de 9% par rapport à 2010.

V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2011

V. 2.2.1 Les principales hypothèses

Dans un environnement de consolidation de la reprise de l'activité économique mondiale amorcée en 2010, le rythme de croissance serait moins rapide en 2011. Cette dynamique observée au niveau international a des incidences au niveau national.

Dans ce contexte, les cours mondiaux des matières premières, notamment énergétiques, demeureraient fermes et la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles dans le cadre de la nouvelle politique du Gouvernement, visant une croissance forte et durable renforcerait le rythme de croissance de l'économie gabonaise.

Ainsi, en 2011, le prix du baril de pétrole gabonais et celui du manganèse progresserait respectivement de 30,5% à 100,9 dollars US et de 1,8% à 294,1 dollars la tonne. Toutefois, en raison du vieillissement des champs et malgré un prix rémunérateur, la production pétrolière se stabiliserait à 12 512,5 millions de tonnes. Parallèlement, le taux de change du dollar en Fcfa se déprécierait de 6,1%.

Sous ces hypothèses, l'économie gabonaise poursuivrait son expansion en 2011, mais à un rythme moins important qu'en 2010.

Tableau des principales hypothèses

	2010	2011	11/10 (%)
Production pétrolière (milliers de tonnes)	12 431,4	12 512,5	0,7%
Exportations de manganèse (milliers de tonnes)	3 198,3	4 250,0	32,9%
Exportations de grumes (milliers de mètres cubes)	600,4	-	-
Prix du baril de pétrole (en dollars US)	77,3	100,9	30,5%
Taux de change du dollar (en Fcfa)	495,4	465,4	-6,1%
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	288,9	294,1	1,8%

Source : DGELF

V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2011

L'économie gabonaise maintiendrait un rythme de croissance soutenu. Le produit intérieur brut réel progresserait de 5,0%, en raison du dynamisme du secteur hors pétrole (+6,0%) malgré la quasi-stabilité de la production pétrolière (+0,7%).

L'examen de la croissance prévisionnelle montre une évolution quasi-identique des trois secteurs d'activité. En effet, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire enregistreraient, en terme réel, une croissance respectivement de 3,6% ; 5,7% et 5,2%.

Tableau de bord de l'économie

La croissance de l'activité du secteur primaire proviendrait essentiellement de la branche minière (+25,1%), en liaison avec le maintien de l'activité de Comilog et la mise en exploitation du site minéralier de Ndjolé en cours d'année 2011. De même, l'exploitation forestière, qui renouerait avec la croissance (+14,3%), contribuerait également à la bonne tenue de l'activité de ce secteur. Le secteur secondaire enregistrerait une dynamique moins rapide qu'en 2010. Il s'agit d'un ralentissement qui s'expliquerait essentiellement par le repli de l'activité de la branche raffinerie (-2,2%), imputable à l'arrêt technique prévisionnel de l'activité de SOGARA au cours de l'année. Cependant, la branche électricité et eau, en progression de 1,9 point par rapport à 2010, connaîtrait un niveau de croissance jamais atteint depuis près de 10 ans.

Par ailleurs, l'activité du secteur tertiaire serait en hausse de 5,2%, une évolution consécutive à la bonne tenue de la totalité de ses branches, en liaison avec la fermeté de la demande.

Prévisions du PIB en volume par secteur aux prix de 1991

(En milliards de Fcfa)	2010	2011	11/10 en %
Produit intérieur brut	2118,6	2225,2	5,0
PIB marchand	1806,8	1893,7	4,8
Secteur primaire	577,7	598,4	3,6
Agriculture, élevage, pêche	138,3	144,1	4,2
Exploitation forestière	14,5	16,6	14,3
Pétrole brut	383,9	386,5	0,7
Mines	41,0	51,3	25,1
Secteur secondaire	401,0	423,9	5,7
Industries agro- al, boissons	65,8	69,7	6,0
Industrie du bois	15,6	17,5	12,2
Autres industries	69,9	72,5	3,7
Raffinage	63,2	61,8	-2,2
Electricité, Eau	74,1	81,9	10,5
BTP	79,5	85,4	7,4
Services pétroliers	33,0	35,1	6,4
Secteur tertiaire	828,0	871,5	5,2
Transports & Communication	154,1	161,1	4,5
Services	378,5	399,2	5,5
Commerce	148,8	156,1	4,9
DTI et TVA	117,2	124,2	6,0
Banques et assurances	29,4	30,9	5,0
Services non marchands	311,8	331,4	6,3

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale

Les perspectives 2011-2012

V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2011

L'analyse par la demande du PIB ferait ressortir un relèvement de la consommation finale (42,7% du PIB nominal en 2011) et un accroissement de l'investissement global, notamment l'investissement public (+22%). Par ailleurs, les exportations augmenteraient de 4,9%.

V.2.2.4 Les prévisions du budget

Le redressement de l'activité économique mondiale aurait un impact positif sur l'évolution des prix des matières premières en 2011.

Les recettes budgétaires s'évalueraient à 2220,9 milliards en 2011 contre 1838,7 milliards de Fcfa en 2010. Elles seraient en hausse de 20,8%. Les recettes propres représenteraient 28,9% du Produit Intérieur Brut en valeur (PIB) contre 28% en 2010.

Sous l'effet du relèvement du prix du brut gabonais sur le marché international (30,5%), les recettes pétrolières enregistreraient une hausse de 31,8%.

Prévisions des recettes budgétaires

(En milliards de Fcfa)	2010	2011	11/10 en%
Recettes pétrolières	990,4	1 305,4	31,8
Recettes hors pétrole	848,3	915,5	7,9
Total des ressources	1838,7	2220,9	20,8

Source : DGB

En 2011, les dépenses publiques progresseraient de 7,4%. Elles couvriraient majoritairement les traitements et salaires, les transferts et subventions ainsi que les Prêts Nets et Avances.

Tableau prévisionnel des dépenses budgétaires

(En milliards de Fcfa)	2010	2011	11/10 en %
Fonctionnement	983,6	962,9	-2,1
Salaires et Traitements	412,4	463	12,3
Biens et Services	239	240,7	0,7
Transferts et Subventions	235,4	259,2	10,1
Intérêts sur la dette	96,8	-	-
Investissement	732,2	687	- 6,2
Prêts Nets et Avances	122,1	324,6	165,8
Total des dépenses	1838	1974,5	7,4

Source: TOFE, LFI 2011

Tableau de bord de l'économie

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement prévues en 2011 se situeraient à 962,9 milliards de Fcfa, en repli de 2,1%.

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement enregistreraient également un recul de 6,2%, pour s'établir à 687 milliards de fcfa en décembre 2011.

La dette

Le service prévisionnel de la dette publique (DGCP) reculerait de 36% environ. Il se situerait à 323,9 milliards de Fcfa en décembre 2011 contre 505,3 milliards en 2010 à la même date.

Cette évolution proviendrait principalement du déclin prévu sur le service de la dette intérieure (-64,0%), dû essentiellement à la baisse attendue du service du principal de cette dette, qui diminue de 160 milliards de Fcfa. L'Etat gabonais ayant honoré l'ensemble du service dû en 2010, le service projeté de la dette extérieure est également en baisse.

Evolution du service prévisionnel de la dette publique(DGCP)

En milliards de Fcfa	2009	2010	2011	11/10 en %
Dette extérieure	221,2	254	233,4	-8,1
Intérêts	64,4	69,3	89,6	29,3
Principal	156,8	184,7	143,7	-22,2
Dette intérieure	204,7	251,3	90,5	-64,0
Intérêts	5,7	4,3	3,6	-16,3
Principal	199	247	86,9	-64,8
Total	425,9	505,32	323,9	-35,9

Source: Direction Générale de la Dette

V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2011, la balance des paiements du Gabon s'inscrirait en hausse, avec un solde global excédentaire, suite à l'augmentation du solde de la balance des opérations courantes et une légère diminution du déficit du solde de la balance des capitaux.

V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes se caractériserait par une forte amélioration de son solde qui passerait de 608 milliards de Fcfa en 2010 à 856,1 mil-

Les perspectives 2011-2012

liards de Fcfa en 2011, soit une progression de 40,8%. Cette tendance haussière s'expliquerait par un accroissement du solde de la balance commerciale, nonobstant le creusement des soldes déficitaires des balances des services, des revenus et des transferts sans contrepartie.

La balance commerciale

Le solde prévisionnel de la balance commerciale progresserait de 15,1%, en raison de l'augmentation programmée de la production et des ventes de manganèse (+ 145 %).

La balance des services

Déficitaire en 2010, le solde de ce compte se dégraderait en 2011 (- 6,9%), du fait de la détérioration de tous les postes : « Frêt et assurances » (- 0,5 %) ; « Autre assurances » (-19,5 %), « Autres transports » (-13,7%), « Voyages et séjours » (-15,4%) et « Autres services » (-5%).

La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus s'alourdirait de 3,1 % en raison d'un relèvement de la charge liée aux paiements des rémunérations du capital privé.

V.2.2.5.2 La balance des capitaux

La détérioration du solde de la balance des capitaux se poursuivrait en 2011. Le solde des mouvements des capitaux s'établirait à - 462,3 milliards de Fcfa contre - 422 milliards de Fcfa en 2010. Cette évolution serait consécutive aux sorties massives de capitaux publics et privés, liées aux investissements.

V.2.2.5.3 La balance globale

En définitive, le solde de la balance globale afficherait un solde excédentaire de 549,9 milliards de Fcfa, à 393,8 milliards de Fcfa en 2011 contre -156,1 milliards de Fcfa en 2010. Son financement serait alors assuré par la reconstitution d'avoirs extérieurs nets de l'autorité monétaire.

V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

L'emploi

En 2011, la situation de l'emploi dans le secteur public resterait l'une des préoccupations des autorités gabonaises. En effet, l'objectif serait la maîtrise des effectifs des fonctionnaires par le système des postes budgétaires et par le contrôle des départs à la retraite.

Tableau de bord de l'économie

Dans le secteur privé, les effets positifs des grands travaux (infrastructures de transports, construction des barrages hydroélectriques, les zones économiques spéciales, etc.) initiés par le Gouvernement dans le cadre des conseils des ministres délocalisés, renforceraient le niveau de l'emploi et contribueraient à une réduction du taux de chômage.

Les salaires

Dans l'Administration, la masse salariale augmenterait de 4,7% sous l'effet de la hausse des effectifs provenant du recrutement des fonctionnaires en 2011, avec un accent particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation et formation, la défense et la sécurité.

La tendance serait la même dans les sociétés, puisque la masse salariale des sociétés privées poursuivrait sa progression en 2011, compte tenu de l'évolution de l'activité amorcée en 2010.

L'inflation

L'évolution des prix à la consommation au Gabon ne serait pas en marge des tensions inflationnistes prévisionnelles sur le plan international. A cet effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) se situerait à 119,6 points, en progression de 2,3% à fin décembre 2011 contre 1,5% en 2010. Cette hausse serait tributaire non seulement du relèvement des prix des produits importés, notamment les produits alimentaires, mais aussi de l'augmentation observée des prix du pétrole sur le marché international.

Comme en 2009 et en 2010, le taux d'inflation en République Gabonaise serait compris dans la norme communautaire ($\leq 3\%$) de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), bien qu'en hausse de 0,8 point par rapport à 2010.

V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2011

La réussite d'une politique économique, en général, et d'une politique budgétaire en particulier, se mesure par le degré de croissance économique et de bien-être social qu'elle génère. Pour répondre à cette exigence, le gouvernement orientera sa politique économique sur une croissance saine et soutenue, avec une stabilité de prix et un climat social apaisé.

V.3.1 La politique budgétaire

L'objectif principal de la politique budgétaire consiste à l'inscrire sur une trajectoire pluriannuelle soutenable. Dans cette perspective, le gouvernement

Les perspectives 2011-2012

devrait réduire le déficit primaire hors pétrole. L'atteinte de cet objectif nécessite, en dépit des mesures appropriées concernant les recettes et les dépenses, l'accentuation de la réforme budgétaire.

La mobilisation des recettes

Pour 2011, le Gouvernement entend mettre en œuvre la logique de la performance des finances publiques issue de la loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB) en dépit des mesures fiscales incitatives au plan économique et social.

En effet, un des objectifs de la LOLFEB visant à promouvoir la transparence des documents budgétaires et la lisibilité des politiques publiques, trouve son aboutissement également dans la maîtrise des dépenses fiscales.

La maîtrise des dépenses

L'augmentation des dépenses courantes amène l'exécutif à mettre l'accent sur la masse salariale, les bourses et les services d'utilité publique, notamment l'eau et l'électricité.

En effet, les audits commandités par le Gouvernement se poursuivront en 2011. En ce qui concerne la masse salariale, en attendant les conclusions des audits de la fonction publique et des structures administratives, la situation resterait maîtrisable. Il en serait de même de l'eau et de l'électricité pour lesquels un bureau d'études a été commis pour effectuer des prestations visant la réduction de ces dépenses.

Pour ce qui est des bourses, en attendant les conclusions de l'audit, les résultats de la politique de maîtrise des dépenses y relatives seraient perceptibles en 2011.

La gestion de la dette publique

La stratégie d'endettement public mise en place par le gouvernement poursuivrait la politique de maîtrise de l'endettement amorcée depuis quelques années. Sur cette base, le taux d'endettement moyen estimé au cours de la période en pourcentage du Pib serait de 25,9%. Ce qui est nettement inférieur au seuil d'alerte de 50% du Pib et du seuil communautaire fixé à 70% du Pib. De même, le plafond des nouveaux emprunts, majoritairement contractés auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux traditionnels, fixé à 6,6% du Pib en 2011, devrait être contenu à un niveau relativement bas.

Ces créances seraient contractées à part égale en euros et en dollars américains et devraient respecter les conditions suivantes :

Tableau de bord de l'économie

- une maturité d'environ dix (10) ans ;
- un délai de grâce moyen de deux (2) années ;
- un taux d'intérêt moyen variant entre 4 et 5%.

Par ailleurs, les créances commerciales seraient contractées aux conditions du marché.

V.3.2 La réforme budgétaire

La réforme budgétaire initiée par l'Etat au début des années 2000 connaîtrait un aboutissement avec la mise en place effective de la budgétisation par objectifs de programmes (BOP) et du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT).

Le gouvernement mettrait également en place une norme d'évolution des dépenses et la « règle d'or » des finances publiques.

La Budgétisation par Objectifs de Programmes (BOP)

La BOP a pour fondement juridique la LOLFEB. Une des nombreuses missions de ce texte serait d'ériger un code de déontologie budgétaire à l'endroit des gouvernants et de toute l'Administration.

La BOP est consacrée à la gestion des finances publiques axée sur la performance. Il s'agit des réformes ayant un impact sur la gestion publique dans tous ses aspects administratifs, budgétaires, comptables, informatiques et humains.

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT)

C'est un outil de pilotage pluriannuel reposant sur des hypothèses économiques prudentes et visant l'efficacité de la dépense publique.

En effet, le CBMT, dans son volet central, consistera en la mise en place d'un cadrage macroéconomique fiable. De ce dernier découlera le profil des ressources de l'Etat à moyen terme.

Et dans son volet sectoriel, à travers les programmes d'actions prioritaires (PAP), le CBMT introduira la démarche de performance qui se déclinera en « stratégie-objectifs-indicateurs ». A cet effet, la démarche de performance serait le point commun entre la BOP et le CBMT.

L'objectif est de parvenir à un équilibre entre les ressources issues du cadrage macroéconomique et les dépenses arrêtées dans le cadre de la démarche « PAP ».

V.3.3 LA POLITIQUE SOCIALE

En 2011, le gouvernement mettra l'accent prioritairement sur l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation, l'enseignement technique et la formation professionnelle, la santé, les affaires sociales, la solidarité et la famille.

A cet effet, des objectifs stratégiques seront envisagés pour optimiser les résultats escomptés dans ces secteurs, il s'agira de :

- renforcer la lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires ;
- améliorer la prise en charge des maladies prioritaires non transmissibles ;
- améliorer la prise en charge des soins spécifiques ;
- favoriser l'autonomisation des personnes vulnérables ;
- développer la médecine du sport.

Pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et l'innovation, les objectifs stratégiques concerneront :

- l'éradication du phénomène des effectifs pléthoriques ;
- l'amélioration de la gouvernance des établissements scolaires et universitaires ;
- la lutte contre les déperditions scolaires ;
- l'amélioration de la qualité des enseignements ;
- l'amélioration de l'adéquation formation/emploi ;
- la définition des thématiques de recherche en rapport avec l'émergence ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des élèves et étudiants.

V.3.4 LES POLITIQUES SECTORIELLES

L'ambition du gouvernement sur la question des politiques sectorielles n'est pas de se substituer au secteur privé mais de promouvoir un environnement propice à l'initiative privée (infrastructures, recherche et développement, capital humain...).

Les secteurs productifs

En 2011, le Gouvernement mettra un accent sur les mines, le pétrole et les hydrocarbures, l'agriculture, l'élevage et la pêche, les eaux et forêts, l'environnement et le développement durable et le commerce, le tourisme, l'industrie et les PME.

Tableau de bord de l'économie

Agriculture, élevage et pêche

Les objectifs stratégiques consisteront à :

- relancer la production des cultures de rente ;
- augmenter les productions halieutiques et l'élevage ;
- améliorer la qualité des semences ;
- former, encadrer et organiser les acteurs du secteur agricole.

Mines, pétrole et hydrocarbures

Pour ces secteurs, il s'agira de :

- stimuler l'exploration et optimiser la production, la distribution et la commercialisation des hydrocarbures ;
- transformer localement les matières premières du sous-sol.

Eaux et forêts, environnement et développement durable

Au titre de ces secteurs d'activité, le Gouvernement entend :

- identifier les conditions nécessaires à la promotion d'une filière forêt-bois gérée de manière durable ;
- développer le domaine forestier rural et la participation des nationaux aux activités forestières ;
- augmenter la transformation locale du bois ;
- restaurer et promouvoir la biodiversité ;
- élaborer une stratégie nationale de développement propre ;
- élaborer des plans d'actions nationaux pour les changements climatiques et la biodiversité.

Economie, tourisme, industrie et PME

Quant à l'économie, au tourisme, à l'industrie et aux PME, l'exécutif mettra en œuvre un certain nombre d'actions visant à :

- proposer une offre touristique de qualité ;
- vulgariser la propriété industrielle ;
- assurer une assistance technique aux opérateurs industriels ;
- rendre l'environnement des affaires attractif ;
- accompagner les PME dans leur démarche d'exportation.

CONCLUSION

Après une reprise fragile en 2010, la croissance économique mondiale devrait décélérer en 2011 et 2012. Cette tendance serait consécutive à une succession de facteurs non favorables. Dans les pays avancés, l'économie serait confrontée à des difficultés structurelles et à l'atonie de la demande privée. Par ailleurs, des tensions financières provoquées par la crise de la dette souveraine dans certains pays de la zone euro renforceraient sa fragilité.

Pour leur part, les pays émergents et en développement, vont continuer à progresser en dépit de la baisse de régime des pays avancés. Toutefois, la demande extérieure de ces pays pourrait diminuer, dans un contexte d'inflation élevée et de hausse des cours des produits de base. Ainsi, la croissance économique mondiale devrait se modérer et atteindre 4% en 2011 et 2012.

Par zone, les pays avancés bénéficieraient d'une croissance estimée à 1,6% et 1,9% respectivement, en 2011 et 2012. Plus forte, la progression des pays émergents et en développement se traduirait par des taux du PIB de 5% et 6% respectivement en 2011 et 2012.

Sur le plan interne, l'économie gabonaise maintiendrait un rythme de croissance élevé. Toutefois, celui-ci serait moins important qu'en 2010. La progression du PIB en 2011 va s'opérer dans un contexte international marqué par une hausse des cours des principaux produits d'exportation. Par ailleurs, la poursuite des réformes structurelles engagées dans le cadre de la politique économique du Gouvernement renforcerait cette dynamique.

Ainsi, grâce à la bonne tenue du secteur hors pétrole (+6%) et en dépit de la quasi-stabilité de la production pétrolière (+0,7%), le produit intérieur brut réel progresserait de 5,0% en 2011.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires seraient en hausse de 20,8%, tandis que les dépenses enregistreraient un repli. La balance des paiements s'inscrirait en hausse, avec un solde global excédentaire, suite à l'augmentation du solde de la balance des opérations courantes et une légère diminution du déficit du solde de la balance des capitaux.

La politique économique du Gouvernement se traduirait par la mise en place d'un ensemble de mesures visant à doper la croissance et améliorer le bien être des populations.

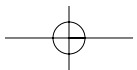
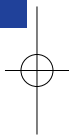
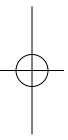
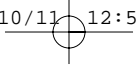
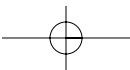
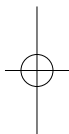
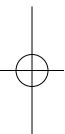


Tableau de bord de l'économie



Annexes

6



PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB aux prix de 1991	1 832	1 895	1 726	1 693	1 730	1 725	1 768	1 791,6	1 845,7	1 867,4	1 971,2	2 016,9	1 988,3	2 118,6
Pétrole	573	547	483	421	398	388	415	416,3	410,9	368,4	374,6	364,9	365,2	383,9
Hors Pétrole	1 259	1 348	1 243	1 272	1 332	1 337	1 353	1 375,3	1 434,8	1 499	1 596,6	1 652	1 623,1	1 734,7
PIB aux prix courants	3 109	2 645	2 871	3 608	3 455	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9	4 991,5	5 478,2	6 454,2	5 130,7	6 565,4
Pétrole	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,3	2 316,4	2 519,0	2 643,2	3 233,1	2 145,1	3 110,8
Hors Pétrole	1 835	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2 135,8	2 254,6	2 472,5	2 835	3 221,1	2 985,6	3 454,6
Déflateur du PIB	1,7	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5	2,7	2,8	3,2	2,6	
Indices des prix à la consommation	454	466	465	467	477	478	488	490	490	510	107,3*	113	115,2	116,9
Variation annuelle (en %)	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2	4,0	5,0	5,3	1,9	1,5
Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)														
Exportations fob	1 770	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2 208,9	2 988,6	3 165,6	3 023,6	4 352,3	2 796,5	3 653,2
Pétrole	1 378	845	1 124	1 506,2	1 509,1	1 372,2	1 418,7	1 567,3	2 192,6	2 595,8	2 801,1	2 801,1	3 379,2	
Importations fob	602	686	561	568	621	651,7	605,9	649,3	716,0	938,5	940,2	1 002,8	1 086,5	1 357,4
Budget (en milliards de Fcfa)														
Recettes totales	1 030	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1 113,6	1 434,1	1 582,5	1 636,2	2 078,1	1 685,2	1 838,7
Recettes pétrolières	644	498	369	814	753	609	570	600	907,1	1 012,8	958,5	1 361,5	8 36,7	990,4
Recettes non pétrolières	386	414	445	393	421	480	479	513,6	527	569,7	677,8	716,6	848,5	848,3
Dépenses totales	980,2	1 281,6	779,5	786	1 062,9	969,1	789,9	827,1	911,9	1 005,5	1 165,6	1 181,9	1 265,5	1 741,2
Dépenses courantes	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9	660,1	719,0	837,8	791,6	832,1	868,6
Dépenses d'équipement	350	363	119	105	164	137	131	160	193,4	238,8	246,8	298,5	309,4	732,2
Monnaie et crédit														
Avoirs intérieurs nets	366	496	660	507	723	695	665	636						
Crédits intérieurs	500	668	647	495	715	707	674	541,7	482	465,6	115,8	436,4	438,4	708,1
Créances nettes sur l'Etat	194	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3	89,9	-519,8	-236,7	-191	60,7
Créances au secteur privé	306	365	357	401	472	508	466	422,7	464,7	555,5	635,6	673,1	630,4	647,4
Avoirs extérieurs nets	103	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5	709,2	1 108,9	981,1	1 077,7	896,3
Vitesse de circulation de la monnaie	0,11	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3	5,1	5,2	5,7	4,4	-
Taux de pression fiscale	33,1	34,5	28,4	33,5	34,0	31,7	29,8	29,4	31,4	31,7	29,9	32,2	32,8	20,5

*Passage de l'IPC à l'IHPC avec changement d'année de base

Tableau de bord de l'économie

EVOLUTION DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

PIB marchand	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5	4 655,4	5 076,4	6 022,4	4 624,7	6 016,7
Secteur primaire	1 552	962	1 311	1 973	1 660	1 627	1 700	1 963,4	2 653,9	2 890,5	3 088,0	3 908,1	2 528,6	3 672,7
Agriculture, Elevage, Pêche	132	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7	175,3	186,3	209,4	226,4	246,3
Exploitation forestière	92	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7	71,3	82,5	54,8	50,6	22,7
Pétrole brut	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4	2 519,0	2 643,2	3 233,1	2 145,1	3 110,8
Mines	53	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1	125,0	160,0	410,9	105,9	292,9
Secteur secondaire	341	365	300	281	334	359	344	347,3	374,0	409,5	454,8	485,4	461,4	536,0
Industries agro-al, boissons	40	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3	58,5	64,8	73,2	81,7	85,9
Industries du bois	15	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4	51,7	59,8	40,1	21,9	32,7
Autres industries	82	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4	94,4	100,6	112,1	109,7	115,3
Raffinage	9	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1	20,4	24,8	26,1	17	27,4
Electricité, Eau	36	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7	61,6	69,7	81,3	87,7	100,0
BTP	152	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6	91,9	100,6	112,7	112,5	139,9
Recherche, services pétroliers	7	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5	31,0	33,5	39,9	30,9	34,8
Secteur tertiaire	958	1 040	972	1 062	1 167	1 158	1 173	1 183,2	1 242,6	1 355,3	1 533,5	1 628,9	1 635,4	1 808,0
Transports et communications	164	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4	227,5	281,0	294,9	267,5	274,0
Services	322	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0	539,5	587,8	642,7	659,5	683,4
Commerce	232	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3	279,1	303,5	332,8	349,5	374,0

*Passage de l'IPC à l'IHPC avec changement d'année de base

TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(En pourcentage)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produit intérieur brut	5,7	3,5	-8,9	-1,9	2,2	-0,2	2,5	1,4	3,0	1,2	5,6	2,3	-1,4	6,6
PIB marchand	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1	0,7	5,5	1,7	-2,3	6,8
Secteur primaire	-0,8	-2,1	-11,3	-8,9	-3,0	-2,8	5,4	1,6	0,5	-5,8	3,4	-1,9	-2,0	3,8
Agriculture, Elevage, Pêche	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2	3,6	4,0	4,2	4,2	4,2
Exploitation forestière	29,4	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8	2,3	9,9	-14,0	-1,8	-56,0
Pétrole brut	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3	-10,4	1,7	-2,6	0,1	5,1
Mines	-6,3	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	23	11,9	8,3	11,9	-2,6	-38,7	60,7
Secteur secondaire	17,5	9,8	-12,8	-3,2	10,3	6,1	0,9	0,9	4,6	1,0	6,1	3,8	-7,5	15,2
Industries agro-alimentaires, boissons	0,0	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0	5,4	8,4	4,8	7,6	0,6
Industries du bois	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7	9,5	9,7	-13,2	-41,9	46,2
Autres industries	18,1	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7	-9,1	1,5	5,8	-4,0	3,5
Raffinage	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6	-6,5	14,9	1,8	-30,5	59,4
Electricité, Eau	6,0	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5	6,0	3,7	7,0	1,4	8,6
BTP	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0	6,4	3,3	3,5	-3,3	23,2
Recherche, services pétroliers	-16,8	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5	6,1	6,2	7,3	-10,0	2,4
Secteur tertiaire	9,8	6,3	-8,6	5,8	4,2	-0,9	0,7	1,2	4,7	6,5	6,8	3,5	-0,2	5,2
Transports et télécommunications	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5	4,8	7,2	2,0	-6,2	4,0
Services	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8	5,4	6,0	5,8	1,1	2,2
Commerce	1,1	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1	5,3	7,0	5,0	2,3	4,7
DTI et TVA	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4	15,3	9,1	-4,2	0,3	19,0
Services bancaires, assurances	18,4	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9	5,6	6,3	5,0	3,5	5,0
Services non marchands	4,7	6,3	3,5	0,3	0,3	-0,4	2,5	2,0	2,5	4,0	6,0	6,0	4,2	5,2

*Passage de l'IPC à l'IHPC avec changement d'année de base

Tableau de bord de l'économie

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Production	18 277	18 462	17 570	15 586	13 500	12 890	12 563	13 432	13 483	13 300	11 930	12 130	11 810	11 82	12 43
Exportations	17 363	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732	12 490	11 010	11 310	10 890	11 12	11 23
Prix moyen du Brent (dollar US/baril)	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,13	72,52	96,99	61,51	79,4
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/baril)	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	61,83	68,87	92,33	58,76	77,32
Taux de change moyen (Fctf/dollar US)	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84	522,89	479,42	448,41	472,13	495,43

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PRODUCTION															
Okoumé/ Ozigo	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	1 511	1 560	1 650	nd	nd	nd
Bois divers	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 486	1 632	1 660	1 700	nd	nd	nd
TOTAL	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563	3 143	3 220	3 350	nd	nd	nd
EXPORTATIONS															
Okoumé/ Ozigo	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	814	862	1 065	837	691	290
Bois divers	444	681	690	718	856	790	684	607	674	772	906	873	813	940	310
TOTAL	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 522	1 586	1 768	1 938	1 650	1 631	600

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PRODUCTION	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753	2 979	3 334	3 248	1 992	3 200
EXPORTATIONS	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491	2 887	2 896	3 293	3 199	2 146	3 203
VENTES	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885	2 900	3 301	3 200	2 147	3 198
Prix de vente (en Fctf/tonne)	36 625	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515	75 000	65 572	82 532	197 725	83 096	143 145

L'INDUSTRIE DU BOIS

Le déroulage-contreplaqué			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	42 759	6 667	30 471
2006	46 745	12 752	33 756
2007	53 783	12 669	41 423
2008	140 931	17 025	67 677
2009	45 922	10 526	32 267
2010	71 364	10 917	54 707

Les Sciages			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1991	44 820	49 872	1 502
1992	34 109	23 448	nd
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34 100
2004	170 185	16 147	120 921
2005	229 687	20 197	166 089
2006	206 816	520 273	164 536
2007	299 409	53 614	253 227
2008	280 379	40 546	222 739
2009	116 183	26 813	126 548
2010	334 839	48 140	247 914

Tableau de bord de l'économie

ÉQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. MOULOUNGUI Roger

Chargés d'Etudes

Mme. Honorine RALOUGOU

Mme. Carla Marlène MATSANGA ép BOUASSA

Mme. Marie France NDAMANGANA

Mme. Hortense OKOUMBA ALILA

Mme. Flore LEPENGUE

Mme. Clarisse LEKOGO

Melle. Chimène MENGUE

M. Yves MOUPEPE

M. Eric IKAPI

M. LEYINDA KOKA NDOMBA

M. Célestin MEKAME OSSOUMA

M. Freddy Thibaud MOUSSAVOU

M. Didier OBAME NANG

M. Claude Thierry KOUMA

M. Ulrich Joël DIOUF ELEWANYE

M. Aldrin BANGUEBE

M. Gaston ONIAMI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Chargés d'Etudes

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA

Mme. Mireille AYITO OBIANG ép. ENGONE

Mme. Gisèle AKOMA NKIET ép. LIKASSA

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

Informations sur la DGELF

M. Samuel ALLOGHO ASSEKO
M. Robert MEDOUME ASSE
M. Jean Justin NANG ONDO
M. Christian NDO
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Jean De Dieu MOUSSODOU

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur

Mme. Aurélie KASSAT

Directeur Adjoint

Jean Aimé Roger BOUSSAMBA

Chargés d'Etudes

Mme. Bernadette BELLA OBAME
Mme. Catherine MEZENE M'EBANE
Mme. Ghislaine MINKUE
Mme. Stéphanie SICKOUT
Mme. Justine Judith LEKOGO
M. Cyrille BIBANG ENDAMANE
M. Prosper EBANG EBANG
M. Valentin MBA MENGUE
M. Raphaël MBA NANG
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Rodrigue BEWOTSE
M. Gildas-Romaric MATANGOYE

DIRECTION DES SYNTHES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Tableau de bord de l'économie

Chargés d'Etudes

Mme. Ruth AKOUME MBA ép. DOREGO
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA
Mme. Perpétue ABORI BOETOUMBA
Mme. Djamilla AMOUGH
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND
M. Patrick LOEMBA
M. Joseph NDONG OWONO
M. Julien EVOUNA NDZIGUI
M. Cédric KOUMBA
M. Félicien NGANI
M. Clotaire MATHOUMBOU M'IMBONDA

CELLULE NATIONALE DE PROMOTION DE LA MOCROFINANCE

Coordonnateur

M. Thomas EYENE OBAME

Coordonnateur Adjoint

Mme. Raïssa NTSAME NDZIGUE

Chargés d'Etudes

Melle. Doris Marlène NSENG-NSENG NDONG
Melle. Estelle ADA ONA
M. LIPOCKO-MOMBO
M. Elvis TCHINGA MOUELE
M. Roland Régis SAMAMBOUNGOU
M. Ange Sylvère DIECKO

Informations sur la DGELF

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
 - Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
 - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
 - LES NOTES DE LA DEM
 - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
 - ÉCO-RATIOS
 - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
 - BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
 - TABLEAU DE BORD MENSUEL
 - TABLEAU DE BORD SOCIAL.



Achévé de rédiger en Septembre 2011
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Législation Fiscale
Ministère de l'Économie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
de la République Gabonaise
Multipress Gabon D. 3302 - 10/11